

Date de Publication : 28 février 2024

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTÉ
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITÉS

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



23
février
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Chaque jour à vos côtés

cantal
LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 23 Février 2024
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

24CP02-1 Attribution d'une subvention à l'association Thermauvergne pour l'année 2024

ANNEXE - Délibération

24CP02-2 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Clévacances pour l'année 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention 2024

24CP02-3 GIP « Ma Région, ma santé - Auvergne-Rhône-Alpes » : convention de mise à disposition de locaux entre l'EHPAD de Sainte-Urcize et le Département du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP02-4 Programme Agricole 2023-2027 modification du dispositif : Soutenir les Syndicats d'élevage

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Fiche Soutenir les Syndicats d'élevage

24CP02-5 Consocantal - Convention de partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP02-6 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CP02-7 Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

24CP02-8 Convention pour l'exécution du service hivernal sur les routes départementales - Commune de Cros-de-Ronesque

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP02-9 Convention de partenariat - Gestion du patrimoine de téléphonie mobile

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention de partenariat

24CP02-10 Aménagement d'une zone technique permettant la couverture en téléphonie mobile dans le tunnel du Lioran - Commune de Laveissière - Cession d'une parcelle au profit d'un tiers

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Compromis de vente

24CP02-11 Aménagement de la route départementale n°12 - Commune du Falgoux - Déclassement et cession de délaissés au profit de tiers

ANNEXE - Délibération

24CP02-12 Aménagement de la route départementale n°926 - Commune d'Ussel - Cession de parcelles au profit d'un tiers

ANNEXE - Délibération

24CP02-13 Aménagement de la route départementale n°926 - Commune d'Ussel - Convention de mise à disposition SAFER

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP02-14 Routes départementales n°120 et n°922 - Contournement Ouest d'Aurillac - Acquisition d'une propriété mise en vente par la SAFER

ANNEXE - Délibération

24CP02-15 Aménagement de la Route Départementale n°909 - Commune de Saint-Georges - Acquisition de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CP02-16 Convention relative à l'attribution d'une subvention à la Mission Locale de l'arrondissement d'Aurillac dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt : Prise en compte des spécificités des jeunes de 16 à 25 ans

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP02-17 Convention de délégation des mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) à l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP02-18 Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Subventions CFPPA

24CP02-19 Convention annuelle d'objectifs et de moyens relative aux Contrats Uniques d'Insertion pour l'année 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP02-20 Appel à projets 2024 - Renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel au sein des ateliers et chantiers d'insertion

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de candidature

ANNEXE - Publication AAP ACI

24CP02-21 Convention relative à l'attribution d'une subvention à la Maison Familiale Rurale de Saint-Flour dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 - Parcours d'insertion sans obstacle - Action de professionnalisation aux métiers du secteur sanitaire, social et d'animation en milieu rural

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP02-22 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Compagnons Bâisseurs Auvergne dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 Parcours d'insertion sans obstacle

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP02-23 Fonds Cantal Ville 2022-2027 - Ville d'Ytrac - Restructuration du coeur du centre-bourg : aménagement d'un espace de loisir et valorisation des abords de l'église

ANNEXE - Délibération

24CP02-24 Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne

ANNEXE - Délibération

24CP02-25 Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Saint-Martin-Valmeroux

ANNEXE - Délibération

24CP02-26 Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la
Commune de Vic-sur-Cère

ANNEXE - Délibération

24CP02-27 Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la
Commune de Saint-Simon

ANNEXE - Délibération

24CP02-28 Avenant à la convention de mise à disposition de locaux au
sein de la Mairie d'Ydes en faveur du Département du Cantal (Pôle
Solidarité Départementale)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

24CP02-29 Convention de mise à disposition de locaux en faveur de
l'association Accent jeunes

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

CANTAL INNOVANT

24CP02-30 SDNE : Développement des usages - Appel à projets 2024
"Pimp my screen" : validation du cahier des charges et du dossier de
candidature

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Cahier des charges AAP

ANNEXE - Dossier de candidature AAP

CANTAL RESPONSABLE

24CP02-31 Convention annuelle d'objectifs avec l'Association Énergies 15

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP02-32 Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes Hautes Terres Communauté pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP02-33 Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Gentiane pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP02-34 Avenant n° 1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac pour la mise en oeuvre et le financement d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n° 1

24CP02-35 Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Mauriac pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP02-36 Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes Saint-Flour Communauté pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP02-37 Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes Sumène-Artense pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP02-38 Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Salers pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP02-39 Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP02-40 Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP02-41 Opération d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental (AFAFE) de la Commune de Virargues - Projet, modification de périmètre et bourse d'échange d'arbres

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention déficitaire bourse d'arbres

ANNEXE - Convention excédentaire bourse d'arbres

ADMINISTRATION GENERALE

24CP02-42 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

24CP02-43 Collèges publics : actualisation des prestations accessoires accordées aux personnels logés par nécessité absolue de service

ANNEXE - Délibération

24CP02-44 Accord sur les modalités de reversement de la taxe d'aménagement au CAUE

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Projet d'accord

24CP02-45 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 274 243 euros - Construction de deux logements à Laroquebrou

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Convention

ANNEXE - 2 - Contrat

24CP02-46 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 315 911 euros - Construction de deux logements à Naucelles

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention

ANNEXE - 2 - Contrat

24CP02-47 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 350 309 euros - Construction de quatre logements à Saignes

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention

ANNEXE - 2 - Contrat

24CP02-48 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 792 059 euros - Réhabilitation avenue Lambert à Vic-sur-Cère

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention

ANNEXE - 2 - Contrat

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-1

Attribution d'une subvention à l'association Thermauvergne pour l'année 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 23CD05-3 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 validant le budget et le programme de soutien en faveur du Tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

- **DECIDE** d'attribuer une subvention au titre de l'année 2024 dans les conditions suivantes :

Bénéficiaire	Objet	Budget prévisionnel	Subvention attribuée
Association Thermavergne	- Défendre les intérêts des stations thermales du Massif central ; - Assurer de façon collective le développement, la communication et la promotion des stations thermales (salons, brochures, ...).	845 000 €	3 000 € (pour mémoire 3 000 € en 2023)

La dépense d'un montant de 3 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 94 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-2

**Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Clévacances
pour l'année 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 23CD05-3 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 validant le budget et le programme de soutien en faveur du Tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

- DECIDE d'attribuer à l'association Clévacances Cantal une subvention de 10 000 € sur la base du budget prévisionnel 2024 de 58 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Clévacances Cantal pour l'année 2024 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La dépense d'un montant de 10 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 94 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

<p style="text-align: center;">CONVENTION 2024 ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL ET L'ASSOCIATION CLÉVACANCES CANTAL</p>
--

Entre,

Le Conseil départemental du Cantal sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par le Président du Conseil départemental du Cantal, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération de la Commission Permanente du 23 février 2024,
ci-après dénommé : le Département,

Et ;

L'Association Clévacances Cantal, association loi 1901, sise 54 rue des Carmes, Résidence les Gentianes, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur José CAUMON,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article I – Objet de la Convention :

Le tourisme est un des premiers secteurs d'activités du Cantal et demande pour un développement cohérent, un partenariat entre les différentes structures concernées par la promotion, l'accueil, l'animation, la communication et la commercialisation.

L'association Clévacances Cantal participe à la mise en œuvre de la politique de développement local et d'aménagement du territoire et favorise la promotion de la destination Cantal grâce à la notoriété du label.

Au moyen d'une politique de labellisation permettant le suivi et le contrôle des hébergements locatifs, l'association garantit aux consommateurs la qualité de l'hébergement et aux administrations publiques la bonne utilisation des fonds publics octroyés aux propriétaires d'hébergements qui sont membres de l'association et peuvent afficher la marque Clévacances en exclusivité.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de participation du Département aux missions de l'association Clévacances Cantal détaillées à l'article II et de préciser en conséquence les engagements des signataires de la présente convention.

Article II – Missions de l'association Clévacances Cantal :

En tant qu'acteur du développement et de l'aménagement du territoire, l'association Clévacances Cantal a en charge deux missions prioritaires : d'une part l'accompagnement des porteurs de projets et d'autre part la gestion du label et l'animation du réseau des adhérents. Ces missions prioritaires se déclinent de la façon suivante :

A) - Accompagnement des porteurs de projets

L'association Clévacances participe au développement du territoire à travers des actions de sensibilisation, d'information et d'accompagnement des porteurs de projet :

- recherche active de porteurs de projets potentiels,
- rendez-vous individualisés avec les porteurs de projet,
- visite de l'ensemble des projets avec un architecte-conseil du C.A.U.E,
- réalisation d'un rapport de visite,
- appui technique au montage du dossier,
- suivi des projets.

B) - Gestion du label Clévacances et animation du réseau des adhérents

La gestion et l'animation du label se traduit par les actions suivantes :

- contrôle de la qualité des hébergements par un suivi régulier (visites triennales),
- information sur la réglementation (meublés de tourisme, chambres d'hôtes, table d'hôtes) en vigueur et les évolutions,
- mise à disposition de supports (panneau, certificat) et documents (contrats, descriptifs...) conformément à la charte de qualité,
- gestion des contacts, descriptifs, tarifs, photos dans les bases de données de Clévacances France,
- réalisation et diffusion de supports d'informations et de communication (site Internet, presse ...),
- mise en place et/ou participation à des opérations de promotion du label dans le département et hors du département,
- réalisation de documents techniques (carte des référents, fiche de suivi des demandes ...) et d'action de sensibilisation et de formation,
- soutien aux membres en cas de situations difficiles avec les clientèles,
- accompagnement personnalisé des adhérents (présence sur le territoire d'interlocuteurs de proximité ...).
- optimisation de l'effet de réseau par la participation aux actions mutualisées par la fédération nationale.

Article III – Engagements du Département :

Le Département s'engage à apporter un soutien financier à la réalisation des missions de Clévacances Cantal.

La participation financière du Département est évaluée à partir du programme d'actions et du budget prévisionnel acceptés par les signataires de la convention et répondant à la stratégie 2024. Elle est fixée à 10 000 € pour l'année 2024 correspondant à un budget d'un montant de 51 000 € TTC. L'annexe jointe précise le plan de financement du programme d'actions subventionnées.

Le paiement de cette subvention intervient selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50 % de la subvention sur demande écrite de l'Association de Clévacances Cantal,
- le solde sur présentation d'un bilan intermédiaire technique et financier et du programme d'actions financées à l'échéance du 10 décembre 2024 et des données statistiques en lien avec l'Observatoire départemental du Tourisme.

Article IV – Engagements de Clévacances Cantal :

L'association Clévacances Cantal s'engage à réaliser le programme d'actions approuvé et à fournir au Département le rapport d'activités et le rapport moral de l'exercice concerné par la subvention dans le mois qui suit leur approbation, ainsi que tous les documents comptables : bilan, compte de résultats et annexes dûment certifiés, dans les mêmes délais.

Elle permettra également à tout moment aux représentants du Département d'obtenir toute explication utile sur ses actions et sur le respect de ses engagements ainsi que de vérifier l'utilisation de la subvention du Département.

A la demande du Département, l'association Clévacances Cantal pourra présenter à la Commission Tourisme du Conseil départemental un suivi de son activité et une évaluation financière et qualitative du programme d'actions engagé.

L'association facilitera l'élaboration de statistiques en fournissant à l'Observatoire départemental du Tourisme les données actualisées nécessaires relatives aux hébergements dont elle assure la gestion (état de l'offre, fréquentation touristique...).

L'association Clévacances Cantal s'engage à mentionner son partenariat avec le Département dans ses actions et sur ses supports de communication et à soutenir la cohérence départementale de la promotion et la commercialisation touristiques.

Article V – Durée et modification de la Convention :

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et est valable jusqu'au 31 décembre 2024.

Toute modification devra faire l'objet d'un avenant approuvé par les organes délibérants des deux parties contractantes.

Article VI – Résiliation :

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnités, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, en cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans préavis en cas de faute lourde.

L'annexe jointe fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Aurillac en trois exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil département du Cantal,

Le Président de Clévacances Cantal,

Monsieur Bruno FAURE.

Monsieur José CAUMON.

BUDGET PREVISIONNEL 2024

CHARGES		PRODUITS	
COTISATIONS CLEVACANCES+CAUE+CYB	12 000,00 €		
LOYER LOCAL	3 200,00 €	COTISATIONS ADHERENTS	37 000,00 €
ELECTRICITE - CHAUFFAGE	2 300,00 €	PARTICIPATION A LA RESERVATION EN LIGNE	2 500,00 €
TIMBRES	1 000,00 €	LABELLISATION	2 900,00 €
TELEPHONE + INTERNET	1 500,00 €	CLASSEMENT MEUBLES de TOURISME	4 400,00 €
FRAIS DEPLACEMENT - CARBURANT	1 500,00 €	SUBVENTION	10 000,00 €
PETIT MATERIEL	1 000,00 €	REVENUS GESTION COURANTE	1 200,00 €
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 500,00 €		
ENTRETIEN - MAINTENANCE	2 800,00 €		
MISSIONS RECEPTIONS	1 700,00 €		
ASSURANCES	1 500,00 €		
SALAIRES + CHARGES	21 000,00 €		
JOURNEES TECHNIQUES - FORMATION	2 400,00 €		
PARTICIPATION AU FONDS COMMUN PARTENARIAT CANTAL	2 000,00 €		
PUBLICITE - CARTES - IMPRIMES	1 000,00 €		
RESULTAT POSITIF	1 600,00 €		
58 000,00 €	TOTAL		58 000,00 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-3

GIP « Ma Région, ma santé - Auvergne-Rhône-Alpes » : convention de mise à disposition de locaux entre l'EHPAD de Sainte-Urcize et le Département du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents** : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir** : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu les articles L.1424-1, L.6323-1 et suivants, et L.6134-1 du Code de la santé publique ;

Vu les articles L.1111-2 et L.4221-1 du Code général des collectivités publiques ;

Vu la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;

Vu l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 25 mai 2022 ;

Vu la délibération n° 22CD02-15 du Conseil départemental en date du 24 juin 2022 portant adhésion au Groupement d'Intérêt Public "Ma Région, ma santé - Auvergne-Rhône-Alpes" ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition de locaux de l'EHPAD Saint-Joseph de Saint-Urcize, entre l'EHPAD Saint-Joseph de Saint-Urcize et le Département du Cantal, dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention susmentionnée et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention portant mise à disposition de locaux

Entre :

La maison de retraite Saint-Joseph à Saint-Urcize, dont le siège est situé à Saint-Urcize (15110), 14 rue de l'Abbé Ipcher,

Représentée par son Directeur en exercice, Monsieur Julien SOTO,

Habilité aux fins des présentes par arrêté de nomination du Centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière en date du 2 avril 2020,

Ci-après désigné « EHPAD Saint-Joseph »,

D'une part,

Et :

Le Département du Cantal, dont le siège social sis à AURILLAC (15000) 28 Avenue Gambetta, représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE,

Spécialement habilité aux fins des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 23 février 2024,

Ci-après désigné « le Département »,

D'autre part,

Préambule

L'EHPAD Saint-Joseph de Saint Urcize a créé une extension complètement indépendante de la maison de retraite, afin de permettre un accueil de professionnels de santé sur la commune, facilitant l'accès de la population rurale du territoire.

Le Département est membre du Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Ma Région, ma santé – Auvergne - Rhône-Alpes » qui a pour objet de répondre aux besoins de professionnels de santé ; mettant en place un service public régional partenarial qui aura pour mission de :

- Recruter et salarier des professionnels de santé en priorité des médecins généralistes qui exerceront dans des centres de santé aménagés dans les territoires les plus sous-dotés de médecins, ou en risque de le devenir,
- Porter la création ou reprendre des centres de santé dans des territoires identifiés comme en très forte tension pour lesquels aucune solution n'a été trouvée à ce jour, correspondant à un intérêt régional de maintien ou d'augmentation de l'offre médicale conformément aux articles L. 6323-1 et suivants du Code de la santé publique, puis d'assurer leur gestion et animation,
- Proposer à terme des actions de prévention,
- Prévoir des consultations mobiles de spécialistes ou paramédicaux.

Le cabinet de consultation de Saint-Urcize est l'antenne du Centre de Santé de Chaudes Aigues-Saint Urcize afin d'offrir une couverture plus large et fonctionnelle pour le territoire, la population étant déjà habituée de cet accueil bi-site indispensable pour une population âgée peu mobile.

Le GIP « Ma Région, ma santé-Auvergne-Rhône-Alpes » est désigné « l'occupant » pour aider à la bonne compréhension des présentes conditions.

Les parties conviennent toutefois expressément que le GIP « Ma Région, ma santé-Auvergne-Rhône-Alpes » n'intervient pas au titre de la présente convention de mise à disposition. C'est dans ce cadre que les parties ont convenu ce qui suit.

Article 1-Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives pratiques et financière de la mise à disposition des locaux de l'EHPAD Saint-Joseph de Saint-Urcize, propriété de l'EHPAD Saint Joseph de Saint-Urcize au profit du Département membre du groupement d'intérêt public « Ma Région, ma santé-Auvergne Rhône-Alpes » dans le cadre de l'accueil de l'antenne du centre de santé Chaudes Aigues – Saint Urcize.

Article 2-Désignation des locaux mis à disposition

Dans l'annexe créée par l'EHPAD Saint-Joseph sont mis à disposition du Département :

Locaux à usage privatif

- un bureau médical d'environ 27 m².

Espace intérieur à usage exclusif du bureau médecin et du bureau attendant

- un espace d'accueil, d'attente et secrétariat d'environ 23 m²,
- des toilettes accessibles aux PMR de 4 m².

Ces locaux sont visibles sur le plan joint.

Espaces extérieurs à usage commun

Les espaces extérieurs à usage commun consistent en des places de stationnement.

Article 3-Destination des locaux

Les locaux faisant l'objet de la présente mise à disposition seront utilisés pour l'exercice de professions relevant d'activités médicales, paramédicales, ostéopathiques ou sociales, à l'exclusion de tout autre usage, en particulier commercial ou d'habitation.

Il ne pourra y être exercé aucune activité commerciale, industrielle ou artisanale.

L'attention du Département a été spécialement appelée sur l'interdiction qui lui est faite de changer en quelque manière que ce soit cette destination.

Article 4-Charges et conditions

La mise à disposition est consentie et acceptée sous les charges et conditions ordinaires et de droit, et en outre, sous celles suivantes que le Département s'oblige à exécuter.

-ETAT DES LIEUX

Le Département prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux d'entrée sera effectué contradictoirement par les parties et fera l'objet d'un procès-verbal annexé aux présentes.

-MODIFICATION DES LIEUX

Le Département ne peut se livrer à aucune mesure de démolition ou de transformation sans l'accord préalable de l'EHPAD Saint-Joseph qui doit valider le principe et le coût occasionné par ces changements.

-NETTOYAGE ENTRETIEN REPARATION ET RENOUVELLEMENT

Nettoyage et entretien courant et maintenance

Le Département assure à ses frais le nettoyage et l'entretien courant des ouvrages et équipements.

Le Département doit notamment assurer la gestion de l'entretien, de la maintenance et du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements par des moyens propres.

Par nettoyage, on entend toutes les opérations permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords. Ces opérations seront mises en œuvre par le Département aussi souvent que nécessaire.

Par entretien courant, on entend toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de gros entretien ou de renouvellement.

Gros entretien, renouvellement

Sont à la charge de l'EHPAD Saint-Joseph toutes les réparations importantes relatives à la structure et aux éléments de gros œuvre de l'équipement (fondations, murs porteurs, poutres et dalles porteuses, toiture, charpente, crépis, branchements sur les réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement et circuits de distribution), à moins qu'elles ne soient dues à un défaut d'entretien ou à toutes autres fautes du Preneur.

Toutes les autres opérations de gros entretien et de renouvellement des biens ne relevant pas de la garantie décennale à laquelle pourrait prétendre le Bailleur, et dans la limite de 1 500€ HT, restent à la charge du Preneur. Au-delà de cette somme, le coût des opérations de gros entretien et de renouvellement qui s'avèreraient nécessaires à la bonne gestion technique de l'équipement sera supporté par le Bailleur.

Toutes les opérations de gros entretien et de renouvellement à la charge du Preneur seront exécutées dès constat du défaut, sans préjudice des recours éventuels contre les auteurs de ces dégâts.

Les opérations de gros entretien et de renouvellement des biens à la charge du Preneur devront être signalées au Bailleur.

Information au Bailleur

Le Preneur assure le contrôle et le suivi de l'évolution des ouvrages, équipements, matériels mis à sa disposition.

Il informe régulièrement le Bailleur des travaux d'entretien, de réparation et de toute intervention nécessaire relative aux biens concernés, afin d'assurer leur maintien en permanence en bon état d'usage ou de fonctionnement.

Cette obligation d'information et de contrôle ne se limite pas à la vérification de la seule conformité de l'équipement.

Exécution d'office des travaux d'entretien, de réparation ou de renouvellement

Faute pour le Preneur de pourvoir aux opérations d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages, équipements, matériels qui lui incombent dans les conditions définies précédemment, le Bailleur pourra faire procéder, aux frais et risques du Preneur, à l'exécution d'office des travaux ou prestations nécessaires, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de quinze jours, sauf en cas de risque pour les personnes, le délai étant alors de deux jours.

Le Bailleur pourra accorder une prolongation, lorsque les délais d'exécution de travaux, de prestations, de livraison de matériels ou d'appareils seront supérieurs au délai imparti.

Les sommes mandatées par le bailleur en application du premier alinéa, lui seront remboursées par le Preneur, sur présentation de l'acte de mandatement, dans les trente jours de cette présentation.

-AMENAGEMENTS, AMELIORATIONS

Tout projet d'aménagement devra, avant réalisation, être autorisé par le Bailleur au vu des documents permettant d'apprécier l'importance et la consistance des travaux (plans, descriptifs de travaux, notices techniques).

Tous travaux, embellissements, améliorations, installations et décors qui seraient fait dans les lieux mis à disposition du Département, même avec autorisation de l'EHPAD Saint-Joseph, deviendront en fin des présentes, de quelque manière et à quelque époque qu'elle arrive, la propriété de l'EHPAD Saint-Joseph sans aucune indemnité. Pour les travaux qu'il aura autorisés, l'EHPAD Saint-Joseph ne pourra exiger le rétablissement des lieux loués dans leur état primitif.

Pour les travaux effectués sans son autorisation, l'EHPAD Saint-Joseph aura toujours le droit d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais exclusifs du Département.

-LIBRE ACCES DES LOCAUX

Pendant toute la durée de l'occupation, l'EHPAD Saint-Joseph aura libre accès aux locaux chaque fois qu'il le jugera utile, notamment en cas de travaux pour s'assurer de leur état, ceci avec l'accord de l'occupant, par discrétion et respect envers la patientèle. L'occupant devra laisser visiter lesdits biens immobiliers par l'EHPAD Saint-Joseph, en cas de résiliation du bail pendant une période de trois mois précédant la date effective de son départ. Toutes ces visites ne pourront avoir lieu qu'aux heures ouvrables, après préavis de 24 heures de la part de l'Ehpad Saint-Joseph, ceci avec l'accord de l'occupant, par discrétion et respect envers la patientèle.

-INTERDICTIONS DIVERSES

Il est interdit au Département et à son occupant :

- D'embarrasser, occuper, même temporairement, les parties d'immeubles non comprises dans la présente location.

- D'exposer aucun objet aux fenêtres, portes, murs extérieurs ou des parties communes et d'une manière générale tout ce qui pourrait nuire tant à la sécurité des occupants ou des tiers qu'à l'aspect extérieur de l'immeuble, à l'exclusion des plaques d'un modèle agréé renseignant la patientèle.

- EXONERATION DE RESPONSABILITE

Le Département et son occupant feront leur affaire personnelle, sans recours, de tous dégâts causés dans les lieux loués du fait de troubles, émeutes, grèves, ainsi que des troubles de jouissance en résultant, sans toutefois que ceux-ci puissent entraîner pour le Département l'obligation de reconstruire. L'EHPAD Saint-Joseph ne sera pas responsable des vols, détournements, détériorations, ou actes criminels dont le Département et son occupant pourraient être victimes dans les locaux mis à disposition. Le Département et son occupant devant faire leur affaire personnelle d'assurer comme ils le jugeront convenable la garde et la surveillance des locaux mis à disposition, tout comme en cas de dégâts causés aux lieux mis à disposition et aux objets s'y trouvant par suite de fuites, d'infiltrations, d'humidité ou d'intervention de tous services publics ou de refoulement d'égouts ou pour toute autre circonstance. Le Département et son occupant doivent s'assurer contre ces risques sans recours ; une attestation sera ainsi fournie annuellement.

Article 5-Cession – Sous-location

La présente mise à disposition est consentie au profit du Département du Cantal, membre du GIP « Ma Région-ma santé-Auvergne-Rhône-Alpes » et en cette qualité spécifique.

Le Département est ainsi expressément autorisé par l'Ehpad Saint-Joseph à mettre à disposition les locaux objets des présentes au GIP « Ma Région-ma santé-Auvergne-Rhône-Alpes », désigné sous l'appellation « l'occupant » dans le cadre de la création et du fonctionnement du centre de santé porté par la structure ceci conformément à la destination des locaux définie à l'article 3.

La mise à disposition entre le Département et « l'occupant » sera formalisée par une convention spécifique, le Département demeurant toutefois responsable de la bonne application des présentes vis-à-vis de l'EHPAD Saint-Joseph.

Article 6-Responsabilité – Assurances

L'EPADH Saint-Joseph prendra à sa charge une assurance multirisque immeuble (dégâts des eaux, incendie, explosion, dégâts des eaux, et se garantira contre les risques professionnels de son activité, les risques locatifs et les pertes de jouissance consécutives à un sinistre, les recours des voisins et des tiers, les bris de glace et généralement tous les autres risques assurés par les locataires dans les polices multirisques des compagnies d'assurances.

Le Département, quant à lui, assurera ses biens, meubles, agencements, pour les dommages causés par incendie, explosion, dégâts des eaux, et se garantira contre les risques professionnels de son activité, les risques locatifs et les pertes de jouissance consécutives à un sinistre, les recours des voisins et des tiers, les bris de glace et généralement tous les autres risques assurés par les locataires dans les polices multirisques des compagnies d'assurances.

Le Département devra s'assurer pour la responsabilité, y compris celle des tiers, consécutive aux travaux qu'il réaliserait dans les locaux loués.

Tout sinistre devra être déclaré à l'EHPAD Saint-Joseph quelle qu'en soit l'importance, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

Les contrats d'assurances, avenants et conditions particulières doivent être communiqués à l'EPADH Saint-Joseph dès la conclusion de la convention. Le Département lui adresse à cet effet, dans un délai d'un mois à dater de leur signature, chaque police et avenant signés par les deux parties.

Cette transmission porte également sur les montants de garantie par nature de risques.

Ces informations sont à fournir à chaque début d'année.

L'EPADH Saint-Joseph peut en outre, à toute époque, exiger du Département la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engage en rien la responsabilité de l'EPADH Saint-Joseph pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

Article 7-Durée de mise à disposition

Les locaux visés à l'article 2 sont mis à disposition du département pour une durée de trois ans à compter de la signature des présentes, reconductible pour la même durée une fois sur décision concordante des parties.

Article 8-Redevance

La présente mise à disposition est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle charges locatives incluses de : quatre mille huit cent vingt-six euros et soixante-quatre centimes (4 826,64€).

Il est convenu entre les parties que la redevance sera réglée en 4 termes, soit en avril, en juillet, en octobre et en janvier, par le Département sur émission d'un titre annuel de l'EPADH Saint-Joseph.

Les parties ont convenu d'un commun accord que la première échéance sera réglée le 1er juillet 2024.

Cette redevance sera réajustée de plein droit chaque année, à la date anniversaire du présent bail, en plus ou en moins et sans aucune formalité, demande ni mise en demeure, en fonction de la variation de l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE ou de tout nouvel indice qui pourrait lui être substitué.

Pour effectuer la révision, le dernier indice connu à la date de l'indexation sera comparé à l'indice du même trimestre de l'année précédente.

Pour information, le dernier indice connu est celui du 3ème trimestre 2023 s'élevant à 141,03 points.

Le retard dans la publication de l'indice n'autorisera pas le preneur à retarder le paiement du loyer.

Celui-ci devra être payé normalement à l'échéance sur la base de l'échéance précédente, sauf redressement ultérieur.

Dans le cas où l'indice ci-dessus ne pourrait plus être appliqué pour quelque cause que ce soit, il sera fait application, à compter de cette date, de l'indice le plus voisin parmi ceux existants alors applicables et publiés par l'INSEE ou un organisme de substitution. À défaut pour les parties de se mettre d'accord sur cet indice le plus voisin dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'une des parties aura proposé à l'autre, par écrit, un indice de remplacement, celui-ci sera déterminé par un expert pris

sur la liste de ceux agréés par la cour d'appel du lieu de la situation du bien. Les honoraires et frais de l'expert et de sa désignation seront supportés par moitié par chacune des parties.

Les parties reconnaissent que les stipulations, relatives à la révision annuelle du loyer, constituent pour elles un motif déterminant de la conclusion du présent contrat, sans lesquelles celui-ci n'aurait pas été conclu.

Il est ici précisé que sera pris en charge par le bailleur :

- l'abonnement et la consommation de l'eau (froide et chaude) compte tenu du faible montant à prévoir,
- le contrat d'abonnement pour l'électricité,
- la consommation d'électricité des locaux objet des présentes,
- le chauffage des locaux objet des présentes.

Le preneur prendra à sa charge le ménage des locaux objet des présentes.

Article 9-Impôts et taxes

Le département et son occupant s'engagent chacun en ce qui le concerne à régler tous impôts, contributions et taxes auquel ils sont assujettis au titre de leurs compétences ou activité professionnelle dans le cadre de la mise à disposition objet des présentes, de telle manière que l'EHPAD Saint-Joseph ne soit inquiété de quelque manière que ce soit.

Il est ici précisé que l'EHPAD Saint-Joseph supportera l'impôt foncier dans son intégralité.

Article 10-Fin de la mise à disposition

A défaut de paiement à son échéance d'un seul terme de redevance, ainsi que des frais de commandement et autres frais de poursuites, ou en cas d'inexécution d'une seule des conditions de la présente convention, et un mois après un commandement de payer ou une sommation d'exécuter, contenant déclaration par l'EHPAD Saint-Joseph de son intention d'user de son bénéfice de la présente clause, demeuré infructueux, la présente mise à disposition sera résiliée de plein droit.

Dans le cas où le centre de santé porté par le GIP ne salarierait plus de professionnel de santé susceptible d'être accueilli dans les locaux objet des présentes, le Département pourrait solliciter la résiliation de la présente convention, avant son terme, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 3 mois.

A l'issue, la convention sera résiliée et la redevance prévue à l'article 8 réglée à prorata temporis de la mise à disposition effective.

Que la mise à disposition arrive à son terme tel que prévu à l'article 7 ou, par anticipation en application du présent article, les locaux, au jour dit de l'expiration de la mise à disposition seront rendus en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux.

Toute réparation ou remise en état fera l'objet d'une facturation par l'EHPAD Saint-Joseph au Département, la libération des lieux ne sera considérée comme effective qu'après remise des clés et sous réserve que les locaux soient débarrassés de tout objet, mobilier, matériel.

Article 11-Modifications

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12-Règlements des litiges

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fera l'objet d'une procédure en règlement amiable.

En cas d'échec de cette procédure dûment constatée par les parties, la partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Fait en deux exemplaires originaux à

le

Pour l'Ehpad Saint Joseph

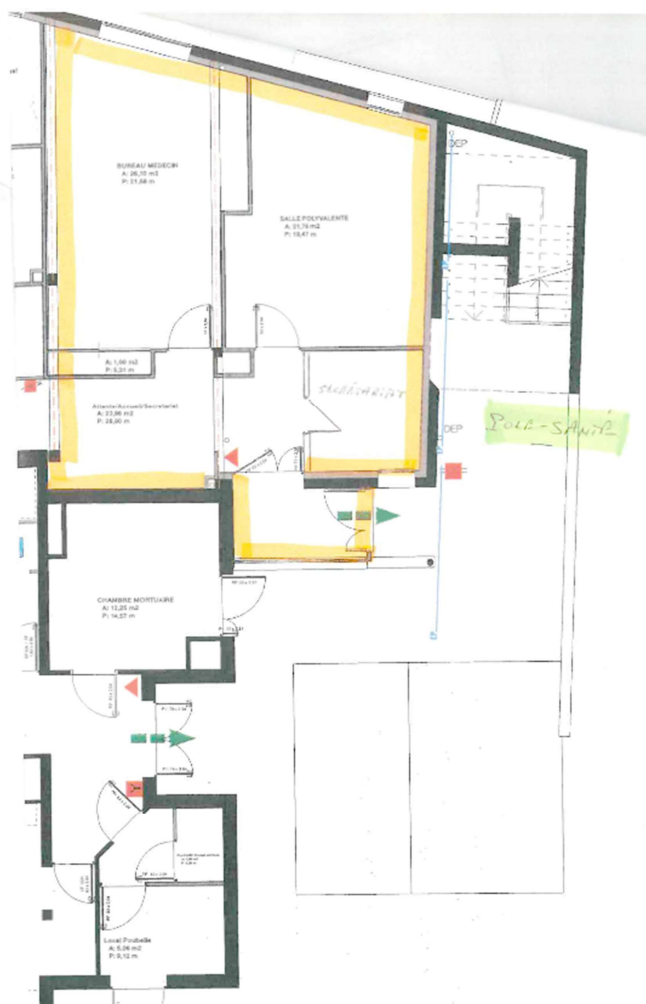
Pour le Département du Cantal,

Le Directeur

Le Président

Julien SOTO

Bruno FAURE



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-4

Programme Agricole 2023-2027 modification du dispositif : Soutenir les Syndicats d'élevage

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre en 2024 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

- **ADOpte** la fiche actions " Soutenir les Syndicats d'élevage " telle que jointe en annexe de la présente délibération. Celle-ci abroge et remplace la fiche adoptée lors de la Commission Permanente du 28 avril 2023.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024


Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Soutenir les Syndicats d'élevage

Type d'intervention	Dispositif Conseil départemental
Priorité Régionale (P2) (Convention Région/Département)	Promotion et développement de filières de production agricole
Priorité départementale (Programme agricole 2023/2027)	Accompagner la performance économique des exploitations
	Consolider le modèle agricole cantalien : promouvoir les filières

DESCRIPTION DU DISPOSITIF.

Organisation ou participation à des manifestations intra-départementales (hors Salers et Aubrac)

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

Frais liés à l'organisation ou la participation à un concours (transport des animaux – frais vétérinaires – alimentation des animaux- frais de communication – frais de location stand, chapiteaux).

BÉNÉFICIAIRES

Syndicats d'élevages cantaliens - Comité d'Organisation de Journées de l'Élevage.

SUBVENTION

Taux maximal CD15	⇒ 50 % des dépenses éligibles ⇒ ou forfait 500 € (si montant après calcul est inférieur à 500 €)
Plancher des dépenses	⇒ 500 €
Plafonds annuels des subventions (10 000 €/an)	⇒ <u>Limousine</u> : 2 500 €/an ⇒ <u>Charolaise</u> : 1 000 €/an ⇒ <u>Races laitières</u> : 5 000 €/an (Montbéliarde, Prim'Holstein, Abondance, Brune, Simmental) ⇒ <u>Chevaux lourds</u> : 2 500 €/an (concours départemental)

CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Les demandes de subventions devront être déposées au Conseil départemental avant la date des manifestations et au cours du premier semestre de l'année (courrier de demande de subvention signé – programme détaillé – budget prévisionnel et plan de financement – situation au répertoire SIRENE - RIB).
- Les manifestations éligibles à ce dispositif ne seront pas financées dans le cadre du FCA et FCA+.
- Les manifestations hors département pourront bénéficier du FCA à discrétion des Conseillers départementaux.
- Les subventions seront attribuées dans la limite de l'enveloppe financière disponible.

LIEN RÉGLEMENTAIRE

- Lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales.
- Règlement (UE) de la Commission européenne déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne.
- Régime cadre notifié relatif aux aides aux actions de promotion des produits agricoles.

SERVICE RESPONSABLE

PÔLE ATTRACTIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE

Service Développement Durable du Territoire, Agriculture et Attractivité

Tél. : 04 71 46 22 90 – Mail : nlacaze@cantal.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-5

**Consocantal -
Convention de partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD04-16 du Conseil départemental du Cantal du 17 septembre 2021 approuvant le projet "Consocantal - Objectif 50 % de produits locaux dans nos cantines" ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac en date du 15 février 2024 ;

Considérant l'intérêt de formaliser le partenariat des acteurs impliqués dans la démarche ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Conseil départemental, la Chambre d'Agriculture et la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac formalisant l'adhésion de la CABA à la démarche Consocantal, présentée en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONSOCANTAL UTILISATION DES PRODUITS LOCAUX DANS LA RESTAURATION COLLECTIVE

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

Le Département du Cantal, ayant son siège 28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 22 février 2024,

ET

La Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège 26 rue du 139^{ème} RI – BP 239 – 15002 AURILLAC Cedex, représentée par son Président,

D'une part,

D'autre part,

ET

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, dénommée ci-après la CABA, ayant son siège 3 place des Carmes 15005 Aurillac Cedex, représentée par son Président, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 février 2024,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Le Département œuvre à la valorisation de produits locaux dans l'alimentation depuis de nombreuses années. La plateforme Agrilocal15, ouverte gratuitement aux acheteurs de la restauration collective et aux fournisseurs cantaliens, est un outil désormais éprouvé.

Le Département et la Chambre d'Agriculture, ont signé une convention de partenariat, également cosignée par l'État, en novembre 2021. Ils ont l'ambition d'impulser un véritable changement d'échelle dans l'approvisionnement local. Ils engagent un plan d'actions qui fédère les initiatives publiques et privées.

Cette volonté départementale s'inscrit dans un contexte réglementaire nouveau. La loi EGAlim impose dès 2022 à la restauration collective un approvisionnement en produits de qualité et durables. Chaque établissement doit proposer au moins 50 % de produits sous Signes officiels d'Identification de la Qualité

et de l'Origine (SIQO) ou de mentions valorisantes telles que Haute Valeur Environnementale (HVE) ou Fermier. 20 % au moins de ces produits devront être issus de l'Agriculture Biologique.

La CABA a également choisi de s'engager en faveur du développement des circuits courts et de l'alimentation locale et de qualité. Son engagement se traduit concrètement par la mise en place d'un Projet Alimentaire de Territoire (PAT) dont le cadre stratégique est en cours d'élaboration. La définition du programme d'actions est prévue à échéance du printemps 2025.

Le PAT du Bassin d'Aurillac a été labellisé de niveau 1 par le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Cette démarche est donc reconnue et soutenue par l'État dans sa phase d'émergence.

La définition du PAT a été initiée depuis le printemps 2022 avec une ambition partenariale forte menée avec l'ensemble des acteurs concernés par l'alimentation et l'agriculture sur le territoire. Le Département et la Chambre d'Agriculture sont à ce titre membres du Comité de Pilotage du PAT et associés aux réunions de concertation afin de contribuer à sa définition.

Le Département, la Chambre d'Agriculture et la CABA entendent unir leurs efforts, en partenariat avec les autres acteurs associés à la définition du PAT, pour œuvrer à une convergence entre production et consommation locales et de qualité, plus spécifiquement dans la restauration collective qui est l'un des leviers essentiels à la réalisation de cet objectif.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, au titre de ce partenariat.

Article 2 : Définition d'un produit local

Les signataires s'accordent sur la définition suivante d'un produit local.

Est dénommé « produit local » :

- *une matière première agricole issue d'exploitations agricoles situées dans le Cantal ou limitrophes du département dans un rayon de 20 km,*
- *des produits transformés dont les ingrédients principaux et/ou la matière première discriminante sont issus d'exploitations agricoles situées dans le Cantal ou limitrophes du département dans un rayon de 20 km.*

Article 3 – Engagements de la Chambre d'agriculture : accompagner la diversité et la structuration de l'offre

La Chambre d'Agriculture est l'interlocuteur naturel en matière d'offre de produits agricoles locaux. Elle est dans le cadre de ce partenariat plus spécifiquement chargée de :

- **Piloter** conjointement avec le Département la démarche à l'échelle départementale.
- **Sensibiliser** : faire connaître le marché local de restauration hors domicile aux agriculteurs et acteurs des filières.
- **Former** : aider les agriculteurs à s'adapter au marché de la restauration hors domicile locale. Les aider à accéder aux labels qui entrent dans le quota de 50% en restauration collective dont 20% de label AB.
- **Sourcer** : assurer un état des lieux des matières premières agricoles mobilisables et produits locaux qui entrent dans le quota de 50% en restauration collective.
- **Animer** : mettre en lien les agriculteurs et les acteurs des filières.

- **Fédérer** : encourager la commercialisation et la logistique collective d'approvisionnement.
- Participer aux échanges organisés dans le cadre du PAT

La Chambre d'agriculture proposera une méthodologie de diagnostic de l'approvisionnement des restaurants collectifs.

Article 4 – Engagements du Département : accompagner les acheteurs (collèges)

Le Département s'engage à appliquer la démarche dans les collèges de façon proactive, exemplaire et ouverte.

- **Piloter** conjointement avec la Chambre d'agriculture la démarche à l'échelle départementale.
- **Guider** : sur la base de l'expérimentation menée dans les collèges, faire bénéficier de son expérience à la restauration collective publique du territoire, proposer des adaptations et favoriser l'utilisation de la plateforme agrilocal 15. Les chefs de cuisine des collèges engagés seront sollicités pour faire bénéficier de leur expérience aux autres structures de restauration collective du territoire.
- **Former** : formations et animations menées auprès des responsables de cuisine des collèges : formation des cuisiniers, ateliers, animation auprès de la communauté éducative...
- **Sensibiliser** : sur la base de l'expérimentation menée dans les collèges, proposer des outils pédagogiques de sensibilisation à la consommation locale et à la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- **Fédérer** : faire le lien entre les initiatives des territoires et garantir une homogénéité des moyens proposés à l'échelle départementale.
- Participer aux échanges organisés dans le cadre du PAT
- Sous réserve de leur autorisation, partager les informations recueillies sur les établissements accompagnés par le Département.

Article 5 – Engagements de la CABA

Dans le cadre de la définition du Projet Alimentaire de Territoire du Bassin d'Aurillac, l'Établissement Public de Coopération Intercommunale poursuit le double objectif suivant sur son territoire :

- augmenter la part de produits locaux, durables et de qualité dans l'alimentation – avec le principe de développer l'accès pour tous à une alimentation durable et d'accompagner la restauration collective et commerciale dans son approvisionnement
- faciliter l'émergence et la consolidation de filières sur le territoire, contribuer à l'installation d'agriculteurs et encourager les modes de production durables
- Accompagner les acteurs de la restauration collective sur son territoire, l'accent étant mis sur les écoles primaires et les crèches, et dans ce cadre :
 - Sous réserve de leur autorisation, partager avec le Département et la Chambre d'Agriculture les informations recueillies auprès de ces établissements
 - Porter Consocantal à leur connaissance
 - Diffuser et valoriser les outils mis en place par le Département et la Chambre d'Agriculture pour promouvoir l'offre locale auprès des établissements
 - Initier un réseau d'échanges entre acteurs et expérimenter des actions de formation visant le développement de l'approvisionnement en produits locaux et de qualité, facilitant en cela une possible adhésion au dispositif Consocantal et l'atteinte des objectifs sous-tendus.

- **Participer** aux instances de réflexion autour de la structuration des filières agricoles et alimentaires locales animée par la Chambre d'agriculture et de l'animation auprès des acheteurs animée par le Département.

Compétente en matière de développement économique, l'intercommunalité est de plus susceptible de participer à la structuration des filières d'approvisionnement locales.

Article 6 – Durée et résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour une durée de 18 mois, en lien avec le calendrier de définition du PAT.

Elle donnera lieu à un bilan qui permettra, à partir du programme d'actions du PAT arrêté, d'envisager les termes d'une nouvelle convention.

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, les autres parties peuvent résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La présente convention est également résiliable par l'une des parties à chaque date anniversaire de sa signature, à condition qu'elle ait averti les deux autres parties au moins 3 mois avant l'échéance.

Article 7 – Révision :

La présente convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

Article 8 – Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 9 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le

En trois exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental,

Le Président de la Chambre d'Agriculture,

Bruno FAURE

Patrick ESCURE

Le Président de la CABA,

Pierre MATHONIER

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-6

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 23CD05-28 du 18 décembre 2023 approuvant le renouvellement du dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation, ainsi que les modalités et conditions d'attributions et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- ATTRIBUE des subventions aux manifestations ou associations locales de 11 cantons pour un montant global de 43 700 € au titre du Fonds Cantal Animation.

Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 23 février 2024

Bénéficiaires	Objet	Subvention
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Ecole Maternelle d'Arpajon sur Cère	réalisation d'un projet musical et pédagogique "Du bruit à la musique"	400
Comité des Fêtes de Cassaniouze	organisation de la 5ème journée de l'ultra rando le 12 mai 2024 à Cassaniouze	300
Comice Agricole des Cantons d'Aurillac	organisation du Comice des Cantons d'Aurillac le 12 octobre 2024 à Ytrac	300
Cantal Photo Club	organisation de l'édition 2024 du salon de la photographie d'Aurillac aux Ecuries du 2 mars au 30 mars 2024.	200
Entente Sportive Bouliste Arpajon-Aurillac - ESBAA	organisation d'un concours de la ligue M3	250
TB2 Racing Team	participation à la saison de motocross 2024	250
Lafeuillade Animation	organisation de la fête du "Bœuf de Pâques du Pays de Montsalvy" en 2024	1 000
CANTON D'AURILLAC 1		
Radio Pays d'Aurillac	organisation d'un concert avec le groupe NADAU le 20 avril 2024 au gymnase du Collège de Laroquebrou	200
Amicale Sportive Belbeixoise	organisation du tournoi de Pâques des jeunes sur la Plaine des Jeux de la Ponétie le 31 mars 2024	500
Aurillac Volley Club	fonctionnement	300
Aurillac Arts Martiaux	renouvellement d'une partie du matériel spécifique	200
Ecole de Judo 15	acquisition de sweat-shirts	200
Association Just Moov'	fonctionnement	200
Amicale des Ex de l'AS Belbex	fonctionnement	800
APE du Bex	organisation du quinqué annuel	700
Entente Sportive Bouliste Arpajon-Aurillac - ESBAA	organisation d'un concours de la ligue M3	250
CANTON D'AURILLAC 2		
Lycée Emile Duclaux	organisation du concours de poésie "Graines de Poètes"	200
Association La Manufacture des Arts Vendetta Mathea	réalisation et retransmission en streaming sur les réseaux sociaux des soirées solos en décembre 2023 et janvier 2024	200
Club Aurillac Athlétisme	organisation de la manifestation sportive "Les 10 km d'Aurillac" le 27 avril 2024	500
Amicale Sportive Belbeixoise	organisation du tournoi de Pâques des jeunes sur la Plaine des Jeux de la Ponétie le 31 mars 2024	200
APE du Groupe Scolaire de la Jordanne	fonctionnement	800
Ecole primaire de Tivoli	organisation d'une classe découverte à l'île d'Oléron du 17 au 21 juin 2024	800
Montagne et Randonnée	fonctionnement	150
Comité local du MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples)	soutien aux actions	150
Cos'Arts	organisation du Festival Veau de Ville en avril 2024	500
Fédération départementale des CUMA du Cantal	organisation d'une journée mémorable des 50 ans le 18 octobre 2024	350
Swing In'Aurillac	organisation du "Swing In Aurillac Festival" le 4 mai 2024	200
Entente Sportive Bouliste Arpajon-Aurillac - ESBAA	organisation d'un concours de la ligue M3	250
Ecole Primaire Publique du Palais	organisation d'un séjour en classe de mer au Grau d'Agde en juin 2024	800
APE de l'Ecole Paul Doumer	organisation d'une classe de mer en juin 2024	800
Association Soleil 365	fonctionnement	200
CANTON D'AURILLAC 3		
Comité local du MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples)	fonctionnement	150

Commune Libre d'Auriques	fonctionnement	400
CANTON DE MAURS		
Saint-Mamet Handball en Châtaigneraie Cantalienne	déplacement de licenciés et de parents pour assister au match Montpellier - Paris Saint-Germain	650
Collège Jean Dauzié	organisation d'un voyage scolaire ski aux Gets et d'un voyage à Rome	1 340
CANTON DE MURAT		
Association de gym volontaire d'Allanche	fonctionnement	500
Les Amis du Patrimoine d'Ussel en Planèze	fonctionnement	500
Association des Amis de la Section Raid	réalisation d'actions et de partenariat avec l'évènement sportif Grave Gravel	1 500
ADMR de Murat	fonctionnement	500
ADMR d'Allanche	fonctionnement	500
Association Lumières d'Été	organisation du Festival Lumières d'Été en 2024	2 500
Cantal Photo Club	organisation de l'édition 2024 du salon de la photographie d'Aurillac aux Écuries du 2 mars au 30 mars 2024.	100
CANTON DE NAUCELLES		
Comité des Fêtes de Reilhac	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Saint-Ilhde	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Teissières de Cornet	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Saint-Cernin	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Saint-Projet de Salers	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Laroqueville	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Tournemire	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Girgols	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Bourcenac de Saint Cirgues de Malbert	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de l'Hôpital de Saint Cirgues de Malbert	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Crandelles	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Jussac	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Saint-Chamant	organisation des animations 2024	400
Comité des Fêtes de Marmanhac	organisation des animations 2024	400
Comité d'Animation de Freix Anglards	organisation des animations 2024	400
Comice agricole de Jussac	organisation des animations 2024	400
Union Sportive Bessoise	organisation des animations 2024	400
Ecole de Rugby du RC Saint-Cernin	organisation des animations 2024	500
Football Club des 4 Vallées	organisation des animations 2024	500
AS Ayrens - Saint-Ilhde	organisation des animations 2024	500
RC Saint-Cernin	organisation des animations 2024	500
US Vallée de l'Authre	organisation des animations 2024	1 500
Comité d'Animation de la Foire du 1er mai	organisation de la foire du 1er mai 2024 à Saint-Ilhde	250
Club CJRPJ	organisation de la Jussacoise 2024	400
Les Rapprocheurs de la Maronne	organisation d'un concours de chiens de meutes les 2 et 3 mars 2024	150
ABC Belote	organisation des animations 2024	100
Association Les Amis de l'Ecole de Labontat	organisation de la Fête patronale 2024	150
L'Arabesse	organisation des animations 2024	200
APE Groupe Scolaire de Crandelles	organisation d'une classe de mer à Meschers sur Gironde du 10 au 14 juin 2024	400
CANTON DE NEUVEGLISE SUR TRUYERE		
FSE collège Louis Pasteur	organisation d'un voyage scolaire en Espagne du 12 au 18 mai 2024	960
CANTON DE SAINT-FLOUR 1		
Ecole Saint-André	organisation de deux voyages scolaires à Valrance	1 000

Association Spring Festiv'	organisation de la 11e édition du Festival Spring Festiv' en mai 2024	500
Collège Saint-Joseph de Saint-Flour	organisation d'un voyage scolaire à Paris pour les élèves de cinquième	400
Amicale des Joueurs du Rugby-Club de Saint-Flour	organisation de la 2e édition du festival 3F - Fondue à Font d'Al le 16/02/2024 au Lioran	500
Union Sportive Sanfloraine Section Boule Lyonnaise	fonctionnement du Club et aux frais de déplacements	500
APE de l'Ecole Louis Thioleron	réalisation d'une classe de découvertes pour les élèves de CE2 et les élèves du dispositif ULIS	500
Les Colchiques communes de Coren et Mentières	organisation d'un voyage en Charente-Maritime en septembre 2024	350
Cyb'Image	organisation du premier "Ciné Assos"	400
Association "en Meute Sianne Alagnon"	organisation d'un concours de meutes sur lièvre les 16 et 17 mars 2024	300
Association "De bouche à oreille pour Athénais"	organisation d'un tournoi multi-générationnel en faveur de l'Association Athénais le 27 janvier 2024	400
Comité des Fêtes d'Andelat	organisation du Festival Rock les 26 et 27 juillet 2024	500
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Association Patte blanche 15	développement des actions autour de la médiation par l'animal	300
Collège Jean Dauzié	organisation d'un voyage scolaire ski aux Gets et d'un voyage à Rome	900
Les Rapprocheurs de la Maronne	organisation d'un concours de chiens de meutes les 2 et 3 mars 2024	150
Association Laroquaille	organisation de la 11e édition de la course nature Laroquapattes	300
CANTON DE YDES		
APE Ecole de Champagnac	organisation d'un voyage scolaire à la Tranche-Sur-Mer en 2024	500
Association Sportive Champs Pétanque	renouvellement des tenues	300
APE Les Galopins de Vendes	organisation de voyages scolaires au Lioran et à la mer en 2024	500
ACCA de Sauvât	acquisition de bracelets à la Fédération	300
Les Marchés de Pays de Champs sur Tarentaine	organisation du concert l'Hivernale le 6 août 2024	300
Les Gourmets	organisation de cours de cuisine pour les adhérents	300
Aux couleurs du temps	organisation du Printemps des Arts en avril 2024	500
Comité d'Animation de Madic	acquisition d'une friteuse pour les animations sur la commune	300
TOTAL		43 700

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-7

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- ATTRIBUE les subventions suivantes :

- 1 000 € pour l'Amicale des joueurs du rugby-club de Saint-Flour ;
- 250 € pour la Société des Membres de la Légion d'Honneur - section du Cantal ;
- 400 € pour l'Amicale des Supporters du Stade Aurillacois ;
- 1 500 € pour la Fédération des CUMA du Cantal ;
- 500 € pour l'Association des Motards du Cantal (AMC 15) ;
- 500 € pour le Comité départemental de handball ;
- 800 € pour le Centre Social de la Vallée de l'Authre.

Les montants seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-8

**Convention pour l'exécution du service hivernal sur les routes départementales -
Commune de Cros-de-Ronesque**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 15CD04-02 du Conseil départemental du 18 septembre 2015 adoptant le Règlement de la voirie départementale ;

- **APPROUVE** la convention avec la Commune de Cros-de-Ronesque pour l'exécution du service hivernal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION POUR L'EXECUTION DU SERVICE HIVERNAL
SUR UNE ROUTE DEPARTEMENTALE**

Entre

Le Département du CANTAL

Représentée par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 février 2024

Direction des Mobilités
Hôtel du département
28, Avenue GAMBETTA
15000 AURILLAC

Et

La Commune de Cros-de-Ronesque

Représentée par Monsieur Jean-Baptiste BRUNHES, Maire

Mairie de Cros-de-Ronesque
6 place du Couderc
15130 Cros-de-Ronesque

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

1. OBJET DE LA CONVENTION :

Les stipulations de la présente convention concernent le déneigement des routes départementales n° 459 et n°59 sur la commune de Cros-de-Ronesque, canton de Vic-sur-Cère.

A) CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Il s'agit de déneiger la R.D. n°459 du PR0+000 (carrefour RD990 arbre rond) au PR 8+690 (La fontaine de Ronesque) et la R.D. n° 59 du PR 58+000 (croisement village de Bassignac) au PR 49+235 (carrefour RD459 entrée de Cros). Ces sections de routes font partie du réseau secondaire.

B) NATURE DES PRESTATIONS :

Les prestations consistent à déneiger les routes à l'aide d'un pousseur et d'un outil de racle. La commune réalise ou fait réaliser la totalité de la prestation qui comprend notamment la mise à disposition du véhicule et des outils de déneigement, les carburants, le personnel de conduite, les moyens de communication, les assurances et tous les consommables nécessaires.

La prestation de déneigement sera effectuée sur le circuit prédéfini représenté sur la carte jointe en annexe.

En dehors des cas de pannes ou d'enneigement exceptionnel conduisant à un blocage, le circuit est traité de façon continue. Lorsque l'intervention est déclenchée,

le prestataire doit déneiger la totalité de la partie enneigée du circuit, sans exception. En situation courante, l'opération consiste au raclage de la neige pour dégager la partie revêtue de la route. En général, il est nécessaire d'effectuer un passage dans chaque sens de circulation, sauf dans le cas de chaussées de faible largeur. De même, la couche de neige est enlevée en une seule fois, il n'est pas prévu de mettre la chaussée « au noir » : une fine pellicule de neige peut subsister sur la chaussée. En situation courante, les opérations de déneigement s'effectuent entre 5h30 et 19h00 mais, en fonction des événements météorologiques, les opérations peuvent être renouvelées au cours de la journée, voire se dérouler en continu sur une durée de plusieurs jours. Chaque passage nouveau fera l'objet d'un règlement conformément au prix indiqué à l'article 7 ci-après.

2. LES INTERVENANTS :

A) LE DEPARTEMENT :

La convention sera exécutée sous l'autorité du chef de l'Antenne technique départementale de Laroquebrou du Conseil départemental du Cantal, qui procédera à la liquidation des sommes dues au titre des prestations exécutées.

B) LA COMMUNE :

Préalablement au démarrage de la campagne, la commune de Cros-de-Ronesque portera à la connaissance de l'Antenne technique départementale de Laroquebrou, les coordonnées du responsable général de la mission objet de la convention. L'organisation mise en place par la commune de Cros-de-Ronesque devra tenir compte des contraintes découlant de la législation du travail, notamment celles relatives à la durée des temps de conduite et de repos des chauffeurs.

3. MATÉRIEL MIS À DISPOSITION PAR LA COMMUNE DE SAINT CLEMENT :

A) DESCRIPTION :

1) CONFORMITÉ

Le matériel utilisé par le prestataire doit être conforme à la réglementation en vigueur et en particulier :

- Au code de la Route
- A la norme NF P 98-795 relative à la signalisation, balisage et éclairage des unités d'intervention du service hivernal,
- Au décret 96-1001 relatif aux engins de service hivernal et modifiant le Code de la Route
- A l'arrêté du 18/11/96 relatif aux poids, dimensions et signalisation des engins de service hivernal

2) LE MATERIEL D'INTERVENTION ET LES EQUIPEMENTS

Le matériel mis à disposition par le prestataire est le suivant :

- tracteur CLASS BM-207-ZH
- étrave sicométal, n° de série 93122

Le prestataire devra tenir compte des surcharges occasionnées par le matériel équipant le porteur, et de l'obligation de satisfaire aux conditions de RTI exigibles pour les engins qui interviendront en viabilité hivernale.

B) PANNES OU DÉFAILLANCE DU MATÉRIEL :

En cas de défectuosité, de panne ou d'incident, le prestataire de la commune de Cros-de-Ronesque devra pourvoir au remplacement du matériel dans un délai compatible avec les délais d'interventions fixés par le présent contrat. La commune informera au plus tôt le Responsable d'Interventions. Le véhicule de remplacement sera également réceptionné à titre isolé. Le cas échéant, le certificat sera demandé par le Département. En cas d'impossibilité d'intervention, la commune accepte que le Département intervienne ou, fasse intervenir un autre prestataire.

C) DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION :

La période dite « période hivernale » commence le 15 novembre (inclus) et se termine le 15 mars (inclus) de l'année suivante. Sa durée équivaut à 4 mois entier. Durant cette période, la commune de Cros-de-Ronesque réalisera ou fera réaliser les prestations de déneigement qui font l'objet de la présente convention. En dehors de cette période, et en cas de nécessité, le Département pourra faire appel à la commune de Cros-de-Ronesque pour des opérations de déneigement ; les délais d'interventions ne seront alors pas opposables.

4. PERSONNELS :

Les personnels constituant les équipages des unités de traitement seront mis à disposition par la commune de Cros-de-Ronesque ou par un prestataire tiers intervenant pour son compte.

Chaque équipage comprendra un chauffeur et éventuellement, un accompagnateur. Le recours à un accompagnateur n'induit aucune compensation financière.

Les frais induits par les astreintes, travail de nuit et jours fériés sont compris dans la prestation.

5. INTERVENTIONS :

A) CIRCUIT D'INTERVENTION :

- o Le circuit d'intervention est celui indiqué sur la carte annexée. Il est composé de :
- o La route départementale n°459 du PR0+000 (carrefour RD990 arbre rond) au PR 8+690 (La fontaine de Ronesque)
- o La route départementale n° 59 du PR 58+000 (croisement village de Bassignac) au PR 59+235 (carrefour RD459 entrée de Cros).

- Soit au total, un linéaire de 9,9 km

○

Toutefois, en cas de nécessité, l'antenne technique départementale conserve la possibilité d'intervenir sur tout ou partie du circuit faisant l'objet de la présente convention.

B) PERMANENCE DE LA COMMUNE ET CONDITIONS D'EXECUTION :

- Pendant la période hivernale définie ci-dessus, le représentant de la commune de Cros-de-Ronesque ou le prestataire désigné pourra être joint à tout moment par téléphone, pendant et en dehors des horaires et des jours normaux de travail, par le Responsable d'Interventions.
- Le chauffeur et éventuellement un accompagnateur pour le véhicule chargé d'effectuer le déneigement au titre du présent contrat devront être prêts à intervenir sur simple appel téléphonique.

N° Téléphone Mairie :

– Maire :

Prestataire M. Angelvy 06.33.57.26.23

N° Téléphone des responsables d'intervention du centre de Vic-sur-Cère :

- M. Thomas FARGUES : 07.84.55.79.26

N° Téléphone Astreinte Antenne : 04.71.49.82.02

N° Téléphone CRD de Vic sur Cère : 04.71.47.38.00

C) MODALITES D'ALERTE :

Le responsable d'intervention du Département alertera ou déclenchera le prestataire de la commune.

D) INFORMATION ET COMMUNICATION PENDANT LES INTERVENTIONS :

Le chauffeur sera muni d'un téléphone portable, pour informer le Responsable d'Interventions dans les cas suivants :

- Lorsqu'il fait face à un événement qui l'empêche de poursuivre le déneigement habituel du circuit (blocage, obstacle...), quelle qu'en soit la raison,
- Lorsque les conditions météorologiques s'aggravent et rendent plus aléatoire le déneigement

Il devra en outre répondre à chaque demande du Responsable d'Interventions qui lui demandera sa position ou son avancement et l'état des chaussées ou du trafic sur le circuit.

E) INTERVENTIONS COMPLÉMENTAIRES DE L'ANTENNE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE :

En complément elle pourra intervenir dans les cas suivants :

- Exécution de salage, de sablage ou de gravillonnage,
- Renfort au prestataire en cas de situation exceptionnelle, notamment si l'usage d'une fraise est devenue nécessaire

6. ASSURANCE :

Le prestataire est tenu de contracter une police d'assurance pour garantir la responsabilité des accidents ou incidents pouvant impliquer l'engin et son chauffeur ainsi que les usagers et leurs véhicules.

7. REMUNERATION :

A) FORFAIT CIRCUIT :

Chaque intervention sera rémunérée au prix forfaitaire de 120,00 € HT pour la saison hivernale 2023-2024.

Cette rémunération couvre toutes les dépenses de personnel, d'assurances, de carburant, d'entretien, de réparation et d'amortissement du matériel.

La commune établira un récapitulatif mensuel des interventions effectuées et en adressera un exemplaire à l'antenne technique de Laroquebrou. Sur la base de ce constat mensuel, la commune établira une facture mensuelle. Ce récapitulatif pourra reprendre toute la saison dans sa globalité.

8. REVISION :

La révision des prix s'effectuera au 1^{er} octobre de chaque année par l'application aux prix énoncés ci-dessus d'un coefficient C donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \cdot \frac{\text{TRTP}(1)}{\text{TRTP}(0)}$$

TRTP (0)

C est le coefficient de révision

TRTP : transport routier dans les marchés de longue durée

L'index (1) est le dernier indice connu à la date d'application du prix

L'index (0) est l'indice du mois de novembre 2023

9. VALIDITE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour la saison hivernale 2023-2024. Elle sera tacitement reconduite chaque année.

Sa résiliation pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, formulée au plus tard avant le 30 septembre de chaque année.

Lu et approuvé,
Aurillac, le
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

Lu et approuvé,
Cros-de-Ronesque, le
Le Maire de Cros-de-Ronesque

Jean-Baptiste BRUNHES

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-9

Convention de partenariat - Gestion du patrimoine de téléphonie mobile

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu les articles L.1111-9, L.1111-9-1, L.1111-10 et L.1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 5 novembre 2015 fixant la liste complémentaire des Centres-Bourgs de communes bénéficiant de l'extension du programme de couverture du territoire en services mobiles,

Vu la Convention nationale de mise en œuvre du plan d'extension de la couverture du territoire par les réseaux de téléphonie mobile (« programme zones blanches ») signée le 15 juillet 2003, et ses avenants,

Vu la Convention nationale de mise en œuvre du dispositif France Mobile d'identification et de traitement des problèmes de couverture mobile en date du 24 janvier 2017,

Vu l'appel à projets « 800 Sites Mobiles Stratégiques » publié le 7 avril 2016,

- VALIDE la convention de partenariat relative à la gestion du patrimoine de téléphonie mobile, à conclure avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes, dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

- **DONNE** délégation à Monsieur le Président pour désigner les représentants de la Collectivité amenés à siéger au sein du Comité annuel à constituer.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT – GESTION DU PATRIMOINE DE TÉLÉPHONIE MOBILE

Entre les parties suivantes :

La RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES, représentée par le Président du Conseil régional,

Le DÉPARTEMENT du Cantal, sis 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par le Président du Conseil départemental Monsieur Bruno FAURE,

Vu les articles L. 1111-9, L. 1111-9-1, L. 1111-10 et L.1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget régional,

Vu l'arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 5 novembre 2015 fixant la liste complémentaire des Centres-Bourgs de communes bénéficiant de l'extension du programme de couverture du territoire en services mobiles,

Vu la Convention nationale de mise en œuvre du plan d'extension de la couverture du territoire par les réseaux de téléphonie mobile (« programme zones blanches ») signée le 15 juillet 2003, et ses avenants,

Vu la Convention nationale de mise en œuvre du dispositif France Mobile d'identification et de traitement des problèmes de couverture mobile en date du 24 janvier 2017,

Vu l'appel à projets « 800 Sites Mobiles Stratégiques » publié le 7 avril 2016,

Vu la délibération du Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes en date du X,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 23 février 2024

ARTICLE PRELIMINAIRE : PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal ont fait du déploiement des télécommunications un outil prépondérant au service de la compétitivité et l'attractivité du territoire. Ainsi, le Département a mené une politique d'investissement volontariste par le financement de plusieurs pylônes dont il est actuellement propriétaire.

Ce développement s'est également formalisé par la mise en œuvre d'une convention d'approche coordonnée entre 2017 et 2021 afin de permettre la construction de pylônes sous maîtrise d'ouvrage régionale dans les zones touristiques et les Centres Bourg les plus en difficulté face à l'enclavement numérique. Cette convention a également permis d'impulser une concertation dans le déploiement du « Programme New Deal » et de faire bénéficier aux territoires signataires de dotations supplémentaires.

Les collectivités disposent de fait d'un patrimoine conséquent vecteur d'un service public pour lutter contre les zones blanches en téléphonie mobile qui est également un atout non négligeable dans un secteur en pleine mutation.

L'évolution du paysage des télécommunications est marquée par de nouvelles évolutions techniques et une refonte profonde de l'organisation des principaux acteurs du secteur.

Les nouvelles orientations techniques (déploiement de la 5G, RFF par exemple) vont générer des besoins amplifiés de points hauts actifs. La réorganisation des opérateurs en matière de gestion du patrimoine (arrivée de sociétés spécialisées uniquement dans la gestion patrimoniale, concentration des acteurs) oblige les collectivités à une mutualisation de leurs moyens pour peser dans les échanges avec les acteurs du secteur.

Il convient également de préserver la qualité des sites d'implantation et l'acceptation de ceux-ci en luttant contre la multiplication des points hauts et en encourageant la mutualisation sur les structures existantes en premier lieu celles des collectivités.

La valorisation financière des points hauts détenus par les collectivités a pour objectif de sortir d'une gestion en poste de coût en améliorant les revenus de ce patrimoine.

Au regard de ces enjeux, la Région et le Département du Cantal conviennent d'une concertation afin d'optimiser la gestion du patrimoine que constitue les points hauts dont ils sont propriétaires sur le territoire.

1) OBJET DE LA CONVENTION

La Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département X œuvrent de concert afin d'améliorer la gestion réglementaire des infrastructures de points hauts, leur entretien, l'optimisation et la rationalisation de leurs coûts d'entretien.

Sont constitutifs de ce patrimoine : les structures de télécommunication hertzienne actives ou passives propriétés des signataires ainsi que les terrains d'implantation le cas échéant. La liste de ce patrimoine est mise à jour annuellement à date anniversaire de la signature de la convention. L'exhaustivité de cette liste est laissée à la responsabilité du signataire.

Cet engagement respectueux et garant de l'autonomie de chacune des parties se fonde sur les principes qui suivent :

- Les signataires disposent d'un capital patrimonial et de compétences humaines qui ont pertinence à travailler collectivement pour une plus grande efficacité d'action.
- Les signataires ont pour objectif de garantir une optimisation économique de leur patrimoine au regard des enjeux de l'aménagement territorial et de l'évolution du secteur des télécommunications.
- Les signataires sont indépendamment propriétaires du patrimoine objet de cette convention et libres et garants de son administration, à ce titre les opérations de mise en conformité réglementaire de leurs biens demeurent de leur responsabilité.

L'optimisation et la mise en œuvre d'une offre commerciale commune résulte d'une synergie régionale qui n'exclue pas un accompagnement individualisé de chaque territoire prenant en compte son historique et ses compétences.

Les parties s'engagent à ne pas divulguer, pendant toute la durée de la convention, les informations ou appréciations relatives à sa mise en œuvre sur les territoires concernés sans information de l'ensemble des parties concernés.

Cette convention définit les modalités et les différents engagements entre les parties pour une concertation commune dans la stratégie de gestion de leur patrimoine.

Elle vise à améliorer et à fluidifier la coopération à travers trois objectifs concrets :

- L'optimisation de la gestion patrimoniale de ces points hauts par le levier de l'homogénéisation et des effets de volumes ;
- La sécurisation globale de ce parc à travers la continuité du service rendu aux territoires, la sûreté des intervenants sur les sites et la vigilance juridique ;
- Le partage de l'information et les protocoles pour une plus grande efficacité économique dans la perspective de la rentabilisation et/ou la cession du parc.

2) MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

a) ESPACE DE PARTAGE DE RESSOURCES ET D'OUTILS

La Région met déjà à disposition des Départements volontaires des Marchés de Maintenances et de CSPTS intégrés dans la Centrale d'Achats Régionale afin de faciliter les interventions nécessaires à la gestion du patrimoine. En complément de ces outils opérationnels, un espace de partage est mis en œuvre pour permettre à chaque signataire de disposer de ressources théoriques et pratiques et échanger sur les retours d'expérience. La Région mène également une veille réglementaire sur la thématique de la téléphonie mobile. Pour alimenter cet espace, il sera également proposé et élaboré avec les signataires une offre de modules de formations thématisées.

b) ACCOMPAGNEMENT LOCAL

La Région accompagne le Département dans le déploiement des projets du territoire à travers la mobilisation de son expertise et de ses compétences dans le cadre de déploiement de nouvelles infrastructures (prospection préalable pour la couverture de zones pré-identifiées, assistance aux instances de concertation, optimisation de la couverture existante, conciliation...).

Dans cette perspective, la Région et le Département travailleront en concertation pour apporter une aide aux communes ou/et aux EPCI qui les saisiraient sur une problématique de déploiement de la couverture mobile.

c) ELABORATION D'UNE OFFRE COMMERCIALE CONCERTÉE AUPRÈS DES OPÉRATEURS

La Région et le Département se coordonnent pour structurer une offre patrimoniale cohérente et standardisée afin de renforcer l'attractivité de ces biens par la standardisation des éléments et des processus proposés aux acteurs du marché. La constitution de cette offre implique la mise en œuvre d'une base de données commune, l'harmonisation des protocoles de gestion et des documents contractuels. Elle vise à élaborer une stratégie commerciale d'occupation des sites des collectivités plus rentables par un effet de bénéfice réciproque entre les propriétaires et les locataires potentiels. L'offre commerciale concertée couvre les procédures d'installation, de modification des équipements, de contractualisation, de documentation et de facturation. Cette offre cadrera les engagements réciproques du bailleur et des locataires actuels et potentiels notamment dans le déploiement de nouveaux équipements et l'évolution des équipements existants.

A cet effet, sera donc mis en œuvre par la Région une communication auprès de l'ensemble des acteurs de la filière télécommunication.

d) COMITE ANNUEL ET GROUPES DE TRAVAIL

La Région est le coordonnateur du projet. Elle communique auprès du Département la liste des Départements signataires de la convention et impliqués dans la démarche de concertation. Les Départements signataires et la Région constitueront un comité annuellement.

Ce Comité se réunira annuellement afin d'établir le bilan de l'année écoulée, proposer le cas échéant de nouvelles orientations ou modifier les orientations du partenariat.

Des groupes de travail se réuniront à intervalles réguliers tout au long de l'exécution de la présente convention selon un calendrier proposé par la Région. Les parties s'informeront réciproquement de tout événement pouvant exercer une influence sur la présente convention. Dans ce cas, pourront être convoquées à la demande de l'une ou l'autre des parties des réunions appropriées afin d'examiner les suites à donner.

3) OBLIGATIONS A LA CHARGE DES PARTIES

a) CLAUSES GENERALES

i) ENGAGEMENT DE LA RÉGION

La Région s'engage à la mise en place d'outils communs pour les aspects techniques, administratifs et commerciaux. Elle alimente et anime un espace de partage de ressources et mène une action de formation, d'information et de sensibilisation auprès des Départements.

Elle intègre dans la centrale d'achat régionale les marchés nécessaires au contrôle et à la maintenance des sites des Départements volontaires sur le territoire. Elle mène une action d'harmonisation de l'ensemble des données du patrimoine des parties.

La Région propose un accompagnement individualisé à chaque territoire en fonction de ces besoins (assistance aux instances de concertation, conseil pour le renouvellement et modifications des conventions, nouvelle implantation, prospection foncière, valorisation du patrimoine public déjà existant).

Elle prend en charge la gouvernance de la convention telle que définie en article 2-d.

La Région constitue une offre commerciale concertée sur la base des informations transmises par le Département qu'elle propose à validation du comité annuel.

Elle procède à la communication de cette offre auprès des différentes filiales du secteur de la télécommunication.

ii) ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département transmet à la Région les identités et coordonnées des participants au comité annuel ainsi que les personnes ayant accès aux groupes de travail et à l'espace partagé.

Le Département s'engage à donner accès à la Région aux données constitutives du patrimoine objet de la convention qui pourront être communiquées aux membres du comité annuel dans l'objectif de mettre en œuvre une stratégie d'harmonisation de la gestion patrimoniale.

Le Département s'inscrit dans l'élaboration d'une offre commerciale concertée à ce titre il met en œuvre les documents et démarches administratives communs qui auront été définis dans le cadre de la présente convention et du comité annuel. Un aménagement de ces outils et procédures pourra être mis en œuvre afin de respecter les particularités du Département et de son patrimoine. Ces aménagements pourront être proposés à l'ensemble des participants du groupe de travail disposant d'aptitudes similaires.

Il communique toutes informations susceptibles d'alimenter la réflexion autour de la constitution d'une offre commerciale concertée.

Le Département donne mandat à la Région pour présenter son patrimoine tel que défini à l'article 2-C auprès des différentes filiales de télécommunications dans la perspective de contractualisation de conventions d'occupation selon les conditions qui auront été préalablement définies entre les signataires.

Le Département reste décisionnaire et signataire en cas de concrétisation de l'offre commerciale sur toute ou partie de son patrimoine.

iii) CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à ne pas divulguer, pendant toute la durée de l'opération, toutes informations ou appréciations relatives au service qui sera offert sur le territoire régional à l'exception des informations constituant l'offre commerciale à destination des opérateurs de téléphonie mobile.

b) CLAUSES SPECIFIQUES

Les obligations de la Région et du Département n'intègrent pas de clauses spécifiques.

4) DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée d'un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction. En cas de volonté d'un signataire de ne pas reconduire cette convention, celle-ci sera stipulée à l'autre partie par courrier recommandé au minima un mois avant la date anniversaire de la signature de la présente convention.

5) MODIFICATION DE LA CONVENTION EN COURS D'EXÉCUTION

La présente convention sera remise à chacune des parties signataires et pourra être adaptée en cours d'exécution sans que soient remis en cause les engagements pris à la demande de l'une ou l'autre des parties. En cas d'accord, les modalités souhaitées feront l'objet d'un avenant.

6) FIN DE LA CONVENTION

La convention prend fin selon les modalités définies en article 4.

En cas de non-exécution de l'une de ses obligations par l'une quelconque des parties ou de demande de résiliation au motif de l'intérêt général, les signataires se réuniront en comité dans les meilleurs délais afin d'en identifier les causes et les évolutions potentielles à mettre en œuvre dans le cadre du partenariat. Dans ce cas, les parties arrêteront d'un commun accord, les solutions à mettre en œuvre. Toutefois, à défaut d'accord entre les parties, la présente convention sera résiliée de plein droit.

7) COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE EN CAS DE LITIGE

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Lyon à la requête de la partie la plus diligente.

Fait à Lyon en 2 exemplaires,

Le.....

Signature Département

Signature Région

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-10

Aménagement d'une zone technique permettant la couverture en téléphonie mobile dans le tunnel du Lioran - Commune de Laveissière - Cession d'une parcelle au profit d'un tiers

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la Voirie Routière ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances publiques, Pôle d'Évaluations Domaniales ;

Considérant que cette parcelle ne fait l'objet d'aucune utilisation par le Conseil départemental ;

- DECIDE de procéder à la cession du terrain tel que défini au tableau ci-après :

Route départementale n°67
Création d'une zone technique pour une couverture en téléphonie mobile
dans le tunnel du Lioran

Acquéreur : TDF

Commune de LAVEISSIERE

Cadastre et superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
AB	8	Hameau du Bec de l'Aigle	213	En l'état

Montant de la vente : 10 000 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer le compromis de vente joint en annexe ainsi que l'acte notarié nécessaire à cette cession de terrain et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMPROMIS DE VENTE

Code IG : 1510105 - Nom du site : Tunnel Lioran

Département du Cantal / TDF

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département Cantal, 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac,

Représentée par Monsieur M Faure Bruno, Président du Département,

Agissant au nom et pour le compte dudit Département, en vertu de la délégation qui lui a été conférée par le Conseil Départemental, suivant arrêté n°21CD02-12 en date du 01/07/2021, et en exécution d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 23/02/2024,

Ci-après dénommée le "**Vendeur**"
d'une part,

ET

TDF, Société par Actions Simplifiée au capital de 166 956 512 €, dont le siège social est 155 bis avenue Pierre Brossolette, 92541 MONTRouGE, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 342 404 399, représentée par Luc Lecoeuvre, agissant en qualité de Responsable Patrimoine Rhône Auvergne, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommée "**TDF**" ou "**l'Acquéreur**"
d'autre part,

ci-après dénommées ensemble les "**Parties**" ou individuellement une "**Partie**".

PREAMBULE

TDF souhaite acquérir une ou plusieurs parcelles complètes sur la commune de Laveissière (15101) afin d'y édifier une station radioélectrique composée d'équipements techniques au sol et d'un pylône supportant des antennes.

A l'issue des discussions et échanges préalables entre le Vendeur et l'Acquéreur relatifs au projet d'acquisition par TDF de :

- la parcelle cadastrée section AB n°8 sise(s) sur la Commune de Laveissière (15300),

appartenant au Vendeur, les Parties ont conclu le présent contrat qui constitue un compromis de vente (ci-après "Compromis").

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

OBJET

Par les présentes, le Vendeur s'engage à vendre, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit les plus étendues en pareille matière, mais sous les conditions suspensives ci-après stipulées, à

l'Acquéreur, qui s'engage à acheter sous les mêmes conditions, l'immeuble dont la désignation suit :

- La parcelle de terrain cadastrée sur la commune de Laveissière, section AB, n° 8, d'une superficie de 213 m², figurant sur les plans ci-joints,

Tel que ce bien existe avec ses aisances, parties attenantes et dépendantes, et les droits de toute nature qui y sont attachés, sans exception ni réserve.

REITERATION DE LA VENTE

La réitération de la vente par acte authentique devra intervenir dans les douze mois qui suivront la réalisation, dans le délai ci-après prévu, de la dernière des conditions suspensives ou de la décision de l'Acquéreur d'y passer outre, et ce, sauf prorogation du délai accepté par les parties ou demandé par le notaire.

La réitération de la vente par acte authentique n'est qu'une simple modalité de l'exécution de la vente et non une condition affectant la validité de la vente, cette dernière étant définitive dès la signature du présent compromis.

Toute rétractation unilatérale de la volonté du Vendeur sera de plein droit inefficace. Le Vendeur renonce expressément au bénéfice des articles 1221 nouveau (anciennement article 1142) et 1590 du Code civil. En cas de refus par le Vendeur de réaliser la vente par acte authentique, l'Acquéreur pourra poursuivre l'exécution forcée de la vente par voie judiciaire.

TRANSFERT DE PROPRIETE-JOUISSANCE

Le transfert de propriété de l'immeuble désigné au paragraphe "OBJET" s'effectuera au jour de la signature par chacune des parties de l'acte authentique.

Le transfert de propriété confère à l'Acquéreur tous les droits attachés à la qualité de propriétaire.

L'Acquéreur aura la jouissance de l'immeuble ci-dessus désigné (et y compris y faire tous travaux d'aménagement et constructions régulièrement autorisés) à compter de ce jour. Cette entrée en jouissance anticipée ne donnera lieu à aucune indemnité.

Dans l'hypothèse où la vente ne serait pas réitérée par acte authentique notamment du fait de la non réalisation des conditions suspensives, les Parties se rencontreront pour prévoir le sort, le cas échéant, des aménagements et travaux effectués par l'Acquéreur.

A ce sujet le Vendeur s'interdit, pendant la durée de validité de la présente promesse, d'aliéner l'immeuble qui en est l'objet, de l'hypothéquer, de le louer, de consentir ou de laisser acquérir toute servitude et, d'une manière générale, d'accomplir tout acte ou de consentir à tout fait et action qui aurait pour effet d'en déprécier la valeur et l'usage.

ORIGINE DE LA PROPRIETE

Le Vendeur s'oblige à justifier d'une origine de propriété régulière et trentenaire lors de la réalisation de la vente, ainsi qu'à fournir en temps utile au notaire rédacteur de l'acte authentique de vente, tous les titres, documents et renseignements nécessaires à la rédaction de cet acte.

Il est convenu d'un commun accord que le notaire rédacteur de l'acte sera :

Maître Me Charmetton, domicilié 647 Grande rue - BP 269 01702 MIRIBEL CEDEX.

CONDITIONS SUSPENSIVES

En outre, le présent compromis de vente est consenti et accepté sous réserve de la réalisation dans un délai de six mois, des conditions suspensives ci-après stipulées, à savoir :

- l'absence d'inscription prise pour un montant supérieur au prix de la vente sus énoncé, de transcription ou mention pouvant porter atteinte à la libre disposition desdits biens attestée par le renseignement hypothécaire urgent hors formalité, qui sera remis du chef du(des) Vendeur(s) et des précédents propriétaires, relativement à l'immeuble objet des présentes,
- la note de renseignements d'urbanisme concernant l'immeuble ci-dessus désigné ne révélant

aucune injonction de travaux, ni état de péril ou insalubrité ni aucune servitude ou autre empêchement susceptible de restreindre la valeur vénale de l'immeuble ou son usage normal,

- la purge de tous droits de préemption,
- l'obtention de l'autorisation d'urbanisme (permis de construire ou non opposition à déclaration préalable) et toutes autres autorisations administratives permettant l'édification et la mise en service d'une station radioélectrique,

En cas de défaillance de l'une seulement des conditions suspensives, la présente promesse deviendra caduque de plein droit et les parties seront déliées de tout engagement, à moins que l'Acquéreur décide de renoncer à une ou plusieurs de ces conditions.

Dans ce cas, l'Acquéreur devra informer le Vendeur de son intention de renoncer, au plus tard dans un délai d'un (1) mois à compter de la date à laquelle il aura eu connaissance de la non-réalisation d'une ou de plusieurs des conditions suspensives.

PRIX

La vente aura lieu moyennant le prix fixé d'un commun accord à Dix mille euros (10 000 €.), payable comptant le jour de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

Le Vendeur déclare ne pas être assujetti à la TVA (taxe sur la valeur ajoutée).

DECLARATIONS

Le Vendeur déclare :

- qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition du bien désigné ci-dessus et par conséquent à la conclusion du présent compromis de vente,
- que les biens objet des présentes sont libres de tout privilège ou hypothèque. Si tout privilège ou hypothèque se révélait, il s'oblige à en rapporter la mainlevée et le certificat de radiation à ses frais,
- que les biens objet des présentes sont libres de toute transcription ou mention pouvant porter atteinte à la libre disposition desdits biens attestée par le renseignement hypothécaire urgent hors formalité, qui sera remis du chef du Vendeur et des précédents propriétaires, relativement à l'immeuble objet des présentes,
- qu'à sa connaissance les biens objet du présent compromis de vente sont grevés d'aucune servitude susceptible de restreindre notablement l'usage du bien vendu ou d'en déprécier la valeur sauf celles résultant de la situation naturelle des lieux ou des textes et règlements en vigueur concernant l'urbanisme,
- que les biens objet des présentes sont libres de toute occupation.

FRAIS

Les frais de l'acte authentique seront supportés par l'Acquéreur qui s'y oblige, ainsi que les frais accessoires (géomètre expert, ...).

CLAUSE DE DEDIT

Il est expressément convenu entre les Parties que TDF pourra, pendant un délai de six (6) mois, se libérer de tout engagement d'achat visé aux présentes et ne pas procéder à la réitération par acte authentique.

En cas d'exercice de la présente clause, à titre de dédit, TDF versera au Vendeur une somme représentant 5% (cinq pourcent) du prix de vente visé ci-dessus. Le montant versé, ne pouvant être assimilé à des arrhes ou à un acompte, s'effectuera au plus tard trente jours après la réception par le Vendeur de la lettre recommandée avec avis de réception l'informant que TDF se dédit de ses engagements.

Cette faculté de dédit est au seul bénéfice de TDF qui pourra l'exercer dans le délai susvisé à compter de la signature des présentes.

Si TDF exerce sa faculté de dédit, les Parties seront libérées de tout engagement l'une envers l'autre et se retrouveront dans la même situation que celle avant signature du Compromis. A défaut, le Compromis poursuivra ses pleins effets.

COORDONNEES DU VENDEUR

Pour faciliter les échanges relatifs au présent contrat :

Nom : M Mourgues Philippe

Courriel : Pmourgues@cantal.fr

Tél : 04.71.46.21.64

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile :

- Le Vendeur : Tel que mentionné en comparution des Parties au présent contrat,
- L'Acquéreur, au siège de TDF : 1194 route des Echets 01390 Tramoyes

Le / / 2023

À Aurillac

Fait en trois exemplaires originaux,

- Un pour le Vendeur
- Un pour l'Acquéreur
- Un pour le notaire en charge de la rédaction de l'acte authentique.

Le Vendeur <i>Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé"</i>	L'Acquéreur <i>Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé"</i>

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-11

**Aménagement de la route départementale n°12 - Commune du Falgoux -
Déclassement et cession de délaisés au profit de tiers**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.112-8 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales ;

Considérant l'inutilité de ces parcelles nullement gérées ;

- **DÉCIDE** de déclasser et de procéder à la cession des terrains tels qu'ils figurent aux tableaux ci-après :

**Route départementale n°12
Commune du FALGOUX**

Acquéreur :

Dossier AAF36

Cadastre et superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
AK	315	La Franconèche	23	Délaissé
AK	314	La Franconèche	448	Délaissé

Montant de la vente : 471 m² X 0,30 € = 141,30 €

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant ainsi que tout document s'y rapportant.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-12

**Aménagement de la route départementale n°926 - Commune d'Ussel -
Cession de parcelles au profit d'un tiers**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.112-8 du Code de la Voirie Routière ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales ;

Considérant que ces parcelles ne font l'objet d'aucune utilisation par le Département ;

- **DECIDE** de procéder à la cession de terrains tels qu'ils figurent au tableau ci-après :

Route départementale n° 926
Cession de parcelles à la Commune d'Usse

Acquéreur : Commune d'USSEL

Cadastre et superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
ZM	En cours	La Croix	5634	Terre
ZM	En cours	La Croix	721	Terre

Montant de la vente : 11 300 € X 0,5634 = 6 366,42 €

Accès : 11 300 € X 0,03605 = 407,37 €

Soit un montant total = 6 773,79 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié nécessaire à cette cession de terrains ainsi que tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-13

**Aménagement de la route départementale n°926 - Commune d'Ussel -
Convention de mise à disposition SAFER**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les dispositions prévues au titre III ;

Vu la délibération n°23CP06-18 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 7 juillet 2023 approuvant l'acquisition d'une propriété sur la Commune d'Ussel ;

- ADOPTE la convention de mise à disposition portant sur les parcelles désignées ci-après et dont le projet est joint en annexe de la présente délibération :

Commune d'Ussel

Lieu-dit	Section	N°	Surfaces	Nature
Les Glaireres	ZC	30	11ha 47a 20ca	L
Les Glaireres	ZC	31	11a 60ca	T
La Croix	Partie de ZM	5	6ha 41a 95ca	T
Total surface			18ha 00a 75ca	

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à confier la gestion annuelle de ces parcelles à la SAFER ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention de mise à disposition.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

(article L 142-6 du Code rural – texte in fine)

CMD n° CM 15 24 0004 01
Période du 01/01/2024 au 31/12/2029

Entre les parties ci-après nommées, il a été conclu la présente convention contenant mise à disposition d'immeubles ruraux dans les conditions fixées par l'article L 142-6 du Code rural.

I - PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

représenté par M. Bruno FAURE

Hôtel du Département - 28 Avenue Gambetta 15015 AURILLAC

Téléphone : 04 71 46 20 20

ci-après dénommé "Le propriétaire"

d'une part,

La Safer Auvergne-Rhône-Alpes, Société anonyme au capital de 7 399 008 € dont le siège social est 23, rue Jean Baldassini 69364 LYON, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 062 500 368 ci-après dénommée "la Safer" et représentée par Monsieur Bruno PITOT, Directeur départemental,

d'autre part.

II - IDENTIFICATION DES BIENS EN CAUSE

Les biens objet de la présente convention de mise à disposition sont décrits dans l'annexe « Relevé parcellaire ».

III - CONDITIONS DE LA CONVENTION

Par les présentes, le propriétaire met les biens identifiés sur le relevé parcellaire à la disposition de la Safer qui accepte, dans des conditions dérogatoires aux dispositions de l'article L 411-1 du Code rural.

La présente convention a lieu sous les charges, clauses et conditions ci-après et notamment sous la clause résolutoire prévue à l'article 5, que la Safer s'oblige à exécuter et à accomplir.

Article 1 – Durée

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée qui commencera à courir le 01/01/2024 pour se terminer le 31/12/2029.

Article 2 – Redevance - Modalités de paiement - Fiscalité

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle sans indexation et intégrant l'intégralité des quotes-parts de la taxe foncière et autres charges d'un montant de 1 800,00 €. Ce montant n'est pas soumis à TVA.

Les parties déclarent qu'elle est exonérée des droits de timbre et d'enregistrement ainsi que de la taxe sur le chiffre d'affaires en application de l'article L 142-6 du Code rural.

La Safer s'engage à régler dans un délai raisonnable la redevance prévue à terme échu chaque année.

Article 3 – Charges et conditions

- Etat des lieux : la Safer prendra les fonds dans l'état où ils se trouvent à la date de départ de la convention.
- Utilisation des fonds selon un bail Safer : la Safer utilisera les biens objet de la présente convention aux fins d'aménagement parcellaire et de mise en valeur agricole, conformément au but fixé par l'article L 142-6 du Code rural. Elle consentira à cet effet un (ou plusieurs) bail Safer lequel ne sera pas soumis aux règles

résultant du statut du fermage sauf en ce qui concerne le prix conformément aux dispositions du 3^{ème} alinéa de l'article L 142-6 du Code rural.

- c) Situation locative : le propriétaire déclare que les biens objet de la présente convention sont libres de toute location ou occupation, qu'ils n'ont fait l'objet d'aucune reprise susceptible d'être annulée en exécution de l'article L 411-66 du Code rural, et qu'ils ne sont pas grevés ensuite d'un partage du droit de priorité institué par l'article 832-2 du Code civil.
- d) Impôts et taxes : les impôts fonciers et taxes de toute nature, afférents aux biens en cause resteront intégralement à la charge du propriétaire.

Les cotisations de la MSA s'appliquant aux biens objet de cette convention seront à la charge du preneur désigné par la Safer à compter du 1^{er} janvier suivant la date de signature des présentes.

Article 4 – Autorisation d'effectuer une publicité

Dès signature de la présente convention par le propriétaire, ce dernier autorise la Safer à effectuer la publicité qu'elle jugera opportun de faire pour recueillir les candidatures à la location des terrains objet des présentes.

Article 5 – Clause résolutoire

La présente convention sera résolue de plein droit dans la mesure où la Safer se trouve dans l'impossibilité de trouver un preneur acceptant les conditions de la Safer pour la totalité des biens objets de la présente convention, soit en début soit en cours de convention.

La Safer devra prévenir le propriétaire avant le 1^{er} avril de chaque année de son intention de se prévaloir de cette clause résolutoire. La redevance ne sera pas due pour l'année culturale qui sera en cours.

Article 6

Si la Safer est dans l'impossibilité de trouver un preneur sur une partie seulement des biens objets de la présente convention, il sera établi un avenant à la présente convention qui déterminera le devenir de ces biens. La Safer devra prévenir le propriétaire de cette situation avant le 1^{er} avril de l'année considérée. La redevance due pour l'année en cours telle que définie à l'article 2, sera alors réduite au prorata de la surface non louée par la Safer.

Article 7 – Clauses spécifiques

Le bâtiment est exclu de la location.

Etant ici précisé qu'un arpentage a été réalisé sur la parcelle ZM n°5.

La surface finale restant à exploiter est de 6 ha 41 a 95 ca.

Article 8 - Recueil des consentements pour les signatures et les lettres recommandées électroniques

Le propriétaire déclare être d'accord pour que l'adresse courriel et le numéro de téléphone portable mentionnés ci-dessus, dont il est titulaire, soient utilisés dans le cadre des échanges avec la Safer Auvergne-Rhône-Alpes, notamment en vue de la signature de documents et contrats électroniques, et de l'envoi et la réception d'une lettre recommandée lorsque la loi permet cette forme de notification conformément à l'article L100 I du Code des postes et des communications électroniques, via des prestataires choisis par la Safer Auvergne-Rhône-Alpes (docusign, AR24,...).

Il déclare disposer d'un accès personnel à internet, d'un téléphone portable, d'une ligne téléphonique et de la possibilité d'imprimer le document électronique.

Article 9 - Protection des données personnelles

Les données personnelles collectées sont utilisées dans le cadre de l'exercice des missions d'intérêt général confiées aux Safer en vertu du I de l'article L 141-1 du Code rural et de la pêche maritime, et sont nécessaires à l'exécution du présent contrat. Les données personnelles du propriétaire sont conservées pendant toute la durée de l'exécution du présent contrat, et jusqu'à l'expiration d'un délai de 15 ans à compter de sa signature.

Conformément à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le propriétaire dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations personnelles le concernant. Il peut exercer ses droits à tout moment en s'adressant au « Délégué à la protection des données, Fnsafer, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris », ou par internet : dpd@safer.fr.

Fait et passé à

Le

En deux exemplaires, dont un pour chacune des parties.

(Signature précédée de « Lu et approuvé »)

Le Propriétaire
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL
représenté par M. Bruno FAURE

La Safer Auvergne-Rhône-Alpes
Bruno PITOT
Directeur Départemental

TEXTE DE REFERENCE

Article L142-6 du Code rural et de la pêche maritime
Modifié par LOI n°2020-1525 du 7 décembre 2020 - art. 82

Tout propriétaire peut, par convention, mettre à la disposition d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural, en vue de leur aménagement parcellaire ou de leur mise en valeur agricole, pour autant que cette dernière soit effectuée par des agriculteurs, conformément au but fixé par les articles L. 141-1 à L. 141-5, des immeubles ruraux libres de location. Ces conventions sont dérogatoires aux dispositions de l'article L. 411-1. La durée maximale des conventions est de six ans, renouvelable une fois, quelle que soit la superficie des immeubles ruraux mis à disposition. Il en est de même pour la mise à disposition d'immeubles ruraux dans le cadre de conventions conclues avec l'Etat, une collectivité territoriale ou un établissement public.

A cet effet, la société d'aménagement foncier et d'établissement rural consent des baux qui ne sont soumis aux règles résultant du statut du fermage que pour ce qui concerne le prix. Ces baux déterminent, au moment de leur conclusion, les améliorations que le preneur s'engage à apporter au fonds et les indemnités qu'il percevra à l'expiration du bail.

A l'expiration de ce bail, lorsque celui-ci excède une durée de six ans, le propriétaire ne peut donner à bail dans les conditions de l'article L. 411-1 le bien ayant fait l'objet de la convention ci-dessus sans l'avoir préalablement proposé dans les mêmes conditions au preneur en place.

Le régime spécial des droits de timbre et d'enregistrement applicable aux conventions conclues en application du premier alinéa du présent article est régi par l'article 1028 quater du code général des impôts ci-après reproduit :

" Art. 1028 quater : Les conventions conclues en application du premier alinéa de l'article L. 142-6 et de l'article L. 181-38 du code rural et de la pêche maritime sont exonérées des droits d'enregistrement."

RELEVÉ PARCELLAIRE

Commune de USSEL : Surface sur la commune : 18 ha 00 a 75 ca

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature	Classe
LES GLAIRERES	ZC	0030	11 ha 47 a 20 ca	Terres	03
LES GLAIRERES	ZC	0031	11 a 60 ca	Terres	03
LA CROIX	ZM	0005	6 ha 41 a 95 ca	Terres	03

TOTAL SURFACE : 18 ha 00 a 75 ca

PLAN



Biens à la location



Biens exclu de la location



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-14

**Routes départementales n°120 et n°922 - Contournement Ouest d'Aurillac -
Acquisition d'une propriété mise en vente par la SAFER**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les dispositions prévues au titre III ;

Vu la délibération n° 16CP03-01 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 avril 2016 inscrivant l'opération du contournement Ouest de l'agglomération d'Aurillac (liaison RN122/RD120-RD922) au Pacte régional pour le Cantal ;

Vu la délibération n° 19CP05-32 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 5 juillet 2019 entérinant la convention cadre entre la SAFER Auvergne-Rhône-Alpes et le Département ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique SAFER en date du 21 novembre 2023 ;

- **APPROUVE** l'acquisition des parcelles désignées aux conditions indiquées ci-après :

- Prix principal d'acquisition 155 400 €
- Frais de notaire 3 000 €
- Frais d'intervention SAFER 18 648 €
- Total : **177 048 €**

Commune d'Arpajon-sur-Cère :

Lieu-dit	Section	N°	Surface	Nature
Traversades	BB	9	4ha 07a 18ca	Terre
Traversades	BB	10	80a 65ca	Terre
Imbourmatel	BB	111	09a 19ca	Terre
Traversades	BC	9	9ha 15a 64ca	Pâture
Surface totale			14ha 12a 66ca	

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer la promesse unilatérale d'achat et l'acte à intervenir dans cette affaire, qui permettra de constituer des réserves foncières nécessaires au projet de contournement d'Aurillac, ainsi que tout acte s'y rapportant,

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à confier la gestion annuelle de ces parcelles à la SAFER, par l'intermédiaire d'une convention de mise à disposition entre le Département du Cantal et la SAFER.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-15

**Aménagement de la Route Départementale n°909 - Commune de Saint-Georges -
Acquisition de terrains - Pas de DUP (Article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- DECIDE de l'acquisition des terrains nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°909 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n° 909
Régularisation à Saint Thomas - 01190**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT-GEORGES

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
S.N.C.F.	BO87 BO88	6 977	12 898	LANDE CH FER	3 600 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié lié à cette acquisition et à régler les frais afférents ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-16

**Convention relative à l'attribution d'une subvention à la Mission Locale de l'arrondissement d'Aurillac dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt :
Prise en compte des spécificités des jeunes de 16 à 25 ans**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Valérie RUEDA.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu la délibération n°09CP08-005 de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 approuvant la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active et la délibération n° 10CP07-10 de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 approuvant l'avenant à la convention ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aides sociales ;

Vu la délibération n°23CP02-13 du Conseil départemental du 24 février 2023 approuvant le lancement de l'appel à projets « Prise en compte des spécificités des jeunes de 16 à 25 ans » ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la Mission Locale en date du 14 décembre 2023 ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et la Mission Locale de l'arrondissement d'Aurillac pour la mise en place d'un accompagnement renforcé à destination des 16-25 ans pour la période 2024-2025 dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention ;

- **APPROUVE** le montant du concours financier du Conseil départemental à hauteur de 45 000 € pour l'année 2024.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 017, nature 6568, fonction 444 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
À LA MISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT D'AURILLAC
POUR LA PRISE EN COMPTE DES SPÉCIFICITÉS DES JEUNES
BÉNÉFICIAIRES DU RSA ÂGÉS DE 16 À 25 ANS**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 23 février 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »,

D'une part,

Et

LA MISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT D'AURILLAC, Rue du Coq Vert, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Pierre MATHONIER, ci-après désignée par les termes « **La Mission Locale** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°23CP02-13 du Conseil départemental du 24 février 2023 approuvant le lancement de l'appel à projets « Prise en compte des spécificités des jeunes de 16 à 25 ans » ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la Mission Locale en date du 14 décembre 2023 ;

Vu la délibération n° 24CP02-xx de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 février 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Le Département du Cantal, par les compétences qui lui sont dévolues en matière d'action sociale et d'insertion, souhaite contribuer à la construction d'une société solidaire qui ne marginalise aucune population et où le principe d'égalité des chances est le moteur de sa politique.

Aussi, il s'engage résolument dans la lutte contre l'exclusion des catégories les plus fragilisées de la population, dont font partie les jeunes rencontrant des difficultés, âgés de 16 à 25 ans et sortis du système scolaire.

Cet engagement en direction de la jeunesse s'inscrit dans le PDIE-PTIE (Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi-Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi) 2021-2025 pour lequel le Département a publié un appel à projet afin de déléguer la mise en œuvre de l'engagement n° 4 « Prise en compte des spécificités de chacun » et notamment de la fiche action n°19 « Proposer un accompagnement renforcé aux 16-25 ans ».

Développées à partir de 1982, sous l'impulsion de l'Etat et des collectivités territoriales, les missions locales assurent l'accueil et l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire, qui rencontrent des difficultés pour rentrer dans la vie active. A travers leurs fonctions d'accueil, d'informations et de suivi, elles proposent une relation personnalisée et globale. Elles guident les jeunes dans l'élaboration d'un véritable parcours individualisé. En lien avec les partenaires, les missions locales apportent des réponses adaptées à l'ensemble des difficultés éprouvées par les jeunes, aussi bien dans le domaine de l'emploi que dans ceux de la formation, la santé, du logement ou des loisirs. Deux Missions Locales sont présentes sur le département. Déployées sur 3 sites principaux (Aurillac, Mauriac et St Flour) et 17 permanences en milieu rural, elles assurent une réponse de proximité.

Leur offre de services doit permettre de répondre aux attentes du Département en matière d'insertion sociale et professionnelle dans un souci de prévention d'accompagnement et d'intervention auprès de ces jeunes bénéficiaires du RSA sur l'ensemble du territoire du Cantal.

Le portage de l'action est effectué par la Mission Locale de l'arrondissement d'Aurillac, qui rendra compte au Conseil départemental au nom des deux Missions Locales du Cantal. Une convention sera établie entre ces deux structures, afin de mettre en œuvre cet accompagnement des jeunes bénéficiaires de l'allocation RSA sur l'ensemble du département.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Lorsque le bénéficiaire est âgé de moins de vingt-cinq ans et que sa situation le justifie, l'article L. 262-29 du CASF prévoit qu'il revient au Président du Conseil départemental de procéder à l'orientation des bénéficiaires du RSA vers les Missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans.

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles le Département apporte son aide financière à la Mission Locale de Aurillac, pour le compte des deux missions locales du Cantal, par le versement d'une subvention visant à soutenir son action d'accompagnement des jeunes allocataires du RSA et des jeunes sortant de l'ASE, et Travailleurs Handicapés (TH).

ARTICLE 2 : L'ENGAGEMENT DE LA MISSION LOCALE

Par la présente convention, la Mission Locale s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'opération « Prise en compte des spécificités de chacun : Proposer un accompagnement renforcé aux 16-25 ans ». Les jeunes entrant dans cette action bénéficieront de l'ensemble des prestations existantes et offertes par les Missions Locales, dont l'entrée en PACEA et/ou de Contrat Engagement Jeune (CEJ), afin de permettre à chacun un parcours dynamique et intensif.

En qualité de référent unique RSA, le conseiller de la Mission Locale désigné, coordonne l'élaboration du diagnostic de la situation du bénéficiaire, permettant de construire un parcours d'insertion et d'accès à l'emploi. Il propose au bénéficiaire des temps de rencontre réguliers pour le suivi et l'évaluation du parcours.

Il formalise, dans un délai d'un mois, après l'orientation du bénéficiaire, un contrat énumérant les engagements réciproques en matière d'insertion sociale et professionnelle. Le contrat retrace les actions en matière d'accompagnement personnalisé aussi bien au niveau social que socio- professionnel. Cet accompagnement socio-professionnel global se déroulera essentiellement sous forme d'entretiens individuels approfondis et de phases en collectif qui permettront de diagnostiquer, d'orienter, de soutenir et d'accompagner les jeunes vers l'emploi, la formation ou l'apprentissage, tout en résolvant les difficultés de nature à compromettre cette insertion professionnelle, du type accès aux droits, au logement, à la santé, à la mobilité ou à la garde d'enfants. Plusieurs prestations pourront être mobilisées afin de lever les freins à l'insertion du jeune, qu'elles soient mobilisées en internes ou auprès d'un partenaire extérieur (psychologue, aide à la mobilité, etc.).

Le référent unique collabore étroitement avec le service emploi insertion afin de mettre à jour régulièrement les informations relatives au suivi du bénéficiaire et le cas échéant prépare le dossier pour le passage en équipe pluridisciplinaire. A titre d'exemple, des points mensuels sur les dossiers des BRSA peuvent être effectués avec les agents de gestion d'insertion sur chaque arrondissement mais aussi avec les chefs de projets pour discuter de situations particulières ou de contenus des Contrats d'Engagements Réciproques (CER).

Afin de réaliser cet accompagnement le plus proche possible du lieu de résidence des jeunes, les Missions Locales interviendront dans les 3 sites permanents et 17 lieux de permanences dans le département, du lundi au vendredi.

Conformément à l'offre de service proposée dans sa candidature, l'accompagnement se déroulera selon les étapes suivantes :

- Désignation par la Mission Locale d'un conseiller référent pour chacun des jeunes orientés. Le référent unique est garant de la cohérence du parcours pendant toute sa durée, grâce à un accompagnement régulier, dynamique, réaliste et concerté, qui permet au bénéficiaire de résoudre les difficultés rencontrées,
- Evaluation et diagnostic de la situation,
- Construction du parcours d'insertion sociale et professionnelle avec des objectifs et des engagements précis,
- Accompagnement du projet professionnel et de vie du jeune, en identifiant ses potentialités et réduire ou lever les freins à son insertion professionnelle ;
- Mobilisation de l'ensemble de l'offre de service des Missions Locales (PACEA, Contrat Engagement Jeune, ...)

La prise en charge au titre de cette convention s'arrête lorsque le bénéficiaire sort du dispositif RSA ou lorsqu'une autre structure est désignée comme référent unique. Il appartiendra alors à la Mission Locale de transmettre les éléments au Service Emploi Insertion concernant le parcours du jeune afin de favoriser une continuité de parcours fluide, conformément aux attendus précisés à l'article 11 notamment.

ARTICLE 3 : VOLUME DE PUBLIC CONCERNÉ

La Mission Locale accompagnera 75 jeunes identifiés par les Services du Conseil départemental. Ce nombre de 75 est un seuil maximum d'accompagnements sur une année civile.

ARTICLE 4 : MOYENS MIS A DISPOSITION

Pour l'accompagnement des jeunes, les Missions Locales mettent à disposition l'équivalent de 2 postes de conseillers à hauteur de 1,5 ETP, valorisés à hauteur de 40 000 € / ETP et par an.

ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération de 160 000 € pour la durée de cette convention.

La subvention départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération, au titre de l'année 2024, est fixée à un montant de 45 000 euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 56,25% du coût total éligible de l'opération :

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Sous réserve du vote du budget départemental, la contribution financière du Conseil départemental sera reconduite selon les mêmes modalités en 2025.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

En 2024, la subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de 22 500 euros, soit une avance de 50,00% du montant prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention.

En 2025, la subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'un acompte de 22 500 euros, sous réserve du vote du budget départemental, soit 50,00% du montant prévisionnel de l'année 2025, mis en paiement avant le 31 janvier 2025.

7.2 Solde

Le solde de la subvention au titre de l'année 2024 sera versée après transmission par le porteur de projet du bilan intermédiaire portant sur le réalisé 2024.

Le solde de la subvention au titre de l'année 2025 sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de la Mission Locale selon les procédures comptables en vigueur. Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

ASSOCIATION MISSION LOCALE POUR L'INSERTION JEUNES D'AURILLAC
Domiciliation bancaire : CRCA Centre France
N° IBAN : FR 76 1680 6048 2121 8127 9900 006
BIC : AGRIFRPP868

ARTICLE 8 - ECHANGES D'INFORMATIONS-PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES-CONFIDENTIALITE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par la Mission Locale pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par ce dernier à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les bénéficiaires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par la Mission Locale (perte, vol, divulgation, altération, ...), celui-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

8.1 Utilisation de la subvention

La Mission Locale accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, la Mission Locale s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, la Mission Locale s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

La Mission Locale s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de la Mission Locale bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

La Mission Locale s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

La Mission Locale s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de la Mission Locale le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

La Mission Locale devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT :

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 5-2, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à la Mission Locale en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à la Mission Locale de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 : SUIVI ET ÉVALUATION

11.1 Suivi du participant

Le suivi renforcé des jeunes orientés est nécessaire pour leur permettre de sortir positivement du dispositif.

La Mission Locale s'engage à mettre en place un outil permettant de justifier à la fois de l'intervention des conseillers auprès des jeunes qui leurs sont orientés et des jalons de parcours (actions de PMSMP, prestations externes, etc.). Pour cela, la Mission locale devra proposer au Service Emploi Insertion un outil similaire à une feuille de route (qui peut s'appuyer sur des extractions de logiciel interne si existant). Après validation, cet outil sera garant de la bonne mise en œuvre du suivi de chaque bénéficiaire tant sur le plan quantitatif (nombre d'entretiens, etc.) que sur le plan qualitatif (détails du parcours de l'entrée du BRSA à sa sortie).

11.2 Suivi de l'opération

Durant toute la durée de la convention, des échanges réguliers avec le Service Emploi Insertion, et notamment avec les agents de gestion insertion et les chefs de projets concernés, seront garants de la bonne coordination de l'action.

a) Comités de suivis trimestriels

Le candidat s'engage à mettre en place un comité de suivi composé ad minima du ou des responsables de la structure et des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention sur chaque bassin.

Ces réunions devront avoir lieu trimestriellement sur invitation du candidat ou fixées d'un commun accord. L'ordre du jour devra traiter ad minima des points suivants :

- Nombre d'entrées / sorties des bénéficiaires orientées ;
- Bilan intermédiaire de chaque jeune confié aux Missions locales en cours de suivi.
Un tableau (au format Excel) devra être fourni pour permettre un suivi simple et des indicateurs actualisés (ex : date d'orientation, durée de CER, nombre d'entretiens, actions proposées, etc.).
- Difficultés rencontrées et/ou pistes d'amélioration (remontée de besoins en fonctions des freins identifiés)

Selon la nécessité et dans l'intérêt du jeune, tout acteur gravitant autour du parcours du jeune pourra être convié à participer lors de ces comités de suivis trimestriels.

b) Comités de pilotage 2024 et 2025

Le candidat s'engage à mettre en place des comités de pilotage composé ad minima du ou des responsables de la structure et des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention. D'un commun accord, les signataires de la convention peuvent inviter aux réunions des personnes ressources. Les Missions Locales s'engagent à veiller à la disponibilité des membres du comité de pilotage pour établir les dates de réunion.

Cette réunion devra avoir lieu **avant les 15 décembre 2024 et 2025** sur invitation du candidat. L'ordre du jour devra traiter ad

minima les points suivants :

- Nombre de jeunes de 16 à 25 ans accompagnés (date d'entrée, date de sortie),
- Nombre d'entretiens réalisés,
- Actions mises en œuvre (entrée en PACEA, Contrat Engagement Jeune, PMSMP et solutions trouvées aux freins périphériques à l'insertion socioprofessionnelle, etc.),
- Nombre de sorties dont nombre et nature des sorties positives (emploi, formation, alternance...)
- Nombre de liaisons avec le SEI pour passage en Equipe Pluridisciplinaires (demande de réorientation, changement de référent ou mise en demeure) ;
- Partenariats mis en place au bénéfice du parcours du jeune (employeurs, acteurs de l'insertion tels que France Travail, SIAE, etc.).

c) Bilan d'exécution de l'opération

Le candidat s'engage à remettre au SEI un bilan d'exécution de la convention au terme de l'année 2025. Ce bilan devra faire la synthèse des années écoulées aux moyens de plusieurs indicateurs :

- Nombre de jeunes de 16 à 25 ans accompagnés (date d'entrée, date de sortie),
- Nombre d'entretiens réalisés,
- Actions mises en œuvre (entrée en PACEA, Contrat Engagement Jeune, PMSMP et solutions trouvées aux freins périphériques à l'insertion socioprofessionnelle),
- Nombre de sorties dont nombre et nature des sorties positives (emploi, formation, alternance...) ;
- Nombre de liaisons avec le SEI pour passage en Equipe Pluridisciplinaires (demande de réorientation, changement de référent ou mise en demeure).

Il sera demandé au candidat un détail récapitulatif des profils des jeunes orientés vers les Missions Locales du département :

- Statut à l'entrée du dispositif (RSA, sortant de l'ASE, TH),
- Répartition homme/femme,
- Situation (couple, isolé, enfant(s) à charge) ;
- Freins principaux à l'insertion (mobilité, qualification, garde d'enfant...),
- Leviers principaux à l'insertion (savoir-faire, savoir-être, réseau d'acteurs, etc.)

Ce bilan devra être remis dans un délai d'un mois maximum à partir de la fin de la réalisation de la convention prestation, soit le 31 janvier 2026.

ARTICLE 12 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

13.1 : A l'initiative de la Mission Locale

La Mission Locale peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

La Mission Locale est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Mission Locale, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de la Mission Locale est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque la Mission Locale n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque la Mission Locale refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

La Mission Locale dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de la Mission Locale, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de la Mission Locale ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à la Mission Locale.

Les sommes dues à la Mission Locale à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par la Mission Locale déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 5.1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 15- ANNEXE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de la Mission Locale de
l'arrondissement d'Aurillac,

Bruno FAURE

Pierre MATHONIER

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-17

**Convention de délégation des mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP)
à l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.271-1 et suivants ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat établie entre le Conseil départemental et l'UDAF du Cantal pour la période comprise entre le 1^{er} février 2024 et le 31 décembre 2030 dont le projet est présenté en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention avec le représentant de l'UDAF du Cantal ;

- **DECIDE** d'accorder à l'UDAF une rémunération au mois/mesure à hauteur de 275 €.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 065 - nature 6514 - fonction 425 du Budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL
PERSONNALISE (MASP) PAR L'UDAF DU CANTAL
2024-2030**

Entre les soussignés,

D'une part,

Le Département du CANTAL,

Représenté par Monsieur Bruno Faure, Président du Conseil départemental, autorisé à signer par délibération de la commission permanente du Conseil départemental n°24CP- du 23 février 2024,
Numéro de Siret : 221 500 010 00014
SIS 28 avenue Gambetta – 15 015 AURILLAC CEDEX
Ci-après désigné « le Département »

Et d'autre part,

L'Union Départementale des Associations Familiales du Cantal, adresse du siège social et statut, représenté(e) par Mmes CAVROIS et RAYMOND, co- Présidentes de l'association
Numéro de Siret : 77 907 95 08 000 56
SIS 45 avenue de la République - 15000 AURILLAC
Ci-après désigné « l'UDAF 15 »

Vu la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection des majeurs ;

Vu le Décret n°2008-1498 du 22 décembre 2008 fixant la liste des prestations sociales et le plafond de contribution des bénéficiaires ;

Vu le Décret n°2008-1506 du 30 décembre 2008 relatif à la mesure d'accompagnement social personnalisé ;

Vu le code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L.271-1 à L.271-8 ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil départemental du 23 février 2024 ;

Vu la délibération en date du 16 janvier 2024 du Bureau UDAF 15 autorisant les co présidentes à signer la présente convention ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection des majeurs prévoit la mise en place d'un dispositif contractuel d'accompagnement social et budgétaire depuis le 1^{er} janvier 2009.

La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) s'adresse aux personnes majeures qui perçoivent des prestations sociales et dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elles éprouvent à gérer leurs ressources. La MASP leur permet de pouvoir bénéficier contractuellement d'une aide à la gestion de leurs prestations sociales et d'un accompagnement social individualisé.

Cette mesure prend la forme d'un contrat conclu entre l'intéressé et le Département ; elle repose sur des engagements réciproques. Elle se décompose en plusieurs niveaux définis de la manière suivante :

- La MASP 1 propose au bénéficiaire un accompagnement social et une aide à la gestion de ses prestations sociales (la liste est déterminée par l'article D271-2 du CASF).
- La MASP 2 intègre, en plus d'un accompagnement personnalisé, une gestion des prestations sociales du bénéficiaire en les affectant en priorité au paiement du loyer et des charges locatives.
- La MASP 3 nécessite la saisine du juge d'instance afin d'obtenir un versement direct au bailleur d'une partie des prestations sociales de la personne. Elle s'applique en cas de refus par l'intéressé du contrat d'accompagnement social personnalisé ou de non-respect de ses clauses.

Le Code de l'action sociale et des familles impose trois critères pour déterminer l'éligibilité d'une personne aux MASP 1 et 2 :

1. La perception de prestations sociales listées par l'article D271-2 du CASF
2. Des difficultés de gestion de ces prestations qui menacent directement la santé ou la sécurité de la personne
3. L'aptitude au consentement : le bénéficiaire doit être en capacité de contractualiser.

L'article L.271-3 du CASF prévoit la gestion des MASP par les services départementaux en autorisant une délégation de celles-ci par convention à un établissement public de coopération intercommunale ou à un centre communal ou intercommunal d'action sociale, à une association ou à un organisme à but non lucratif, à un organisme débiteur de prestations sociales.

Le Département du Cantal décidant de confier la mise en œuvre des MASP au service d'accompagnement social et budgétaire de l'UDAF 15, la présente convention a pour objet de préciser le cadre de la mission de l'UDAF 15 et les engagements réciproques des parties signataires.

Il est convenu qu'au jour de la signature de la présente convention que l'Association tutélaire 15 assure également la mise en œuvre des MASP pour le compte du Département. La répartition entre les deux prestataires sera faite par le services du Département dans l'objectif d'équilibrer le nombre de mesures confiées à chaque prestataire.

Article 1 : Organisation et cadre général d'exécution des mesures

La délégation de la mise en œuvre des MASP à l'UDAF concerne :

- La MASP 1
- La MASP 2

Une MASP pourra concerner une personne isolée ou un couple qui rencontre des problématiques de gestion commune. Le public susceptible de bénéficier d'une MASP renforcée avec ou sans gestion des prestations sociales devrait en grande partie être un public déjà connu des services sociaux ou des instances judiciaires.

Une des priorités sera de s'assurer de la bonne articulation des actions entamées par les différents acteurs.

La mesure ne pourra concerner les personnes qui relèvent de la mise en place d'un dispositif de protection juridique.

1.1 Moyens humains mobilisés par l'UDAF 15

La mise en œuvre des MASP est assurée par le Service Accompagnement Social et Budgétaire (ASB) de l'UDAF, placé sous l'autorité du responsable du Pôle Accompagnement et Inclusion Sociale.

La coordonnatrice du service ASB contribue à la coordination des mesures exercées. Elle participe à la structuration de l'activité, à la rédaction des différents supports et rendus produits par le service et aux réunions partenariales. Elle a un lien fonctionnel avec les différents professionnels du service. Ses missions peuvent l'amener à :

- Représenter le responsable de service à la signature des contrats,
- Apporter un soutien technique aux travailleurs sociaux,
- Valider et signer par délégation du responsable de service les écrits sortant du service
- Veiller au respect des procédures internes de fonctionnement et à l'application des décisions de la hiérarchie, à la continuité du service auprès de l'utilisateur,
- Co animer les réunions de travail,

- Réaliser le bilan annuel d'activité,
- Assurer la représentation externe du service et en participant aux réunions du Comité de Pilotage MASP du Conseil départemental.

Les déléguées (DPF) – travailleur sociaux sont placées sous l'autorité du responsable du service. Elles exercent un accompagnement individualisé en agissant dans le respect des dispositions légales et des procédures internes en vigueur. Elles sont responsables de l'action menée auprès des usagers dont elles ont la charge :

- Elles assurent la gestion des prestations sociales et mènent une action éducative en vue de permettre à la personne de trouver ou retrouver son équilibre et son autonomie,
- Elles établissent en vue de cette tâche un bilan économique et social,
- Elles se conforment aux objectifs fixés par le contrat et élaborent avec la personne un projet d'actions et le budget après avoir évalué les besoins et les potentialités. Ces actions doivent être inscrites dans le Document Individuel de Prise en Charge référencé au titre des droits des usagers,
- Elles utilisent l'outil informatique et le logiciel métier mis à disposition pour les tâches inventoriées (budget, compte-rendu de visites...) et assurent le suivi des données sociales,
- Elles sont en lien étroit avec les Maisons des Solidarités Départementales et veillent dans leurs rapports avec le Conseil départemental à apporter toute la compétence requise dans leur fonction.

Les professionnels exerçant cette mesure sont recrutés dans le cadre des dispositions du décret n°2008-1508 du 31 décembre 2008 relatif aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs et délégués aux prestations familiales. En cas de remplacement, l'UDAF s'attache à recruter du personnel de formation initiale en travail social.

Le service comptabilité enregistre les opérations de recettes et de dépenses des dossiers suivis. Il assure le suivi comptable des ordres adressés par les délégués et respecte les procédures internes.

Le secrétariat est en charge du suivi administratif d'un groupe de délégués. Il assure une fonction bureautique et administrative ainsi qu'une fonction de relais auprès des bénéficiaires. Dans ce sens, il participe à la continuité du service en cas d'absence du délégué, il est amené avec celui-ci à prendre en charge l'ensemble des données techniques relatives aux situations afin de maintenir à jour le dossier informatique individuel.

1.2 Moyens matériels mobilisés par l'UDAF 15

Les déléguées sont positionnées au siège de l'UDAF 15 à Aurillac. Elles bénéficient d'un bureau, d'un outil informatique propre avec un accès au logiciel métier et d'une connexion internet. Chaque délégué bénéficie d'une adresse mail nominative et a une ligne personnelle.

Les entretiens sont généralement effectués au domicile, mais les locaux de l'UDAF permettent un accueil physique sur les secteurs de Mauriac et Saint Flour.

En dehors de ces lieux, les MSD peuvent être mobilisées pour recevoir le public accompagné sous réserve de place disponible et de contact préalable avec chacun des chefs de service d'action sociale du Département pour vérifier la disponibilité et effectuer une réservation de bureau.

En cas de rendez-vous réalisé au sein d'une MSD, l'UDAF s'engage à respecter les horaires d'ouverture du site et ne recevoir le public que sur les jours et heures d'ouverture.

Pour réaliser l'action, l'UDAF mobilisera également :

- Sa flotte automobile
- Ses logiciels informatiques
- Les outils du réseau UNAF
- Ses accès aux sites partenaires (CDAP, Engie solidarité, EDF solidarité, via trajectoire, téléservice MDPH...)
- Des documents support type (tableau de bords budgétaires, livrets budgétaires et pédagogiques)
- Des procédures et modes opératoires formalisés dans le cadre de la démarche d'amélioration continue du service rendu.

1.3 Caractéristiques de l'accompagnement réalisé par l'UDAF 15

Les actions mises en oeuvre ont pour but de permettre au bénéficiaire de rétablir les conditions d'une gestion autonome de ses prestations sociales afin de ne pas compromettre sa santé ou sa sécurité.

Pour y parvenir, l'UDAF 15 :

- Évalue les conditions de vie de l'adulte : logement, santé, habillement, hygiène, loisirs...
- Analyse avec la personne les difficultés budgétaires rencontrées
- Sensibilise la personne sur l'origine de ses difficultés
- Organise avec la personne le budget et détermine les priorités
- Travaille sur l'anticipation des dépenses exceptionnelles ou la diminution de ressources.

L'exercice de la mesure comprendra 2 axes de travail comprenant une action éducative autour du budget et un accompagnement social personnalisé détaillés en 6 domaines :

- Santé - Vie quotidienne : L'accompagnement favorisera la satisfaction des besoins quotidiens primaires (alimentation, vêtement, hygiène), et aura pour objectif de répondre aux actes usuels de la vie quotidienne à travers la gestion des prestations sociales. L'accompagnement dans ce domaine portera également sur la sortie de l'isolement de la personne (accès aux services de proximité, déplacements...) Il s'agira également de favoriser l'accès aux soins et ainsi de sécuriser la santé.
- Sécurité- Logement : Il s'agira d'accompagner la personne dans son accès et / ou son maintien dans son logement en vue de garantir sa santé physique et morale.
- Gestion Administrative : L'accompagnement aura pour objectif de favoriser et garantir l'accès aux droits et le maintien des prestations à travers la gestion administrative.
- Gestion Budgétaire : L'accompagnement favorisera un retour à l'autonomie budgétaire, soit de permettre à la personne de maîtriser son budget tout en priorisant les postes de dépenses nécessaires à sa santé et sécurité. La maîtrise du budget peut aussi passer par un accompagnement spécifique autour des situations de surendettement.
- Vie sociale et familiale : L'accompagnement aura pour objectif de lever les freins à l'insertion sociale et à un retour à l'autonomie budgétaire à travers un accompagnement globale portant sur des difficultés sociales et/ou familiales. Cette prise en charge globale a également pour finalité d'évaluer si la personne pourrait être dans un état de vulnérabilité, pouvant entraîner une incapacité à se protéger, un état de dépendance ou de soumission à l'égard d'un tiers générant un danger pour sa sécurité ou sa santé.
- Vie professionnelle : Il s'agit à travers cet accompagnement de favoriser l'insertion professionnelle, notamment en levant, à travers la gestion du budget, les freins à cette dernière. Cet axe nécessitera un travail coordonné avec les acteurs de l'insertion (Conseil Départemental, pôle emploi, Cap emploi...)

L'accompagnement MASP sera conduit dans une dynamique de :

- Responsabilisation de la personne pour développer son autonomisation et garantir son adhésion.
- Valorisation, pour travailler l'image de soi et développer la capacité d'agir.
- Évaluation partagée, pour une meilleure objectivité de la situation et une réponse personnalisée.
- Coordination des actions avec le prescripteur, dans une dynamique de fluidité des parcours.
- Réorientation pour limiter les ruptures des parcours.
- Partenariat pour garantir une complémentarité et l'efficacité des mesures.

1.4 Valeurs et principes

Conformément à la Charte des droits et libertés de la personne accueillie, les accompagnements conduits dans le cadre de MASP seront soumis aux mêmes valeurs et principes que les autres mesures exercées par l'UDAF du Cantal, soit dans un principe de :

- Non-discrimination
- Droit à un accompagnement adapté et personnalisé
- Libre choix, de consentement éclairé et de participation
- Droit à la renonciation
- Droit au respect des liens familiaux

- Droit à la protection
- Droit à l'autonomie
- Prévention et de soutien
- Droit à l'exercice des droits civiques
- Droit à la pratique religieuse
- Respect de la dignité de la personne et de son intimité.
- Confidentialité des informations

L'exercice de la MASP s'organisera avec les autres intervenants auprès de la personne, dans un souci de complémentarité afin d'optimiser l'efficacité de l'ensemble des dispositifs. L'UDAF s'attachera à favoriser la collaboration et la concertation entre les partenaires impliqués dans le suivi des situations et à développer la mise en relation du bénéficiaire de la MASP avec les services susceptibles de lui venir en aide tels que ceux de fourniture d'énergie, d'assurance, de logement, de banque (en particulier la Banque de France) ou ceux internes à l'UDAF (PCB/Numérique).

Un lien étroit avec le service social de secteur sera conduit dans l'intérêt du bénéficiaire. Les MASP s'inscrivent dans une durée limitée. Il sera donc primordial de garder un contact permanent avec le service social de secteur afin d'éviter l'isolement de la personne, d'autant que celui-ci pourra être à nouveau sollicité au terme de la mesure. Il s'agit de tisser autour de la personne un maillage d'informations partagées pour rendre la prise en charge la plus efficiente possible. En effet, les délégués travailleront en lien avec les différents acteurs du territoire du champ économique, médico- social, associatif. L'objet de ces échanges sera d'assurer dans l'intérêt de l'utilisateur une intervention adaptée à chaque situation.

De la même manière, l'appartenance de l'UDAF à plusieurs réseaux sur les plans départemental, régional et même national permettra des échanges d'idées et de pratiques

Le service ASB concevra le travail en partenariat dans un double objectif :

- Coordonner les actions des différents intervenants et proposer à la personne un cadre d'intervention où chacun aura sa place
- Promouvoir l'autonomie de la personne et faciliter ainsi son insertion sociale

1.5 Suivi et bilan de la mesure

Des entretiens formels sont planifiés à minima une fois par mois. Ils sont plus rapprochés en début de mesure. Selon les situations, celui-ci peut être en présentiel (domicile ou bureaux UDAF) ou en distanciel (téléphone, Visio). Des contacts moins formels ont lieu aussi souvent que nécessaire.

En plus des entretiens, des réunions d'équipe seront mises en œuvre afin d'améliorer l'accompagnement à raison d'une par mois en moyenne. Les services du Département pourront être associés si besoin, dans la limite de leur disponibilité. A ces temps de travail, s'ajoutent des temps privilégiés avec l'encadrement afin d'échanger autour des situations et de valider les orientations prises par le Délégué en vue de conforter son intervention.

1.6 Fin de la mesure :

Un bilan de l'intervention est réalisé deux mois avant l'échéance de la mesure pour les mesures instaurées pour 12 mois. Ce bilan a pour objectif d'évaluer l'opportunité d'un renouvellement ou d'une réorientation et ainsi de dégager des pistes d'accompagnement futures.

Quelle que soit l'issue de la mesure (autonomie retrouvée, perte d'adhésion, orientation vers une autre mesure), la fin de mesure fera l'objet d'un rapport de situation, transmis au Conseil départemental et communiqué à la personne accompagnée un mois avant l'échéance de la mesure, dans lequel seront précisés les effets produits par l'accompagnement ainsi que les préconisations. Il s'appuiera sur le bilan de fin de mesure élaboré conjointement avec la personne accompagnée.

Ce rapport adressé à la Directrice de la Maison Départementale de l'Autonomie rendra compte de l'accompagnement

mené et structuré selon les modalités suivantes :

- Situation sociale et familiale
- Termes et engagement du contrat
- Nombre de rencontres et de visites à domicile
- Situation financière
- Bilan de l'action éducative concernant le budget
- Bilan de l'accompagnement social individualisé
- Projet
- Conclusion (proposition d'arrêt de la mesure, de renouvellement, de mesure judiciaire, autres)

Un rapport peut aussi être adressé à tout moment au Département, en particulier lorsque des difficultés ou une évolution de la situation sont susceptibles de justifier des avenants au contrat, ou lorsque les actions prévues n'ont pas permis à leur bénéficiaire de surmonter ses difficultés à gérer les prestations sociales qui en ont fait objet et que sa santé ou sa sécurité en est/sont compromise(s). Dans ce cas, l'UDAF joint à ce rapport, sous pli cacheté, les informations dont il dispose sur la situation médicale du bénéficiaire.

Article 2 : Engagement des parties

2.1 L'UDAF 15

Par la présente convention, l'UDAF 15 s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les actions décrites à l'article 1. L'association fera le nécessaire pour obtenir toutes les autorisations requises pour mener à bien son projet. Toute mesure orientée devra être réalisée dans son intégralité et dans le respect des délais fixés par le contrat d'accompagnement signé entre le bénéficiaire et le Département, sauf en cas de résiliation du contrat ou de décès du bénéficiaire.

L'UDAF s'engage à réaliser l'ensemble des actions prévues et à justifier des dépenses afférentes, conformément au dossier de candidature déposé auprès du Département. En cas de modification, il devra en informer le Département.

L'UDAF devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant qui impacte la réalisation de l'action subventionnée.

L'UDAF s'engage à ne pas demander de participation financière au bénéficiaire d'une MASP, conformément au choix du Département.

2.2 Le Département

Le Département décide :

- de l'ouverture d'une MASP et insiste sur son caractère subsidiaire au bénéfice des mesures de droit commun déjà à disposition,
- de sa durée,
- de son renouvellement ou non,
- de son arrêt,
- de la saisine judiciaire ou non le cas échéant.

Le contrat MASP est présenté à la signature par un agent du Service Evaluations Médico-Sociales de la Maison Départementale de l'Autonomie en charge de l'accueil familial et des personnes vulnérables, lors d'un rendez-vous en présence de l'usager, du représentant du Conseil départemental, et du représentant UDAF (Responsable de service, Coordinatrice, ou travailleur social).

Dans la mesure du possible, le nom du référent éducatif est donné à la personne accompagnée lors de cette rencontre. Une date de rencontre à domicile est fixée avec la personne accompagnée, à laquelle participeront le responsable de service ASB et le travailleur social de l'UDAF.

Le contrat fixe les objectifs de la mesure, les actions qui seront à mener, la durée de l'accompagnement, les coordonnées du service mandat » pour exercer la mesure. Il détermine également la liste des prestations sociales à percevoir et à gérer s'il y a lieu.

La date de signature du contrat détermine la date de démarrage de la mesure, à moins que le contrat ne mentionne une indication contraire.

Les mesures sont renouvelées selon la même procédure que le contrat initial.

Les services du Conseil départemental disposeront tout au long de l'exercice de la mesure d'un droit de regard sur les conditions de la mise en œuvre et, à l'échéance de celle-ci, des outils d'analyse (rapport, données budgétaires...) leur permettant de prendre une décision adaptée (retour à l'autonomie, prolongation de la MASP, passage en MAJ ou en mesure de protection).

Article 3 : Financement des mesures

Le financement des mesures est assuré par le Département selon la technique dite du mois-mesure dont le tarif est arrêté à hauteur de 275 €/mois complet. Une proratisation de cette somme interviendra en cas de mesure courant sur une partie de mois seulement et de la façon suivante :

- Calcul d'un coefficient de proratisation égal au nombre de jours de validité du contrat sur le mois concerné divisé par le nombre de jours total du mois concerné, puis arrondi au centième.
- Le montant correspondant au mois complet soit 275 € sera multiplié par ce coefficient pour obtenir le montant à verser au titre de ce mois.

A titre d'exemple : une mesure pour monsieur A effective du 1^{er} novembre au 17 novembre sera facturée au titre du mois de novembre :

Coefficient = $17/30 = 0,57$ (arrondi au centième) et $0,57 \times 275 = 156,75\text{€}$. La somme à régler par le Conseil départemental au titre du mois de novembre sera de 156,75€ pour monsieur A.

La demande de versement se traduira par l'envoi d'une facture mensuelle à la *Maison Départementale de l'Autonomie, Hôtel du Département, 28 Avenue Gambetta 15015 Aurillac* et indiquant le mois de facturation demandé et pour chaque mesure faisant l'objet d'une demande de facturation :

- le nom et la date de naissance de l'usager concerné,
- la durée totale du contrat en nombre de mois et la date exacte du début et de la fin de la mesure,
- le CP calculé comme ci-dessus,
- la somme à régler par le CD au titre du mois concerné comme indiqué ci-dessus.

Article 4 : Echanges d'informations - Protection des données personnelles - Confidentialité

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par l'UDAF 15 pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par cette dernière à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les bénéficiaires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par l'UDAF 15 (perte, vol, divulgation, altération, ...), celui-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

Article 5 : Suivi et évaluation

Les co présidentes du Conseil d'Administration de l'UDAF transmettront adressée à la *Maison Départementale de l'Autonomie, Hôtel du Département, 28 Avenue Gambetta 15015 Aurillac* :

- Un rapport d'activité avant le 30 avril de l'année suivant l'exercice clos.

Un comité de suivi sera réuni au moins une fois par an ; il sera composé :

- De la Directrice de l'UDAF 15 ou de son représentant
- Du Responsable du Pôle Accompagnement et Inclusion Sociale ou de son représentant
- De la Directrice de la Maison Départementale de l'Autonomie ou de son représentant
- De la Directrice adjointe de la direction Action Sociale Emploi Insertion Logement ou de son représentant
- De la référente de l'accueil familial et des personnes vulnérables de la Maison Départementale de l'Autonomie ou de son représentant

A cette occasion, l'UDAF présentera le rapport d'activité découlant de la présente convention.

Article 6 : Durée et résiliation de la convention

La convention prend effet à compter du 1^{er} février 2024 et s'achèvera au 31 décembre 2030.

Les deux parties peuvent mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au Département au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'UDAF est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les accompagnements en cours.

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au porteur de projet, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du porteur de projet est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- lorsque le porteur de projet n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- en cas de fraude avérée ;
- lorsque le porteur de projet refuse de se soumettre aux contrôles du Département.

Article 7 : Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Clermont Ferrand.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télé recours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 8 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux originaux, chaque signataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental

Les co présidentes de l'UDAF

Bruno FAURE

Marie-Christine CAVROIS

Suzanne RAYMOND

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-18

Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article D.312-159-5 ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 adoptant le budget annexe de la Conférence des Financeurs pour 2024 ;

Vu l'avis rendu par la Conférence des Financeurs du 31 janvier 2024 portant sur les actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal inscrites dans le programme au titre de l'exercice 2024 ;

- **AUTORISE** le versement d'une subvention « actions collectives de prévention » au titre de 2024 aux organismes listés dans le tableau tel que joint en annexe pour un montant total de 21 755 €.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention avec chaque bénéficiaire attributaire.

Le montant des dépenses d'un total de 21 755 € sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 4232 du budget annexe de la Conférence des Financeurs.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe

Actions collectives pour la prévention de la perte d'autonomie

Appel à projet n°1 Public résidant à domicile			
Bénéficiaires	Nom de l'action	Thème abordé	Montant attribué
Caroline DELSUC	Ateliers sport bien-être : pilates et cohérence cardiaque	Sommeil - Activités physiques - Prévention des chutes - Bien-être /estime de soi - lien social	1 755,00 €

Appel à projet n°2 Aidants / Aidés			
Bénéficiaires	Nom de l'action	Thème abordé	Montant attribué
SIEL BLEU	Accompagner les couples aidants/aidés du domicile vers le collectif	Actions de prévention auxquelles peuvent se rendre la personne aidée accompagnée de son aidant (binôme aidant/aidé)	20 000,00 €

TOTAL GENERAL		21 755,00 €
---------------	--	-------------

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-19

**Convention annuelle d'objectifs et de moyens relative aux Contrats Uniques d'Insertion
pour l'année 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du Travail ;

Vu la délibération n° 23CD05-13 du Conseil départemental du 18 décembre 2024 donnant délégation à la Commission Permanente pour valider dans le cadre de la politique d'insertion la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens ;

- **APPROUVE** la convention annuelle d'objectifs et de moyens à conclure avec l'Etat pour l'année 2024, jointe en annexe de la présente délibération, formalisant l'engagement financier maximal du Département à hauteur de 571 000 € auxquels s'ajouteront les frais de gestion ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 017, nature 65671, fonction 448 du Budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM)
relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle
fixant les engagements du Conseil départemental du Cantal
et de l'Etat pour l'année 2024**

Entre

L'Etat représenté par le Préfet du Cantal, Monsieur Laurent BUCHAILLAT,

Et

Le Département du Cantal, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Bruno FAURE autorisé par délégation de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 23 Février 2024.

PRÉAMBULE :

L'enjeu de cette convention est de promouvoir une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) à un parcours d'insertion adapté à leurs besoins. Afin de maintenir une offre d'insertion qualitativement et quantitativement satisfaisante au regard des besoins du territoire, dans un contexte où les interventions publiques sont contraintes, il est nécessaire d'optimiser les interventions financières de la Collectivité et de l'État.

Les actions portées dans cette convention s'articulent avec la contractualisation au titre de la Solidarité et pour l'insertion et l'emploi entre l'État et le Conseil départemental dans le cadre du Pacte Local des Solidarités. Ces orientations sont en cohérence avec le Plan Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi (PDIE- PTIE), approuvé par le Conseil départemental et signé avec les principaux partenaires du Département le 26 mars 2021, qui fait de l'insertion par l'activité économique, de la mise en activité et de la formation des leviers majeurs permettant une réinsertion des publics bénéficiaires du RSA.

Le Département du Cantal s'engage à développer l'accès à des parcours d'insertion pour les bénéficiaires du RSA relevant de sa compétence soit au travers du Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi-Parcours Emploi Compétences (CAE-PEC), du Contrat Initiative Emploi (CIE) ou de contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) dans les ateliers et chantiers d'insertion (ACI). Pour l'année 2024, sa participation s'élève à un total prévisionnel de 112 contrats (à raison de 26h semaine).

Le 1^{er} volet de la présente convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) décline les objectifs d'entrée en Parcours Emploi Compétences et en Contrat Initiative Emploi. Son 2^{ème} volet relatif à l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) fixe le montant prévisionnel de contribution à l'aide au poste concernant les personnes bénéficiaires d'un parcours au sein des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) financées en commun par le Département et l'Etat. Chaque volet précise les

modalités d'attribution de ces aides et les montants financiers associés, le cas échéant par catégorie de structures.

1^{er} volet : « Parcours Emploi Compétences » (PEC), « Contrat Initiative Emploi » (CIE) :

1.1 Champ d'intervention et objectifs

1.1.1 Champ d'intervention

L'État et le Département du Cantal se fixent l'objectif de favoriser l'entrée ou le retour en emploi des personnes bénéficiaires du RSA qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.

Pour l'État, cet objectif s'inscrit dans le cadre de la politique nationale visant à diminuer le chômage et accroître les entrées en emploi des publics visés par l'arrêté en vigueur du Préfet de Région.

Pour le Département du Cantal, l'objectif est de favoriser l'accès et le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA dans le cadre des priorités définies par le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi tout en soutenant le secteur non marchand et marchand par la mobilisation des dispositifs afin de prendre en charge des besoins collectifs insuffisamment ou non satisfaits.

La présente convention a pour objet de fixer, pour l'année 2024, les objectifs quantitatifs de prescription des CAE « Parcours Emploi Compétences », et des CIE « Contrat Initiative Emploi » en application de l'article L. 5134-30-2 du code du travail relatif au contrat d'accompagnement dans l'emploi et L.5134-65 et suivants du code du travail relatif au contrat initiative-emploi, pour des bénéficiaires du RSA financés par le Département du Cantal.

La contribution du Département à la prise en charge de cette aide est déterminée par l'article D. 5134-41 du code du travail, soit 88 % du montant du RSA socle pour une personne isolée.

Pour les CAE « Parcours Emploi Compétences », la contribution de l'Etat correspondra à l'arrêté du Préfet de Région Auvergne Rhône-Alpes fixant le montant et les conditions de l'aide à l'insertion professionnelle de l'Etat, en vigueur au moment de la prescription du PEC.

S'agissant des renouvellements, la décision d'attribution d'une nouvelle aide est subordonnée au bilan préalable des actions d'accompagnement et des actions visant à l'insertion durable des salariés, réalisées dans le cadre d'un contrat aidé antérieur.

Pour les CIE, le « CIE tous publics » ne fait l'objet d'aucun financement de l'État avec une prise en charge intégrale de l'aide par le Conseil départemental à hauteur minimale de 88% du RSA socle pour une personne isolée.

Conformément à l'article L5134-65 et suivants du code du travail relatif au Contrat Initiative Emploi, l'aide à l'insertion professionnelle attribuée au titre d'un contrat initiative-emploi peut être modulée en fonction :

- 1° De la catégorie et du secteur d'activité de l'employeur ;
- 2° Des actions prévues en matière d'accompagnement professionnel et des actions visant à favoriser l'insertion durable du salarié ;
- 3° Des conditions économiques locales ;
- 4° Des difficultés d'accès à l'emploi antérieurement rencontrées par le salarié.

Le montant de l'aide à l'insertion professionnelle versée au titre d'un contrat initiative-emploi ne peut excéder 47 % du montant brut du salaire minimum de croissance par heure travaillée, dans la limite de la durée légale hebdomadaire du travail.

La durée de l'aide à l'insertion professionnelle attribuée au titre du contrat initiative-emploi ne peut excéder le terme du contrat de travail.

L'attribution de l'aide peut être prolongée dans la limite d'une durée totale de vingt-quatre mois.

Il peut être dérogé, selon des modalités fixées par voie réglementaire, à la durée maximale pour laquelle est attribuée une aide à l'insertion professionnelle, soit lorsque celle-ci concerne un salarié âgé de cinquante ans et plus rencontrant des difficultés particulières qui font obstacle à son insertion durable dans l'emploi ou une personne reconnue travailleur handicapé, soit pour permettre d'achever une action de formation professionnelle en cours de réalisation et prévue au titre de l'aide attribuée. La durée de cette prolongation ne peut excéder le terme de l'action concernée.

1.1.2 Objectifs d'entrée en CAE « Parcours Emploi Compétences » (secteur non marchand) du Département

Le volume des entrées et les paramètres de prise en charge seront les suivants :

Types d'employeurs :	Communes Secteur associatif	TOTAL
Nombre de PEC financés Etat/ Département	10	10
Nombre de CIE financés par le Département seul	S.O.	
Durée moyenne de prise en charge - contrats initiaux	12 mois	
Durée moyenne de prise en charge – renouvellements	S.O.	
Taux de prise en charge de l'aide	88 %	
Durée hebdo retenue pour le calcul de l'aide	26 h	

1.1.3 Objectifs d'entrée en CIE « Contrat Initiative Emploi » (secteur marchand) du Département

Le volume des entrées et les paramètres de prise en charge seront les suivants :

Types d'employeurs :	Entreprises justifiant d'au moins 18 mois d'exercice	TOTAL
Nombre de CIE financés en intégralité par le Département	10	10
Durée moyenne de prise en charge - contrats initiaux	6 mois	
Durée moyenne de prise en charge – renouvellements	6 mois supplémentaires peut être examiné si conclusion d'un CDI	

Taux de prise en charge de l'aide	88 % du montant forfaitaire du RSA applicable à un foyer composé d'une seule personne.
Durée hebdo retenue pour le calcul de l'aide	Durée minimum 26H/sem.

1.2 Conditions de mise en œuvre

1.2.1 Prescription

En application de l'article L.5134-19-1 du Code du travail, le Président du Conseil départemental prend lui-même les décisions d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des CUI-CAE/PEC et des Contrats Initiatives Emploi (CIE).

1.2.2 Mise en œuvre d'un accompagnement dans l'Emploi :

L'accompagnement dans l'emploi est assuré, hors contrats ayant fait l'objet d'une délégation (article 1.2.3) par les Conseillers en Insertion Professionnelle du dispositif "Cantat Emploi Insertion" de la DASEIL. Pour les Parcours Emploi Compétences, l'accompagnement mis en œuvre vise à assurer les conditions d'un parcours insérant et à améliorer l'employabilité du bénéficiaire.

1.2.3 Délégations à France Travail, Cap emploi et les Missions Locales :

Par convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et France Travail pour l'accompagnement des bénéficiaires du RSA du 18 mars 2014 et conformément à l'article L. 5134-19-2 du Code du Travail le Président du Conseil départemental délègue à France Travail les initiatives de convention non dématérialisée de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des CAE "Parcours Emploi Compétences" ainsi que des "Contrats Initiatives Emploi" et l'accompagnement de l'employeur dans ses obligations dans la limite de :

- ✓ 3 PEC ou CIE pour 2024

Le Président du Conseil départemental délègue également à Cap emploi et les missions locales les initiatives de convention non dématérialisée de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des CAE "Parcours Emploi Compétences" et l'accompagnement de l'employeur dans ses obligations dans la limite de :

- ✓ 2 PEC pour 2024

Le Président du Conseil départemental conserve la signature du contrat et du CERFA et en adressera une copie à l'instructeur initial pour information.

Un point sur les consommations respectives sera proposé à l'issue du 1er semestre pour réajustement si besoin.

1.2.2 Financement

La CAOM vaut engagement financier de l'Etat pour chacun des PEC conclus par le Département et dans la limite du nombre total fixé précédemment. L'engagement du Département s'inscrit dans le cadre des moyens votés par l'Assemblée départementale pour 2024.

L'engagement financier du Département correspondant à ces 20 contrats aidés (10 du secteur non marchand et 10 contrats aidés du secteur marchand) est estimé à 130 000 euros hors frais de gestion facturés par l'ASP.

1.2.4 Délégation de paiement à l'ASP :

Par la convention de gestion du 13 avril 2010 (en cours de renouvellement) et conformément à l'article R. 5134-40 du Code du Travail, le Président du Conseil départemental du Cantal a délégué à l'Agence de services et de paiement (ASP) le paiement de la part départementale de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des CAE « Parcours emploi Compétences » et de l'aide à l'insertion professionnelle intégralement prise en charge par le Département pour les « Contrat Initiative Emploi »(CIE).

2ème volet : Insertion par l'activité économique

Le Département du Cantal et l'Etat affirment leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des publics les plus prioritaires dans les parcours d'insertion en lien avec les objectifs du programme départemental d'insertion et d'Emploi (PDIE).

L'offre d'insertion par l'activité économique dans le département repose sur 21 structures conventionnées par les services de l'Etat. Elle se répartit entre 10 ACI (dont 1 ACI en milieu pénitentiaire), 5 AI ,3 ETTI, 3 EI.

Ces dispositifs permettent de conduire des actions communes en cohérence avec les caractéristiques locales du marché du travail.

2.1. Champ d'intervention et objectifs du Département

2.1.1 Champ d'intervention

En application de l'article L. 5132-3-1 du Code du Travail, l'action du Département se concentre sur les bénéficiaires du RSA inscrits dans un parcours d'insertion au sein des ateliers et chantiers d'insertion conventionnés par l'Etat et sélectionnés dans le cadre du programme départemental d'insertion et d'Emploi.

2.1.2 Objectifs du Département :

La participation financière du Conseil départemental correspond au cofinancement de 68,72 ETP sur une estimation de 183,85 ETP. Cette répartition initiale est théorique et sera susceptible d'évoluer (Cf. point 3).

Elle concerne les structures suivantes :

Nombre d'ETP intégralement financés par le Conseil départemental	Structure concernée	Montant de cofinancement du Conseil départemental (37,38 % des ETP)
Action 1 5,79 ETP sur 56 ETP prévisionnels	ACI ACART Travaux de maraichage, d'horticulture et de sous-traitance	134 325,39 euros (607,75 € x 88%) x 12 x 20,93 ETP)
Action 2 3,31 ETP sur 32 ETP prévisionnels	ACI OXYGENE (hors pénitencier) 4 ateliers : Bois, Collecte, Electroménager, Multiservices Collecte, diagnostic, et remise en état et revente de palette, électroménager..., activité de sous-traitance	76 757,37 euros (607,75 € X 88% x 12 x 11,96 ETP)
Action 3 1.76 ETP sur 17 ETP prévisionnels	ACI DISPO SERVICE MOSAIQUE Réalisation de travaux de couture, retouche et repassage, activité de sous-traitance, réalisation de produits de menuiserie, gestion d'un pressing NAUCAZE Activité de réhabilitation et aménagement de patrimoine bâti et espace naturel	40 753,28 euros (607,75 € x 88% x 12 x 6,35 ETP)
Action 4 1,03 ETP sur 9,94 ETP prévisionnels	Atelier REACTIVE Activités artistiques, rénovation de petits mobiliers, immersion en collectivité, loisirs créatifs et activités de sous-traitance	23 874,36 euros (607,75 € x 88% x 12 x 3,72 ETP)
Action 5 0,39 ETP sur 3,80 ETP prévisionnels	ACI de la Communauté de Communes du Hautes Terre Entretien des espaces verts, naturels et forestiers (sentiers de randonnée, ouverture de chemins ruraux, berges de rivières, point de captage d'eau, mise en place de balises...)	9 113,33 euros (607,75 € x 88% x 12 x 1,42 ETP)
Action 6 1,58 ETP sur 15,3 ETP prévisionnels	Atelier REAGIR Réfection de palette, travaux liés à l'environnement consistant principalement à l'entretien de sentiers de randonnée pédestre, équestre et vtt et activité de sous-traitance	36 710,04 euros (607,75 € X 88% x 12 x 5,72 ETP)
Action 7 3,13 ETP sur 30,31 ETP prévisionnels	ADAPEI de Saint-Flour Récupération, remise en état et vente de textile, récupération Rénovation de palettes de transport, et des activités de sous-traitance de montage de croisillons et de contrôle de pièces industrielles	72 714,13 euros (607,75 € x 88% x 12 x 11,33 ETP)
Action 8 1,34 ETP sur 13 ETP prévisionnels	Atelier YDEALIS Activité de lavage, repassage et travaux de couture, activités de manutention et de réalisation de produits industriels	31 190,70 euros (607,75 € X 88% x 12 x 4,86 ETP)
Action 9 0,67 ETP sur 6,5 ETP prévisionnels	Aurore Garage et services solidaires	15 595,35 euros (607,75 € X 88% x 12 x 2,43 ETP)

2.2 Conditions de mise en œuvre

2.2.1 Participation financière du Département :

La contribution financière mensuelle du Conseil départemental par personne entrée dans un parcours d'insertion est égale à 88 % du montant forfaitaire du revenu de solidarité active pour une personne seule, dans la limite de la durée du conventionnement.

Le Conseil départemental participe au financement des aides mentionnées à l'article L. 5132-2, pour les employeurs relevant du 4° de l'article L. 5132-4, lorsque ces aides sont attribuées pour le recrutement de salariés qui étaient, avant leur embauche, bénéficiaires du revenu de solidarité active financé par le Département.

La participation du Département porte sur 37,38 % des 183,85 équivalents temps plein d'insertion (ETP) conventionnés dans les structures au 01/01/2024 soit 68,72 ETP pouvant représenter 92 CDDI sur une estimation de 247,49 CDDI de 26h.

Ainsi, l'enveloppe financière allouée par la collectivité à cette mesure, sur la base de 88 % du montant du RSA en vigueur est d'un montant maximal de 441 000 € (hors frais de gestion), soit une contribution représentant 10,9 % des aides au poste Etat (19,01 ETP intégralement financés).

2.2.1 Les modalités de paiement

Rappel : depuis 2018, le système d'information de gestion des annexes financières de l'ASP permet la prise en compte du cofinancement des aides au poste des ACI.

Le Département du Cantal dispose d'une convention de gestion de l'aide au poste avec l'Agence de services et de paiement (ASP) signée le 12 septembre 2014 (en cours de renouvellement) pour les structures porteuses d'Ateliers et Chantiers d'insertion renouvelable par avenant.

3. Réajustement des objectifs

Au travers de cette CAOM et pour les bénéficiaires du RSA dont il a la charge, le Département s'engage dans les conditions suivantes :

- Un nombre prévisionnel d'aides au poste pour les bénéficiaires du RSA répartis en 68,72 ETP soit un potentiel de 92 CDDI à 26H pour les ACI.
- 10 PEC et 10 CIE

L'engagement financier du Conseil départemental s'élève **au maximum** à :

$$441\,000 + 130\,000 = 571\,000 \text{ euros (CDDI + PEC+ CIE)}$$

Le Département du Cantal et l'Etat conviennent qu'un réajustement des objectifs prévus à la présente convention pourra avoir lieu en cours d'exécution, lors des bourses aux postes, sous réserve des crédits disponibles.

4. Fongibilité des enveloppes financières contrats aidés - IAE

Afin de favoriser l'optimisation des moyens financiers et ainsi contribuer à l'atteinte de l'objectif de favoriser l'entrée ou le retour en emploi des personnes bénéficiaires du RSA qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi, l'État et le Département du Cantal valide le principe d'une fongibilité raisonnable à l'intérieur de l'enveloppe des contrats aidés entre les PEC et les CIE et d'une fongibilité asymétrique de l'enveloppe des contrats aidés vers l'enveloppe de l'IAE à destination des ACI. Pour cette dernière, l'État et le Département pourront utilement s'appuyer sur les deux exercices annuels de bourse aux postes IAE et sur le suivi de la consommation mensuelles des ETP conventionnés par le « SI POP ».

5. Durée de la convention

Les dispositions de la présente convention couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Cette convention pourra faire l'objet d'un ou plusieurs avenants pour adapter la participation du Département au nombre de postes nécessaires dans l'IAE ou au titre des contrats aidés. Pour autant, cette participation sera limitée au budget voté lors de la session du 18 et 19 décembre 2023, frais de gestion ASP et augmentation du RSA compris.

Le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la convention est confié à :

- Le correspondant pour le Conseil départemental du Cantal est le Directeur du Pôle de la Solidarité ou son représentant.
- Le correspondant pour la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) du Cantal est la Directrice de la DDETSPP du Cantal ou son représentant.

Le suivi et le pilotage de la CAOM s'effectueront en partenariat avec la DDETSPP du Cantal et seront abordés lors des réunions du Service Public de l'Emploi.

Un bilan d'exécution de la convention est prévu en fin d'exercice 2024.

Fait à Aurillac,

Le Préfet du Cantal,

Le Président du Conseil départemental,

Laurent BUCHAILLAT

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-20

**Appel à projets 2024 - Renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel
au sein des ateliers et chantiers d'insertion**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la délibération n° 20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n° 21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociale ;

- APPROUVE le lancement de l'appel à projets « Renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel au sein des Ateliers-Chantiers d'insertion » joint en annexe de la présente délibération.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Appel à projets dans lequel s'inscrit le projet	<input type="checkbox"/> Renforcement de l'accompagnement socio professionnel au sein des Ateliers-Chantiers d'Insertion (ACI)
Organisme porteur du projet	

Documents à fournir obligatoirement avec le dossier :

- Courrier de demande de soutien financier adressé au Président du département, signé du responsable légal de la structure
- Documents permettant l'identification du porteur de projet : Statut, SIRET, RIB, composition du Conseil d'administration et du bureau, copie de la publication au JO ou du récépissé de la déclaration à la préfecture
- La convention IAE et l'agrément préfectoral pour l'année en cours faisant état du nombre de postes agréés (ou l'attestation de dépôt de la demande en cours d'agrément ou de renouvellement). En cas de production d'attestation de dépôt, l'agrément sera exigé au moment du calcul du solde par le Conseil départemental.
- Dernier bilan et compte de résultat approuvés
- Dernier rapport du commissaire aux comptes
- Ensemble des CV et des diplômes du personnel en charge de l'accompagnement socio-professionnel
- Contrat de travail et lettre de missions du personnel affecté à l'accompagnement socio-professionnel précisant la quotité du temps de travail affectée à l'action,
- Attestation de régularité fiscale
- Attestation de non assujettissement à la TVA

Les dossiers de candidature devront être adressés **avant le 31/03/2024 :**

- Par lettre recommandée avec avis de réception

À l'attention du Président du Conseil départemental
Service Emploi Insertion
Conseil départemental du Cantal
Hôtel du Département
28, avenue Gambetta
15015AURILLAC Cedex.

Le dossier d'appel à projets sera transmis dans une enveloppe cachetée portant les mentions « ne pas ouvrir » et « appel à projet - Renforcement de l'accompagnement socio professionnel au sein des Ateliers-Chantiers d'Insertion (ACI) » qui comprendra une sous-enveloppe contenant l'ensemble des pièces nécessaires au dossier.

- Ou par courriel avec accusé de réception, à l'adresse suivante : dasei.sei@cantal.fr

Pour toute information complémentaire : vous pouvez joindre le chef de projet insertion :

- Morgane ALBEAUX : malbeaux@cantal.fr / 04.71.60.52.22
- Martine SEMETE : msemete@cantal.fr / 04.71.46.22.43

I - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

A/ IDENTITÉ DE L'ORGANISME

Raison sociale

(Nom complet détaillé - pas de sigle)

Statut juridique

☐ Association

☐ Autre (préciser) :

Adresse du siège social

Adresse de l'antenne locale
(si différente du siège social)

Activité, objet social

N° SIRET

Assujettissement à la TVA (pour l'action considérée) ☐ OUI ☐ NON ☐ Partiellement

B/ REPRÉSENTANT LÉGAL

Nom et Prénom

Fonction dans l'organisme

Téléphone

Courriel

C/ INTERLOCUTEUR/CORRESPONDANT DE L'ACTION (s'il diffère du représentant légal)

Nom et Prénom

Fonction dans l'organisme

Téléphone

Courriel

D/ ATELIER(S) ET CHANTIER(S) D'INSERTION PORTEUR(S) DE PROJETS

Nom du ou des ACI

II – PRÉSENTATION ET ENGAGEMENT DE L'ATELIER ET CHANTIER D'INSERTION

A/ MOYENS HUMAINS DE L'ORGANISME

	Nombre	ETP
Salariés permanents d'encadrement et administratif		
Accompagnants socio professionnel (CIP) sur l'ACI		
Encadrants techniques		
Salariés en insertion en ACI et ETP conventionnés		

OPCO

B/ AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES RELATIVES A VOTRE ORGANISME

Êtes-vous affilié à un réseau de l'IAE ?

☐ OUI

☐ NON

Êtes-vous membre d'un réseau ?

☐ OUI

☐ NON

Si oui, lequel ? (réseau de l'IAE, ESS...)

Commentaires que vous souhaitez apporter

C/ EXPERIENCE DE L'ORGANISME DANS LE DOMAINE

Décrivez l'expérience de l'organisme

III – DESCRIPTION DE L'ACTION

Partie à compléter en se référant à l'appel à projets de l'action concernée

A/ CALENDRIER DE RÉALISATION DE L'ACTION

Date de début

jj/mm/aaaa

Date de fin

jj/mm/aaaa

B/ LOCALISATION

Lieux d'exécution

Indiquer l'adresse des lieux d'exécution

C/ NATURE DES TRAVAUX confiés par les chantiers d'insertion

Décrire la nature des travaux ou des types d'ouvrages que vous envisagez de confier aux salariés en insertion

D/ TYPOLOGIE DU PUBLIC ÉLOIGNÉ DE L'EMPLOI

Typologie du public éloigné de l'emploi, statut, proportion de bénéficiaires du RSA, répartition homme/femme...

E/ PERSONNEL AFFECTE A L'ATELIER ET CHANTIER D'INSERTION

Nom Prénom	Fonction (CIP)	ETP consacré à la mission d'accompagnement sur la période	Si la personne a une autre mission dans la structure indiquez laquelle et à quelle quotité de temps de travail :

Moyens mis en œuvre en cas d'absence prolongée (>1 mois) ou de départ anticipée du / des CIP

--

F/ PERSONNEL AUTRE QUE CONSEILLIER EN INSERTION PROFESSIONNELLE LIE A L'ACTION

Nom Prénom	Fonction (Éducateur spécialisé, Psychologue, Coordination Secrétaire, Comptable, Directeur...)	ETP consacré à la mission sur la période	Si la personne a une autre mission dans la structure indiquez laquelle:

G/ MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DES PARTICIPANTS

Une heure mensuelle d'entretien est demandée.

Décrire la mise en œuvre de l'accompagnement des participants par l'ACI :

- Rythme des entretiens CIP / salariés en insertion :

- Coordination partenariale à l'entrée du salarié en insertion – pendant le parcours et à la sortie :

- Solutions proposées ou liens établis avec le réseau dans le cas des situations complexes pour éviter les sorties sans solution :

H/ OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

En termes d'accompagnement :

- Préparer la reprise d'un emploi des publics : **Préciser les actions prévues de nature à faciliter le retour à l'emploi des salariés des ACI (démarches vers les entreprises, PMSMP, Clauses sociales...).**
- Assurer la progression individuelle des savoir-être et des savoirs faire,
- Faciliter l'accès à des formations afin de développer des compétences transférables,
- Lever tout ou partie des freins à l'emploi,
- Formaliser un projet professionnel.

CONTENU DÉTAILLÉ DE L'ACTION Décrire l'organisation de l'action, les étapes de réalisation, la méthodologie, les moyens mobilisés pour répondre aux objectifs opérationnels...

IV – CRITERES SPECIFIQUES DE SELECTION DE L'ACTION

A/ PARTENARIAT DE L'ACTION

Description des partenariats **existants** (Pôle emploi, Cap emploi, relations avec les Maisons de la Solidarité départementale, Mission locale...)

Partenaires	Type de partenariat (Logistique, humain, financier...) Forme du partenariat (convention...)	Description détaillée des apports et perspectives recherchées

Quels **nouveaux** partenariats allez-vous développer pour mettre en œuvre votre action ?

Partenaires	Type de partenariat (Logistique, humain, financier...) Forme du partenariat (convention...)	Description détaillée des apports et perspectives recherchées

Préciser les modalités de **pilotage** de votre action avec le Département

B/ PARTENARIAT ENVISAGE AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES (ENTREPRISES)

Préciser les actions prévues **facilitant le retour à l'emploi des personnes sortants des ACI** (démarches vers les entreprises).

C/ MOYENS PREVUS POUR ASSURER LA PUBLICITE DE LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Indiquer les documents utilisés, supports d'information, sites du Département...

V – INDICATEURS DE REALISATION ET DE RESULTATS

A/ NOMBRE PREVISIONNEL DE PARTICIPANTS

(Se référer à l'appel à projets qui fixe les attentes du Département sur un minimum de bénéficiaires de RSA à accompagner d'au moins 40%)

	2024	
	Tous publics	Dont BRSA
Nombre en simultané		
- En places		
Nombre d'entrées nouvelles prévues sur l'année		
- En places		

B/ NOMBRE D'ETP CDDI SOLLICITES AUPRES DES SERVICES DE LA DDETS (tous publics confondus)

2024

C/ RÉSULTATS DES ANNEES PRECEDENTES

Reporter les résultats réalisés en termes de sorties dynamiques validées par l'ASP

	Sorties emplois durables	Sorties emplois de transitions	Sorties positives	Autres sorties
2022				
2023				

ANNEXE 1 : ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

(Attestation à fournir tous les 6 mois)

Je soussigné(e), (nom et prénom)

Représentant(e) légal(e) de l'association

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter) lui permettant d'engager celle-ci.

Déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;

- exactes et sincères les informations du présent formulaire.

Fait, le XX/XX/2024

à

Signature

**ANNEXE 2 : ATTESTATION DE DELEGATION DE SIGNATURE
DU REPRESENTANT LEGAL**

Je soussigné, (nom, prénom et qualité du représentant légal),

en qualité de représentant légal de

(nom de l'organisme bénéficiaire qui sollicite la subvention
désignée dans le présent dossier)

ayant qualité pour l'engager juridiquement, atteste que délégation de signature est donnée à

(nom, prénom et qualité du délégataire)

à l'effet de signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de l'action décrite dans la présente demande de concours, à son suivi administratif et financier et tout document sollicité par les instances administratives habilitées au suivi, à l'évaluation et au contrôle des aides du Département du Cantal.

Les documents signés en application de la présente délégation de signature, comporteront la mention "pour le représentant légal et par délégation".

Je m'engage à faire connaître toute limitation apportée à cette délégation de signature.

Date :

Prénom, Nom, Qualité du délégataire
Signature

Prénom, Nom, Qualité du représentant légal
Signature et cachet de l'organisme bénéficiaire



APPEL À PROJETS 2024

RENFORCEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIO- PROFESSIONNEL AU SEIN DES ATELIERS CHANTIERS-D'INSERTION

Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025

PRÉAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, élabore deux documents pluriannuels stratégiques et de planification, en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués : le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi. Pour la période 2021-2025, le Département a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le PDIE et le PTIE dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

L'enjeu de ce PDIE-PTIE est d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.

Le PDIE-PTIE fixe cinq engagements :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé,
- Un passeport vers l'emploi,
- Un parcours d'insertion sans obstacle,
- Une prise en compte des spécificités de chacun,
- Une offre d'insertion lisible et cohérente.

Le présent appel à projets est l'un des outils concrets qui tend à la réalisation de ces objectifs. Il vise à favoriser le retour et le maintien dans l'emploi des personnes allocataires du revenu de solidarité active et à inciter les Ateliers-Chantiers d'insertion(ACI) bénéficiant d'une aide au titre de l'année 2024 à proposer un accompagnement renforcé, intensif et adapté. A ce titre, elles répondent à un double enjeu : celle de l'accueil, l'embauche et la mise en situation de travail de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières et celle de la création et du développement d'activités utiles pour un territoire et ses habitants.

1-CONTENU DU PROJET ET OBJECTIFS POURSUIVIS

Les ateliers-chantiers d'insertion (ACI) qui ont développé une offre de services à destination des publics les plus éloignés de l'emploi sont idéalement positionnés. Levier vers un emploi classique et durable en réduisant la sélectivité du marché du travail, les Ateliers Chantiers d'insertion favorisent pour les publics les plus éloignés de l'emploi une meilleure appréhension de l'environnement socio-économique.

Cet appel à projets privilégie la mise en œuvre de projets qui permettront de dynamiser la recherche d'emploi des personnes. Au regard de cet objectif, il s'agit donc de :

- ✓ Proposer un accompagnement fondé sur une évaluation des compétences, des aptitudes et des motivations des bénéficiaires qui leur permette de définir leur propre parcours et de renforcer la confiance et l'estime de soi nécessaire à leur intégration professionnelle. L'accompagnement proposé vise ainsi le développement de la personne. Le processus engagé doit permettre aux bénéficiaires « d'aller vers » les employeurs pour mieux connaître et analyser leurs besoins. Plusieurs « supports » peuvent être mobilisés : mise à disposition d'informations sur les évolutions du marché du travail local, définition du projet personnel et professionnel, bilan de compétences, stage de confirmation du projet professionnel, soutien adapté aux besoins spécifiques du bénéficiaire, orientation pour l'accès à la formation et à la qualification... L'accompagnement adapté aux problématiques des personnes peut prendre la forme d'un accompagnement individuel

renforcé ou d'actions collectives, traitant à la fois des difficultés sociales et professionnelles des bénéficiaires.

- ✓ Développer les passerelles entre SIAE (de l'ACI vers l'AI, ETTI...) et entre les ACI et les entreprises afin de faciliter l'accès à l'emploi. Les bénéficiaires, parfois éloignés de l'emploi depuis un temps long, doivent pouvoir mieux connaître les attentes des employeurs (besoins des employeurs, critères de recrutement...), les offres disponibles, les perspectives dans les différentes filières professionnelles et bénéficier de « mises en situation de travail ». L'accompagnement vise ainsi à améliorer la rencontre entre les employeurs qui cherchent à recruter et les personnes qui recherchent un emploi. Plusieurs modalités d'action peuvent concourir à cet objectif : le repérage des opportunités et des nouveaux besoins des entreprises locales, la visite au sein d'entreprises qui recrutent, la mobilisation des périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP), la réalisation de stages de découverte en entreprise, l'animation de réseaux avec les acteurs économiques et les entreprises locales débouchant sur de nouvelles possibilités d'intégration des allocataires, la mise en œuvre d'actions conjointes visant à rendre les emplois non pourvus plus attractifs et moins instables.

2. PUBLIC ELIGIBLE

L'appel à projets vise directement les personnes éloignées de l'emploi résidant sur le territoire cantalien et plus particulièrement les bénéficiaires du RSA. Les actions proposées dans le cadre de cet appel à projets pourront toutefois être élargies à d'autres publics sous réserve que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2024.

Les participants doivent bénéficier d'un agrément PASS IAE via la plateforme de l'inclusion (conditions d'éligibilité fixées dans ce cadre).

Le porteur veillera à proposer des activités permettant de garantir une mixité des publics (hommes et femmes).

3. PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Les candidats doivent déposer un projet se réalisant sur le territoire cantalien.

4. PORTEURS DE PROJETS ÉLIGIBLES

Cet appel à projets s'adresse uniquement aux opérateurs relevant du secteur de l'insertion par l'activité économique agréés par l'Etat et développant leur projet dans le Cantal. Sont concernés par cet appel à projets : Les Ateliers-Chantiers d'Insertion (ACI).

Le Conseil départemental s'appuie sur l'agrément IAE accordé par l'Etat lors du Comité Départemental d'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE).

5. PÉRIODE DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

La période de réalisation des opérations devra obligatoirement se situer entre le 01 janvier 2024 et le 31 décembre 2024.

6. LIVRABLES ATTENDUS

Le porteur de projet s'engage à communiquer au Département au plus tard le 31 janvier 2025 :

- Bilans individuels de fin parcours (modèle en annexe) pour chaque salarié en Contrat à Durée Déterminée d'insertion (CDDI) ou bilan intermédiaire si le salarié n'est pas sorti de l'ACI au 31/12/2024,
- Feuilles d'émargements cosignées par le salarié en insertion et le CIP lors de chaque entretien,

- Un bilan d'exécution présentant la mise en œuvre de l'opération et les résultats obtenus.

7. MODALITÉS DE SÉLECTION DES OPÉRATIONS

Les dossiers de candidature seront examinés par un comité de sélection constitué par le directeur de la DASEIL, la cheffe du service Emploi Insertion, les chefs de projet insertion qui apprécie l'éligibilité, l'opportunité et la faisabilité de l'opération au regard des objectifs définis.

Les projets ainsi retenus seront ensuite soumis à la validation de la Commission permanente. Ils feront l'objet d'une convention annuelle avec le Conseil départemental.

En cas de pièces manquantes ou d'informations complémentaires nécessaires, le service Emploi Insertion sollicitera le porteur de projet.

Lorsqu'une même structure porte plusieurs actions, un seul dossier sera accepté avec toutefois une description spécifique de chaque action.

Le Conseil départemental du Cantal soutiendra les projets mettant en œuvre un accompagnement renforcé dédié à une insertion professionnelle durable.

Une attention particulière sera également portée aux domaines d'activités, à la diversité des métiers proposés et aux perspectives de développement économique de l'opérateur.

Une couverture géographique équilibrée du département est également recherchée.

8. CRITÈRES DE SÉLECTION DES OPÉRATIONS

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs prioritaires fixés dans le présent appel à projets en cohérence avec les orientations du PDIE-PTIE.

Les projets doivent être conduits au bénéfice des publics éligibles. Comme précisé au point 2, les actions proposées pourront toutefois être élargies à d'autres publics sous réserve que la part des personnes allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants pour obtenir la dotation maximale (cf partie 9).

Le dossier de candidature s'appuie par ailleurs sur une grille d'analyse comprenant 4 axes (dossier « demande de candidature 2024-Appel à projets ACI » à compléter) :

Axe 1- Moyens humains affectés à l'accompagnement social et professionnel (Chapitre III du dossier de candidature)

- Adéquation des moyens et des personnels affectés aux actions proposées

Compétences et qualifications des intervenants. A cet égard, l'encadrement socioprofessionnel devra être assuré par des professionnels qualifiés. Un référent au titre de l'accompagnement socioprofessionnel sera désigné pour chaque participant. En cas d'arrêt supérieur à 1 mois ou de départ anticipé du référent, le prestataire s'engage à identifier rapidement un autre accompagnateur disposant de compétences équivalente afin de ne pas créer de rupture dans l'accompagnement et à le signaler au service du Département le cas échéant.

Axe 2 – Mise en œuvre d'un accompagnement individualisé (chapitre III et IV du dossier de candidature)

1 heure d'entretien par mois à minima avec chaque salarié en insertion est attendue pour permettre la mise en place d'un parcours d'insertion formalisé devant mener à l'accès à une activité professionnelle durable et/ou à une formation en concertation avec les différents partenaires (référénts sociaux, France Travail, entreprises, organismes de formation) :

- L'accueil et l'intégration en milieu de travail (chapitre IV E et F du dossier de candidature) ; qualité et pertinences des méthodes et procédures d'intervention préconisées, outils pédagogiques et de suivis utilisés ;
- Valorisation des savoir-faire : la structure veillera à ce que le potentiel des salariés soit identifié et valorisé par la production d'un bilan de fin de parcours ;
- La formation des salariés en insertion : la formation professionnelle est indispensable pour compléter les acquis obtenus par le travail dans la structure ;

En matière de publics, le recrutement d'au moins 40% de bénéficiaires du RSA est attendu pour bénéficier de la dotation « RSA » maximum.

Axe 3 - La contribution à l'activité économique et au développement territorial

- Intensité de l'implication de la structure dans les partenariats locaux (entreprises classiques, autres SIAE, donneurs d'ordre...) accords éventuels liés à une filière d'activité... ;
- Perspectives de développement d'activité en lien avec les besoins du territoire, de nature à diversifier les activités supports de l'insertion et les profils des bénéficiaires. La relation directe avec les entreprises devra être recherchée notamment en s'appuyant sur les périodes de mise en situation professionnelle, les clauses sociales...

Axe 4- Outils d'évaluation

En termes de suivi, les structures devront privilégier la logique de parcours afin de permettre aux salariés en insertion de faire évoluer leur projet tant sur le plan social que professionnel ; à ce titre, un comité de suivi devra se réunir trimestriellement pour évaluer la situation de chaque salarié. Il associera notamment les prescripteurs du public, les référents de parcours et le service Emploi Insertion. Les structures devront rappeler que, conformément aux articles L 262-44 du code de l'action sociale et des familles et de l'article L226-13 du code pénal, tous les professionnels qui interviennent dans ces instances sont soumis au secret professionnel. Ces comités permettront également, de faire état du taux de recrutement des BRSA, des difficultés éventuelles et de tout autre point nécessaire de partager.

9. MODALITÉS DE FINANCEMENT

Le montant global de cet appel à projets est fixé à 239 000 € maximum.

La participation du Département dans le cadre de cet appel projets prendra en compte les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des actions conduites en faveur des personnes bénéficiaires du RSA résidant sur le territoire cantalien.

Le financement des projets retenus dans le cadre de cet appel à projets seront établis selon deux types de dotations :

Dotation CIP

Une dotation maximale de 15 000 € par ETP de conseiller en Insertion Professionnelle (CIP) sera allouée aux porteurs de projets pour la prise en charge d'une partie du coût des ETP de CIP. Cette dotation sera calculée sur la base de la déclaration, en cours de validité faite dans l'annexe à la convention entre l'Etat et la structure porteuse.

Le versement de l'aide départementale se fera sur la base des justificatifs de réalisations suivants :

- Contrats de travail,
- Fiche de poste ou lettre de mission précisant la quotité d'heures consacrées à l'accompagnement socio-professionnel des salariés en insertion de l'ACI,
- CV et diplôme.

Dotation RSA

Le Département attend que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2024 jusqu'au 31/12/2024.

Une dotation maximale de 10 000 € par porteur de projets sera allouée pour encourager le recrutement de salariés en CDDi dont le statut, lors du recrutement, est bénéficiaire du RSA. Pour percevoir la dotation maximum, la structure devra recruter au minimum 40 % de BRSA sur la période donnée.

Modalité de calcul de la dotation

Taux de BRSA recrutés du 01/01/2024 au 31/12/2024	Montant de la dotation
≥ 40 %	100%
≥ 30 %	75%
≥ 20%	30%
≥ 10%	15%
≥ 5%	5%
< 5 %	Pas de dotation

Afin qu'il soit procédé au calcul définitif et au paiement de l'aide allouée au titre de la dotation RSA, la structure devra présenter, au terme de l'action et au plus tard le 31/01/2025, l'ensemble des documents suivants :

- Attestation RSA du mois du recrutement du salarié en insertion,
- Contrat de travail initial,
- Bilan de fin de parcours,
- Liste de l'ensemble des salariés en insertion recrutés à compter du 1^{er} janvier 2024.

La dotation RSA sera attribuée au plus tard 30 jours après la production par la structure de l'ensemble des pièces nécessaires.

Le porteur de projet s'engage à faire figurer le logo du Département du Cantal sur les documents de restitution des résultats ainsi que sur tous les supports de communication envisagés.

10. MODALITÉS DE RÉPONSE

Le dépôt simultané de plusieurs projets par un même porteur n'est pas autorisé. Les dossiers de candidature devront comporter :

A/ Les pièces administratives suivantes :

- Courrier de demande de soutien financier adressé au Président du département, signé du responsable légal de la structure,
- Documents permettant l'identification du porteur de projet : Statut, SIRET, RIB, composition du Conseil d'administration et du bureau, copie de la publication au JO ou du récépissé de la déclaration à la préfecture,
- La convention IAE et l'agrément préfectoral pour l'année en cours faisant état du nombre de postes agréés (ou l'attestation de dépôt de la demande en cours d'agrément ou de renouvellement). En cas de production d'attestation de dépôt, l'agrément sera exigé au moment du calcul du solde par le Conseil départemental.
- Dernier bilan et compte de résultat approuvés,
- Dernier rapport du commissaire aux comptes,
- Ensemble des CV et des diplômes du personnel en charge de l'accompagnement socio-professionnel,
- Attestation de régularité fiscale (à actualiser tous les 6 mois),
- Attestation de non assujettissement à la TVA

Les documents obligatoires devront être transmis par le porteur de projet lors de sa candidature. Si certains documents sont manquants, le porteur du projet sera sollicité par le Conseil départemental et disposera d'un délai de 6 jours pour régulariser.

A défaut de production des documents, le dossier sera réputé non recevable.

B/ Dossier de candidature

Chaque porteur de projet(s) devra faire parvenir un dossier de candidature complet adressé par lettre recommandée avec avis de réception, avant le 31/03/2024 à 23H59 (date de réception des dossiers) au :

Président du Conseil départemental
Conseil départemental du Cantal
Service Emploi Insertion
Hôtel du département
28, Avenue Gambetta
15015 AURILLAC Cedex

La date de réception de ce dossier papier fera foi. Un double de ce dossier devra également être transmis par voie électronique à l'adresse suivante : dasei.sei@cantal.fr

Tout dossier ne respectant pas ces modalités sera considéré comme non recevable

11. RESULTATS ATTENDUS DE L'OPERATION

Indicateurs de réalisation et de résultats retenus :

- Caractéristiques globales du public,
- Nombre de BRSA recrutés sur la période donnée,
- Liste des Brsa ayant bénéficié d'actions de formation, de PMSMP, missions clause sociale..., ayant intégré une formation qualifiante, ...
- Pourcentage des sorties dynamiques des Brsa sur le nombre total de sorties dynamiques,
- Liste des BRSA ayant participé à une action d'insertion permettant la levée de freins à l'emploi (actions mobilité, santé, etc.)

12. PILOTAGE DE L'ACTION ET SUIVI

Le porteur de projet fera chaque trimestre, lors de comité de suivi des parcours, un retour des accompagnements réalisés auprès du chef de projet insertion référent du Conseil départemental. A cette occasion, pourra être également travaillée la suite de parcours proposée aux bénéficiaires en lien avec la structure accueillante. La composition et les modalités d'intervention pourront prendre appui sur les travaux engagés dans le cadre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi.

Un comité de pilotage de l'opération, réunissant les représentants des structures retenues dans le cadre de cet appel à projets et des représentants du Département, sera mis en place et se réunira au moins une fois par an à l'initiative de la structure.

A l'occasion de ce comité de pilotage, le prestataire retenu fournira un bilan qualitatif et quantitatif de l'action respectant la trame fournie par le Service Emploi Insertion. Ce bilan permettra notamment d'expliquer les écarts qui auront pu survenir, et d'éclairer l'analyse des indicateurs demandés.

13. CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Lancement de l'appel à projets :

Ouverture du dépôt des candidatures à l'appel à projets : 01/03/2024

Clôture du dépôt des candidatures de l'appel à projets : 31/03/2024

Les décisions du Département feront l'objet de notifications, par voie postale, après passage en Commission permanente.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet,

Merci de bien vouloir contacter le Service Emploi Insertion :

par courriel à : dasei.sei@cantal.fr

par téléphone :

Laurence GRANGER : 04.71.46.20.32

Morgane ALBEAUX : 04.71.60.52.22

Martine SEMETE : 04.71.46.22.43

ou par courrier à : Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal

Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta

15 015 AURILLAC Cedex

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-21

Convention relative à l'attribution d'une subvention à la Maison Familiale Rurale de Saint-Flour dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 - Parcours d'insertion sans obstacle - Action de professionnalisation aux métiers du secteur sanitaire, social et d'animation en milieu rural

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la délibération n° 20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n° 21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la Maison Familiale Rurale le 4 août 2023 ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat relative à la mise en œuvre de l'action de professionnalisation aux métiers du sanitaire et social et de l'animation 2023-2024 à conclure avec la Maison Familiale Rurale de Saint-Flour, telle qu'elle est jointe en annexe ;

- **APPROUVE** le montant du concours financier du Conseil départemental à hauteur de 12 500 euros pour 2024 ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA
MAISON FAMILIALE RURALE DE SAINT-FLOUR
DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJET 2021-2025
« PARCOURS D'INSERTION SANS OBSTACLE »

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 23 février 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part, Et

LA MAISON FAMILIALE RURALE, 10, route de Massalès 15100 SAINT-FLOUR, représentée par son Président, Monsieur Pascal THIERRY,

ci-après désigné par les termes « **la Maison Familiale Rurale** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la délibération n°20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la Maison Familiale Rurale le 04 aout 2023 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Les métiers d'accompagnement (auxiliaire de vie sociale ou encore aide à domicile) ont un rôle fondamental en concourant au maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées et en participant à la préservation et à la restauration de leur autonomie.

Les services d'aide à domicile ou les établissements médicaux-sociaux sont confrontés à des difficultés de recrutement massives, alors même que les besoins d'aide, d'accompagnement et de soins des personnes âgées ou en situation de handicap, sont en constante augmentation.

Les métiers du secteur sanitaire et social sont accessibles à différents niveaux de qualification et offrent de nombreuses opportunités d'emploi. Il apparaît donc essentiel de rapprocher l'offre et la demande d'emploi et de favoriser la montée en compétences des publics en insertion.

Cet engagement s'inscrit dans le PDIE-PTIE (Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi-Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi) 2021-2025 pour lequel le Département a publié un appel à projets afin de déléguer la mise en œuvre de l'engagement n° 3 « Pour un parcours d'insertion sans obstacle ».

Par cette approche, le Département réaffirme, aux côtés de l'ensemble de ses partenaires, que personne n'est définitivement inemployable. Chacun doit en effet trouver des réponses adaptées pour lever les obstacles qu'il rencontre dans son processus d'insertion professionnelle et bénéficier d'un accompagnement au plus près de ses besoins ayant pour objectif final une reprise d'activité.

La Maison Familiale Rurale de Saint-Flour, forte de 45 ans d'expérience dans le domaine de la formation initiale et de 20 ans dans celui de la formation continue a développé diverses compétences qui lui permettent d'intervenir auprès des adultes loin de l'emploi, en situation d'exclusion et en recherche d'insertion sociale. Depuis 2010, la Maison Familiale Rurale propose des actions de professionnalisation aux métiers sanitaires et sociaux en milieu rural. Leur offre de service doit permettre de répondre aux attentes du Département en matière d'insertion sociale et professionnelle des personnes en insertion tout en répondant aux difficultés de recrutement de ce secteur.

ARTICLE1- OBJET DE LA CONVENTION

Le Conseil départemental du Cantal confie à la Maison Familiale Rurale de Saint-Flour **l'accompagnement de 7 à 10 bénéficiaires** notamment des allocataires du Revenu de Solidarité Active, jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou travailleurs handicapés. L'association est chargée, en lien avec l'ensemble des partenaires du territoire, **de permettre à des personnes en situation de précarité d'intégrer une action de professionnalisation aux métiers du secteur sanitaire et social et d'animation**. L'action se déroule sur une période de **6 mois et compte 11 semaines de formation en centre à raison de 30h/semaine et 11 semaines de stage à raison de 35h/semaine**.

Les bénéficiaires concernés seront orientés vers la Maison Familiale Rurale par leur référent de parcours. Ils auront le **statut de stagiaire de la formation professionnelle** et percevront, à ce titre, une rémunération.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE LA MAISON FAMILIALE RURALE

Par la présente convention, la Maison Familiale Rurale s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à **accompagner 7 à 10 bénéficiaires**.

Cet accompagnement a pour ambition la mise en œuvre de parcours individualisés, reliés aux réalités, besoins et ressources territoriales. L'action de professionnalisation aux métiers sanitaires et sociaux et d'animation doit permettre à chaque bénéficiaire de **favoriser le développement de ses compétences de base et ainsi d'accéder aux emplois du secteur médico-social et de l'animation**.

Conformément à la demande de subvention annexée à la présente convention, l'action de professionnalisation aux métiers sanitaires et sociaux et d'animation alternera :

- Des périodes de formation en centre (11 semaines),
- Des périodes de stages en entreprise (11 semaines).

Des temps **d'entretiens individuels** permettront d'accompagner le stagiaire au plus près de ses besoins en **favorisant la levée des obstacles et des freins à l'emploi** tels que la garde d'enfant, la mobilité.

ARTICLE 3 - VOLUME DE PUBLIC CONCERNÉ

La Maison Familiale Rurale propose d'accompagner 7 à 10 personnes durant l'action de préformation du **13 novembre 2023 au 26 avril 2024**, identifiées par les référents uniques, les services du Département ou les partenaires.

La mobilisation des participants est un axe important permettant l'entrée et notamment le maintien dans l'action de professionnalisation aux métiers du secteur sanitaire, social et de l'animation.

ARTICLE 4 - MOYENS MIS À DISPOSITION

Pour la mise en œuvre des parcours d'accompagnements, la Maison Familiale Rurale met à disposition **4 intervenants**.

ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le **coût total éligible prévisionnel de l'opération est de 48 500 €** pour la durée de cette convention.

La **subvention départementale attribuée à la Maison Familiale Rurale** pour la réalisation de l'opération, au titre des années 2023 et 2024, **est fixée à un montant de 12 500 € maximum**, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de **25,77 % du coût total éligible** de l'opération.

Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata **des dépenses effectivement justifiées** par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

Une **avance de 2 500 €, soit 20,00% du montant prévisionnel**, est versée à la Maison Familiale Rurale dès notification de la présente convention.

7.2 Solde

Le **solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion** sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de la Maison Familiale Rurale selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

ASSOC. MFREO
Domiciliation bancaire : ST FLOUR MARGERID (04839)
N° IBAN : FR 76 1680 6048 2132 0074 3400 036
BIC : AGRIFRPP868

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE LA MAISON FAMILIALE RURALE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par la Maison Familiale et Rurale pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par ce dernier à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les bénéficiaires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par la Maison Familiale et Rurale (perte, vol, divulgation, altération, ...), celui-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

8.1 Utilisation de la subvention

La Maison Familiale Rurale accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Conseil départemental, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, la Maison Familiale Rurale s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, la Maison Familiale Rurale s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

La Maison Familiale Rurale s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux cofinanceurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de la Maison Familiale Rurale au bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

La Maison Familiale Rurale s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

La Maison Familiale Rurale s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, la Maison Familiale Rurale se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de la Maison Familiale Rurale le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

La Maison Familiale Rurale devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

ARTICLE9 - REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visées à l'article 8, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre la Maison Familiale Rurale le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à la Maison Familiale Rurale en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement. Cette lettre précise le délai dont dispose la Maison Familiale Rurale pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE10- CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à la Maison Familiale Rurale de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11- SUIVI ET ÉVALUATION

Un **comité de pilotage** réunissant les différents partenaires se réunit en amont d'action afin de :

- Faire des propositions d'ajustement,
- Adapter la communication,
- Réfléchir sur les financements.

Il se réunira aussi à mi-parcours et en fin de parcours afin de réaliser le bilan final.

Le comité de pilotage est composé notamment des représentants des signataires de la présente convention, des représentants du Conseil Régional d'Auvergne Rhône-Alpes, des partenaires prescripteurs et tout autre acteur clé nécessaire.

Lors du bilan à mi-parcours ou de fin de parcours, la présence des stagiaires et de leurs prescripteurs, en sus, de la responsable de l'action, des prescripteurs et des financeurs, serait appréciée.

Bilan d'exécution

Il portera sur des éléments **qualitatifs et quantitatifs du public accompagné** : bénéficiaires accompagnés, date d'entrée, date de sortie, nombre d'entretiens réalisés, freins et ressources principaux, propositions faites (emploi, formation, PMSMP, alternance et solutions face aux freins périphériques à l'insertion socioprofessionnelle constatés).

Il portera également sur la **description quantitative et qualitative des ressources existantes mobilisées** : dispositifs, acteurs économiques ou associatifs, partenaires, etc. tout au long de l'action dans l'objectif de favoriser la montée en compétences des publics en insertion.

ARTICLE 12 - DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du **1^{er} novembre 2023 et jusqu'au 31 mai 2024**. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

13.1 : A l'initiative de la Maison Familiale Rurale

La Maison Familiale Rurale peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

La Maison Familiale Rurale est tenue de **respecter l'ensemble des obligations contractuelles** pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2:A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Maison Familiale Rurale, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de la Maison Familiale Rurale est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque la Maison Familiale Rurale n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque la Maison Familiale Rurale refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

La Maison Familiale Rurale dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de la Maison Familiale Rurale, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision à la Maison Familiale Rurale par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3:Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de la Maison Familiale Rurale ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à la Maison Familiale Rurale.

Les sommes dues à la Maison Familiale Rurale à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par la Maison Familiale Rurale déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance consentie aux termes de l'article 7.1.

ARTICLE14 - ÉLECTION DE DOMICILE/LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE15 - ANNEXE

Le dossier de demande de subvention joint en annexe fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de la Maison Familiale Rurale,

Bruno FAURE

Pascal THIERRY

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-22

**Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Compagnons Bâtisseurs
Auvergne dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 Parcours d'insertion sans obstacle**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.263-1 à L.263-2 et L. 262-29 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu la délibération n°09CP08-005 de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 approuvant la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active et la délibération n° 10CP07-10 de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 approuvant l'avenant à la convention ;

Vu la délibération n° 18CD04-07 du Conseil départemental du 21 septembre 2018 approuvant le Plan Hébergement Logement du Cantal (2018-2023) - 1^{er} Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées ;

Vu la délibération n° 19CD03-14 du Conseil départemental du 27 juin 2019 approuvant le règlement intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement ;

Vu la délibération n° 20CD05-03 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Schéma Départemental de l'Autonomie 2021-2025 ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociale ;

Vu la délibération n° 22CP01-23 du Conseil départemental du 28 janvier 2022 approuvant la convention d'une subvention à l'association Compagnons Bâtisseurs Auvergne dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 : parcours d'insertion sans obstacles ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de l'Association Compagnons Bâtisseurs en date du 24 août 2021 ;

- **APPROUVE** la convention jointe en annexe relative au financement des dépenses engagées pour la réalisation des actions du projet « Bricobus Solidaire » dans le Cantal, présentées par l'Association Compagnons Bâtisseurs Auvergne au titre des années 2024 et 2025.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **APPROUVE** l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de 94 000 € sur la durée de la convention.

- **APPROUVE** le versement d'une subvention de 47 000 € pour l'année 2024, selon l'imputation suivante :

- 20 000 € seront imputés au chapitre 017, nature 6568, sous fonction 443 dédié aux actions d'insertion sociale et professionnelle ;
- 20 000 € seront imputés au chapitre 65 nature 65568, sous fonction 428, dédié aux actions préventives du Fonds de Solidarité pour le Logement ;
- 7 000 € seront imputés au chapitre 65 nature 6568, sous fonction 420, dédié aux actions d'amélioration de l'habitat des personnes âgées ou handicapées.

La subvention 2025 sera versée en fonction des crédits disponibles votés.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
À L'ASSOCIATION COMPAGNONS BÂTISSEURS AUVERGNE
DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJET 2021-2025
« PARCOURS D'INSERTION SANS OBSTACLE »**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 23 février 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION COMPAGNONS BÂTISSEURS AUVERGNE, 40, rue des Salins 63000 CLERMONT-FERRAND, représentée par son Directeur, Monsieur Mael BERGER, ci-après dénommé : « **Les compagnons bâtisseurs** »

D'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu le Code de l'action sociale et notamment les articles L.263-1 à L.263-2 et L. 262-29 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n° 18CD04-07 du Conseil départemental du 21 septembre 2018 approuvant le Plan Hébergement Logement du Cantal (2018-2023) - 1^{er} Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées ;

Vu la délibération n° 19CD03-14 du Conseil départemental du 27 juin 2019 approuvant le règlement intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 17 décembre 2020 relative à l'approbation du Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;

Vu la délibération n° 20CD05-03 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Schéma Départemental de l'Autonomie 2021-2025 ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de l'Association Compagnons Bâtisseurs en date du 24 août 2021 ;

Vu la délibération n° 22CP01-23 du Conseil départemental du 28 janvier 2022 approuvant la convention d'une subvention à l'association Compagnons bâtisseurs Auvergne dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 : parcours d'insertion sans obstacles ;

Vu la décision n° 24CP02-xx de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 février 2024 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Chef de file de l'action sociale, le Conseil départemental du Cantal soutient et accompagne les ménages les plus précaires de son territoire, par le déploiement de ses travailleurs sociaux et la mobilisation de dispositifs d'appui ou financiers.

Les publics au cœur de l'action départementale sont plus particulièrement les bénéficiaires des minima sociaux, les personnes privées d'emploi et travailleurs pauvres, les familles en difficulté, et plus largement toute personne précarisée, isolée, ou en perte d'autonomie.

Attentif aux parcours de vie, le Conseil départemental cherche ainsi à :

- Mobiliser des moyens d'accompagnement pour construire des parcours d'insertion sociale et professionnelle cohérents et mobilisateurs à destination des actifs ;
- Accompagner les publics vieillissants pour sécuriser leur qualité de vie.

Un de ces engagements s'inscrit dans le PDIE-PTIE (Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi-Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi) 2021-2025 pour lequel le Département a publié un appel à projets afin de déléguer la mise en œuvre de l'engagement n° 3 « Pour un parcours d'insertion sans obstacle » afin que chacun puisse trouver des réponses adaptées pour lever les obstacles qu'il rencontre dans son processus d'insertion professionnelle et bénéficier d'un accompagnement au plus près de ses besoins ayant pour objectif final une reprise d'activité.

Cette opération s'inscrit aussi dans le PDALHPD (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées) et le Schéma de l'autonomie en réponse aux problématiques de mal logement et de l'amélioration du cadre de vie.

L'association Compagnons Bâtisseurs Auvergne mène depuis 2013 des actions ayant pour objet la promotion de la capacité d'agir et l'amélioration du logement des publics les plus fragiles et en situation de mal logement. Elle est reconnue d'intérêt général et bénéficie d'un agrément régional d'organisme agissant en faveur du logement des personnes défavorisées (agrément Ingénierie sociale, financière et technique). Présente sur Clermont-Ferrand, Thiers et Aurillac, son ambition est d'accompagner la remobilisation des publics fragiles en proposant des actions individuelles et collectives d'appropriation et d'amélioration du logement. Ces actions sont conduites sous la forme d'ateliers collectifs et participatifs, et sous la forme de chantiers d'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA).

Leur offre de service doit permettre de répondre aux attentes du Département en matière d'insertion sociale et professionnelle.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Conseil départemental du Cantal confie aux Compagnons bâtisseurs la mise en œuvre de l'action « Bricobus solidaire ». L'association est chargée, en lien avec l'ensemble des partenaires du territoire, de permettre à des personnes de lever les freins liés au logement, d'améliorer leur cadre de vie et de proposer aux bénéficiaires du RSA demandeurs d'emploi la validation d'une orientation professionnelle en testant leur aptitude au travail, mais également à destination des publics les plus vulnérables.

ARTICLE 2 : L'ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION COMPAGNONS BÂTISSEURS

Par la présente convention, l'association Compagnons bâtisseurs s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet « Bricobus solidaire ».

L'activité du Bricobus s'équilibre entre des temps dédiés au collectif et des temps d'accompagnement individuel. La démarche est à la fois technique et sociale puisqu'elle implique l'habitant à chacune des étapes de son projet.

Le Bricobus est un véhicule outillé itinérant, animé par un salarié de l'association Compagnons Bâtisseurs. Il fait connaître les dispositifs d'aides au logement et réalise des chantiers en Auto-Réhabilitation Accompagnée chez ses bénéficiaires. Les interventions peuvent être de plusieurs natures :

- Accompagnement vers les dispositifs grâce à un travail de repérage,
- Dépannage pédagogique (intervention courte urgente ou de confort),
- Réalisation de chantiers d'Auto-Réhabilitation Accompagnée,
- Animation d'une dynamique collective : organisation d'animations collectives et d'ateliers.

Conformément à la demande de subvention, l'accompagnement se déroulera selon les étapes suivantes :

- Identification des publics : pré-diagnostic des besoins, saisie de « fiches orientation »
- Réalisation du diagnostic sociotechnique et préconisations de travaux en Auto-Réhabilitation Accompagnée (le cas échéant en lien avec l'opérateur ANAH) ou, pour des besoins ponctuels et/ou urgents, réalisation des dépannages pédagogiques,
- Mise en œuvre de l'accompagnement : réalisation des devis (le cas échéant recherche d'artisans), recherche d'aides financières complémentaires, validation du devis avec le ménage et définition d'un calendrier de travaux, conventionnement du projet avec le ménage : rédaction des pièces administratives (contrat, assurances etc.), réalisation des travaux avec l'habitant (ou encadrement de travaux réalisés par l'habitant avec un artisan partenaire), suivi administratif des chantiers,
- Réalisation des bilans de chantiers.

L'intervention technique d'Auto-Réhabilitation Accompagnée est alors un support pour la poursuite d'objectifs de plus long terme qui peuvent par exemple concerner : la remobilisation des capacités d'agir, la reconnaissance ou la validation de savoir-faire, la création de liens sociaux, la mobilisation des ressources du lieu résidence et la réalisation des démarches administratives et professionnelles.

ARTICLE 3 : VOLUME CONCERNÉ

Chacun des partenaires obtient, au regard de sa contribution, un « crédit » de disponibilité du Bricobus. Les Compagnons Bâtisseurs affecteront cette disponibilité sur les différentes sollicitations : chantiers lourds ou légers, actions collectives, de dépannages pédagogiques. Ainsi, le nombre de bénéficiaires dépendra de la nature des interventions sollicitées.

Une observation nouvelle sera apportée au niveau du repérage et de l'orientation vers d'autres dispositifs.

Tableau indicatif du nombre d'interventions par an :

	Hypothèse basse	Hypothèse haute	Détails
Chantiers Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA)	12	20	Chantiers de 5 à 8 jours
Dépannages pédagogiques	18	25	Interventions d'environ 1 jour
Animations collectives	10	12	Actions collectives
Accompagnement vers des dispositifs à partir de repérages	15	20	
Total	55	77	

Lorsqu'un ménage ou bénéficiaire accompagné relève de la compétence de plusieurs partenaires (par exemple un allocataire CAF, bénéficiaire du RSA, vivant sur une collectivité partenaire), le temps de disponibilité consommé est mutualisé, et donc divisé en trois, favorisant ainsi le lien entre les porteurs de l'action.

ARTICLE 4 : MOYENS MIS A DISPOSITION

Pour la mise en œuvre de cette opération, l'Association Compagnons bâtisseurs mettra à disposition 3 intervenants à hauteur de 1,3 ETP.

ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération est de 250 631 € pour la période 2024-2025.

La subvention départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération est fixée à un montant de 94 000 euros maximum pour la durée de la convention soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 37,50 % du coût total éligible de l'opération dans le respect des budgets voté.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

Une avance de 47 000 € est versée au bénéficiaire dès notification de la présente convention soit 50 % du montant total de la subvention.

7.2 Solde

Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par la Mission Logement du Conseil départemental sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet avant le 23 décembre 2025.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait et sera au maximum de 47 000 €. L'Association Compagnons Bâtisseurs Auvergne s'engage à restituer au Conseil départemental tout financement qui ne serait pas utilisé dans le cadre de cette convention.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de l'Association Compagnons Bâtisseurs Auvergne selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

Domiciliation bancaire : ASS CBAU COMPAGNONS BATISSEURS AUVERGNE
N° IBAN : FR 76 4255 9100 0008 0136 8440 325
BIC : CCOPFRPPXXX

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION COMPAGNONS BÂTISSEURS :

Les Compagnons bâtisseurs s'engagent à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Les Compagnons bâtisseurs s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Projet et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par les Compagnons bâtisseurs, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.1 Utilisation de la subvention

Les Compagnons bâtisseurs acceptent tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, les compagnons bâtisseurs s'engagent, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, les compagnons bâtisseurs s'engagent à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

Les compagnons bâtisseurs s'engagent à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux cofinanceurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication des compagnons bâtisseurs au bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

Les compagnons bâtisseurs s'engagent à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par la Mission Logement, ou tout autre organisme externe mandaté par la Mission Logement, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

Les compagnons bâtisseurs s'engagent à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectuée par la Mission Logement ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener la Mission Logement à exiger des compagnons bâtisseurs le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

Les compagnons bâtisseurs devront tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT :

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 5-2, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée aux compagnons bâtisseurs en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible aux compagnons bâtisseurs de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 : SUIVI ET ÉVALUATION

Le bénéficiaire organise et planifie, en concertation et/ ou à la demande des services du département, les réunions du Comité de pilotage et du Comité Technique de Suivi.

Un comité de pilotage (COPIL) sera réuni au minimum annuellement. Il est composé de l'ensemble des partenaires financiers du projet (techniciens et élus). Il a pour vocation de définir collectivement les objectifs, les indicateurs et la stratégie de déploiement. Les Compagnons Bâtisseurs rendent compte globalement de l'activité déployée, de l'utilisation du budget octroyé et du respect des engagements contractuels. Pour cela, les compagnons bâtisseurs produiront un bilan d'exécution et un rapport financier. Le COPIL réoriente au besoin les actions.

Concernant le suivi des situations accompagnées, le Comité Technique de Suivi (CTS) se réunit régulièrement, de l'ordre de 6 fois par an. Il rassemble les travailleurs sociaux et techniciens habitat qui ont en charge l'accompagnement des bénéficiaires. Il permet de présenter les situations, de suivre les orientations, d'articuler les réponses, de réorienter au besoin vers les dispositifs de droit commun ou d'autres dispositifs, ou de déclencher des mesures d'appui spécifiques en cas d'urgence ou de besoin.

Les dossiers présentés devront faire l'objet d'une validation par les services du département, ou du coordonnateur social logement, avant que ne débute une quelconque action.

ARTICLE 12 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du 1^{er} janvier 2024 et s'achèvera au 31 décembre 2025 Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

13.1 : A l'initiative des compagnons bâtisseurs

Les compagnons bâtisseurs peuvent renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée à la Mission Logement au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Les compagnons bâtisseurs sont tenus de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux compagnons bâtisseurs, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle des compagnons bâtisseurs est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque les compagnons bâtisseurs n'exécutent pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque les compagnons bâtisseurs refusent de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

Les compagnons bâtisseurs disposent d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier de la Mission Logement pour présenter à cette dernière ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre des compagnons bâtisseurs, la Mission Logement dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Elle notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation des compagnons bâtisseurs ou de notification définitive de la résiliation par la Mission Logement constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus aux des compagnons bâtisseurs.

Les sommes dues aux compagnons bâtisseurs à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par les compagnons bâtisseurs déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et la Mission Logement procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 5.1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 15- ANNEXE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Directeur de l'Association « Les compagnons
bâtisseurs Auvergne,

Bruno FAURE

Mael BERGER

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-23

**Fonds Cantal Ville 2022-2027 - Ville d'Ytrac - Restructuration du coeur du centre-bourg :
aménagement d'un espace de loisir et valorisation des abords de l'église**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n° 22CD05-27 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le Fonds Cantal Ville d'Ytrac pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de restructuration du coeur du centre-bourg via l'aménagement d'un espace de loisir et valorisation des abords de l'église, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre. Les équipements mobiliers sont exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération €	Recettes €	
305 214 € HT	Conseil départemental CCD - 38,99 %	119 000 €
Base de dépense éligible pour le	Région AURA - 38,99 %	119 000 €
Département	Autofinancement - 22,02 %	67 214 €
298 224 € HT	TOTAL	305 214 €

- **ATTRIBUE** à la Commune d'Ytrac une subvention de 119 000 € pour les travaux de restructuration du coeur du centre-bourg via l'aménagement d'un espace de loisir et valorisation des abords de l'église, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre sur la base d'une dépense éligible de 298 224 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Fonds Cantal Ville d'Ytrac pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-24

**Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Communauté de communes de la
Châtaigneraie Cantalienne**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n° 24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant les termes de l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain ;

Vu la délibération n° 21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
35 000 € TTC	Conseil départemental (Banque des Territoires)	14 280 €
	Autofinancement	20 720 €
	Total	35 000 €

- **ATTRIBUE** à la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne une subvention de 14 280 € pour l'étude intitulée "Etude de définition de la stratégie de développement des équipements autour du site du Moulin du Teil", soit 41 % d'une dépense prévisionnelle de 35 000 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-25

Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Saint-Martin-Valmeroux

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n° 24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant les termes de l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain ;

Vu la délibération n° 21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
31 922 € TTC	Conseil départemental (Banque des Territoires)	15 961 €
	Autofinancement	15 961 €
	Total	31 922 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Saint-Martin-Valmeroux une subvention de 15 961 € pour l'étude intitulée "Etude de faisabilité de 3 projets communaux : transformation de la grange de Montjoly en salle polyvalente, réaménagement du bâtiment du foyer rural en salle de spectacle et culturelle, création d'un lotissement communal au lieu-dit La Réserve", soit 50 % d'une dépense prévisionnelle de 31 922 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-26

Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Vic-sur-Cère

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Annie DELRIEU ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Philippe FABRE.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n° 24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant les termes de l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain ;

Vu la délibération n° 21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental (Banque des Territoires)	3 000 €
	Autofinancement	3 000 €
	Total	6 000 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Vic-sur-Cère une subvention de 3 000 € pour l'étude intitulée "Mission de conseil, sensibilisation et d'accompagnement du CAUE portant la candidature au label Petites Cités de Caractère", soit 50 % d'une dépense prévisionnelle de 6 000 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-27

Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Saint-Simon

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n°24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant les termes de l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain ;

Vu la délibération n°21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
14 200 € HT	Conseil départemental (Banque des Territoires)	7 100 €
	Etat (DETR 2024)	4 260 €
	Autofinancement	2 840 €
	Total	14 200 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Saint-Simon une subvention de 7 100 € pour l'étude intitulée " Etude pour l'aménagement d'une voie douce, la requalification des places et la désimperméabilisation de la cour de l'école ", soit 50 % d'une dépense prévisionnelle de 14 200 € HT.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-28

Avenant à la convention de mise à disposition de locaux au sein de la Mairie d'Ydes en faveur du Département du Cantal (Pôle Solidarité Départementale)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°18CP02-27 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 février 2018 approuvant la convention initiale de mise à disposition de locaux au sein de la Mairie de Ydes ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Ydes n° 073-2023 en date du 24 novembre 2023 ;

- **VALIDE** l'avenant à la convention de mise à disposition de locaux relatif à la mise à jour de la participation financière mensuelle dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

MAIRIE DE YDES

10 Place Georges Pompidou
15210 YDES
Tél : 04 71 40 82 51
mairie@ydes.fr
www.ydes.fr



**Location d'un local appartenant à la Commune situé
dans la mairie place Georges Pompidou**

AVENANT

A l'acte du 28 février 2018

intervenue entre **le Président du Conseil Départemental du Cantal**
et Monsieur le Maire d'YDES

Concernant la mise à disposition d'un local place Georges Pompidou

Entre les soussignés :

Monsieur le Maire de la Commune d'YDES agissant au nom de cette Commune en vertu
des délibérations du Conseil Municipal :

N° 073-2023 en date du 24 novembre 2023,

Partie ci-après dénommée « le bailleur » d'une part,

Et

Le Conseil Départemental du Cantal
28 av Gambetta 15000 AURILLAC

Partie ci-après dénommée « le preneur » d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Aux termes d'un acte du 28 février 2018, la Commune d'YDES a mis à disposition au **Conseil
Départemental du Cantal**, un local, afin d'exercer son activité.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : A compter du 1er janvier 2024, la participation est fixée à 320 euros par mois.

Article 2 : Toutes les clauses et conditions de l'acte du 28/02/2018, non contraires aux
présentes demeurent inchangées.

Fait à Ydes, le 3 janvier 2024

Le représentant du
Conseil Départemental

Le Maire,
Alain DELAGE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-29

Convention de mise à disposition de locaux en faveur de l'association Accent jeunes

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition à titre gratuit dont le projet est joint en annexe et portant sur un local au sein des MSD de Mauriac, Riom-ès-Montagnes et de Murat en cas de besoins en faveur de l'association Accent jeunes, dont le siège est 19 avenue de la République, 15000 Aurillac.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX EN FAVEUR DE
L'ASSOCIATION ACC.ENT JEUNES**

Entre les soussignés :

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 23 février 2024 ;

D'une part,

Et

L'Association Accent Jeunes, sise 19 Avenue de la République - 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Philippe BESOMBES ;
Ci-après dénommée le bénéficiaire ;

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Accent Jeunes est une association à but non lucratif, issue de la loi 1901, elle a pour objet de « développer une intervention éducative et sociale à des fins de protection de l'Enfance et de la Jeunesse et de Prévention par l'éducation ».

Le service est habilité par le Conseil départemental du Cantal au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Dans le cadre de ses missions, l'association Accent Jeunes est amenée à rencontrer des jeunes et leur famille sur les territoires de Saint-Flour, Murat, Mauriac et Riom-ès-Montagnes.

Le Département est ainsi sollicité pour la mise à disposition de locaux.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire dans les locaux détaillés en article 2, propriétés du Département du Cantal.

Cette mise à disposition est prévue en cas de besoin. L'association Accent jeunes effectuera une demande spécifique auprès du site et des agents d'accueil qui attribueront les locaux selon les disponibilités. L'association Accent jeunes informera le Département en cas d'annulation de ses permanences, au moins 48h avant.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

Le Département du Cantal met à disposition du bénéficiaire des locaux situés au rez-de-jardin de la Maison de Solidarité Départementale, sise rue d'Enchalade à Mauriac :

- Un bureau

Le Département du Cantal met à disposition du bénéficiaire des locaux sis rue Marguerite Meynial 15400 Riom-ès-Montagnes, au sein de l'Antenne de la Maison de Solidarité Départementale du Cantal :

- Un bureau

Le Département du Cantal met à disposition du bénéficiaire des locaux sis Avenue de l'Ermitage 15300 Murat, au sein de l'Antenne de la Maison de Solidarité Départementale du Cantal :

- Un bureau

Selon les conditions suivantes :

- Pendant les heures d'ouverture au public.
- Le code digicode d'accès dans les locaux sera communiqué au responsable.

L'association Accent Jeunes prend les locaux mis à disposition en l'état, celle-ci déclarant bien les connaître pour les avoir visités à sa convenance.

ARTICLE 3 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Les locaux mis à disposition du bénéficiaire sont à l'usage exclusif de ce dernier dans le cadre de l'exercice des missions présentées en préambule des présentes.

L'association Accent Jeunes assurera l'accueil des personnes reçues et la sécurité de cet accueil.

Le personnel d'Accent Jeunes s'engage, après chaque utilisation, à remettre en place et en état la salle telle qu'il l'a trouvée à son arrivée.

Toute dégradation constatée après l'utilisation est susceptible d'entraîner la responsabilité du bénéficiaire, s'il s'avère que toutes les mesures de respect des présentes dispositions n'ont pas été mises en place.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'il assume en tant que propriétaire.

Le bénéficiaire souscrit un contrat d'assurance garantissant tous les dommages aux biens ou dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par son personnel et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

Le Département du Cantal ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel du bénéficiaire et par les personnes accueillies par lui.

ARTICLE 6 – DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de trois ans.

A défaut de résiliation par l'une ou l'autre des parties dans un délai d'un mois avant échéance de fin de période la convention se renouvellera par tacite reconduction pour une durée égale à la première période.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Monsieur le Président

Bruno FAURE

Pour l'Association Accent Jeunes
Monsieur le Président

Philippe BESOMBES

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-30

SDNE : Développement des usages - Appel à projets 2024 "Pimp my screen" : validation du cahier des charges et du dossier de candidature

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 17CD06-03 du Conseil départemental du 21 décembre 2017 approuvant le Schéma Départemental du Numérique Éducatif ;

Vu la délibération n° 21CD01-04 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant l'avenant au Schéma Départemental du Numérique Éducatif ;

Vu la délibération n° 23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'éducation pour 2024 et l'examen du cahier des charges de l'Appel à projets 2024 par la Commission Permanente ;

- **APPROUVE** la mise en œuvre de l'appel à projets « Pimp my screen » dont le dossier de présentation et le dossier de candidature sont présentés en annexes.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document y afférent.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Pimp My Screen



Cahier des charges

SOMMAIRE

1.	CADRE DE L'APPEL À PROJETS	3
1.1	CONTEXTE ET ENJEUX	3
1.2	OBJECTIFS.....	3
2.	CHAMPS DE L'APPEL À PROJETS	4
2.1	BÉNÉFICIAIRES.....	4
2.2	CARACTÉRISTIQUES DES CANDIDATURES DÉPOSÉES	4
2.3	CARACTÉRISTIQUES ATTENDUES DES PRODUCTIONS	4
2.4	CARACTÉRISTIQUES DES PARTENAIRES CONCERNÉS PAR LE PROJET	5
2.5	CADRE JURIDIQUE AUTOUR DES PRODUCTIONS.....	5
3.	COMMENT RÉPONDRE À L'APPEL À PROJETS ?	6
3.1	DIFFUSION DE L'APPEL À PROJETS.....	6
3.2	DÉPÔT DE LA CANDIDATURE	6
4.	SÉLECTION DES PROJETS BÉNÉFICIAIRES	6
5.	MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DANS LES COLLÈGES	7
5.1	CALENDRIER.....	7
5.2	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7
5.3	DISPOSITIONS FINANCIÈRES	7
6.	LE CONCOURS EN LIGNE ET RÈGLEMENT	7
6.1	SÉLECTION DES PRODUCTIONS ENGAGÉES DANS LE CONCOURS	7
6.2	RÈGLEMENT DU CONCOURS	8
6.3	ANNULATION OU REPORT DU CONCOURS	8
7.	CONTACTS.....	8
8.	ANNEXES.....	8

1. CADRE DE L'APPEL À PROJETS

1.1 CONTEXTE ET ENJEUX

Cet appel à projets s'inscrit dans la continuité du Schéma Départemental du Numérique Éducatif. Aujourd'hui, les équipements informatiques usuels sont présents dans les vingt-deux collèges cantaliens et à tous les niveaux des établissements, que ce soit pour les missions administratives comme celles d'enseignement.

Cependant le numérique éducatif dépasse les déploiements matériels et se doit d'impulser également la mise en œuvre de projets pédagogiques innovants mettant **le numérique au service et au cœur des apprentissages** des collégiens cantaliens.

Ce nouvel appel à projets orienté **Arts Plastiques** s'adresse aux enseignants qui devront accompagner leurs élèves. Le projet peut prendre différentes formes quelle que soit la classe (de la 6^{ème} à la 3^{ème}), mais c'est un travail de groupes qui est attendu. Il s'agira de **revisiter sous une forme artistique au format numérique les cinq engagements du « Projet Cantal 2030 »**.

Les productions artistiques pourront être utilisées en fond d'écran des tableaux numériques interactifs présents dans les collèges cantaliens ou en fond d'écran des ordinateurs personnels du grand public.

Les productions travaillées dans le cadre de l'appel à projets et qui respecteront les caractéristiques attendues seront présentées au grand public qui pourra s'exprimer grâce à la plateforme « Mon Cantal, mes idées ».

1.2 OBJECTIFS

Au travers d'ateliers permettant de manipuler des outils numériques (logiciels ou matériels), le projet présenté devra répondre aux enjeux d'intégration de l'outil numérique dans les apprentissages des élèves en leur offrant l'opportunité de mener un projet avec leurs enseignants. L'orientation pédagogique souhaitée par l'IA-IPR d'arts plastiques / Histoire des Arts est la suivante : temps de réflexion et travail en classe viseront à l'élaboration d'une production plastique numérique à partir d'une thématique imposée.

Les appels à projets soumis devront donc répondre à une réelle réflexion sur les stratégies d'enseignement et d'apprentissage conduites par les équipes pédagogiques des collèges sous la responsabilité de leurs Chefs d'établissements.

Les projets présentés seront **ouverts à l'environnement territorial** direct du lieu d'implantation des collèges. En outre, les projets pourront présenter des **partenariats ou des collaborations** entre la communauté éducative du collège et des professionnels et/ou des associations du domaine investi.

2. CHAMPS DE L'APPEL À PROJETS

2.1 BÉNÉFICIAIRES

La communauté pédagogique des 22 collèges publics.

Chaque collège ne pourra présenter qu'un **dossier de candidature**.

2.2 CARACTÉRISTIQUES DES CANDIDATURES DÉPOSÉES

- **La désignation d'un référent au projet au sein du collège** : pour faciliter les échanges, chaque collège désignera un enseignant référent. Les courriels académiques seront utilisés pour les échanges. Le Chef d'établissement et éventuellement son adjoint ainsi que le gestionnaire seront en copie des échanges.
- Les projets soumis devront présenter les techniques et les technologies sur lesquelles ils s'appuient. Un descriptif complet sera fourni ainsi qu'un chiffrage appuyé par des devis. Exemples de matériels : appareils photos numériques, tablettes graphiques, trépieds, etc. *Attention, les équipements numériques acquis pour le projet seront exclus de la maintenance départementale.*
- L'optimisation pédagogique du numérique mobile sera appréciée et l'organisation retenue pour mettre en œuvre les scénarii pédagogiques sera explicitée.
- Le collège présentera une démarche de **valorisation du projet** au sein et hors les murs de l'établissement (expositions physiques ou numériques, réalisation d'impressions, de vidéos sur les étapes de production, ...).

2.3 CARACTÉRISTIQUES ATTENDUES DES PRODUCTIONS

- Les productions sont issues **d'une pratique numérique uniquement et devront refléter les 5 engagements définis dans le « Projet pour le Cantal 2030 »** :
 - Un Cantal attractif
 - Un Cantal connecté et ouvert
 - Un Cantal au cœur des solidarités
 - Un Cantal innovant
 - Un Cantal responsable

Le « Projet Cantal 2030 » est consultable à partir de ce lien :

https://www.cantal.fr/wp-content/uploads/2022/04/DEPLIANT_CANTAL_2021_2030-VF.pdf

- Le collège s'engage à **présenter au moins 1 production pour chacun des 5 engagements ci-dessus et pour chacune des classes engagées dans le projet.**
- Une participation concrète des collégiens à une production collective présentant une approche médiatique et artistique est attendue.

- **Le format attendu est : 2K / résolution 2560 x 1440**
- **Les productions devront être remises par mail (taille maxi 8Mo) ou par le biais d'une plateforme de transfert vers : servicecolleges@cantal.fr et nlacroix@cantal.fr .**
Objet du mail : code UAI + Pimp my screen ».

2.4 CARACTÉRISTIQUES DES PARTENAIRES CONCERNÉS PAR LE PROJET

Les porteurs, selon les besoins sur la candidature déposée, peuvent organiser une ou plusieurs collaborations avec un artiste ou un tiers extérieur à l'établissement, qu'il soit issu des secteurs public, privé, associatif ou tertiaire... Il en va de même des partenariats.

Les membres du comité technique suivront les projets jusqu'à leur aboutissement. Les interlocuteurs mentionnés en contact (7. Contacts) pourront demander à participer aux travaux en tant qu'observateurs et valoriseront les projets retenus par le biais de leurs outils de communication.

L'artothèque du Conseil Départemental peut être sollicitée.

L'Artothèque est une des missions du service de la médiathèque départementale. Elle a été conçue comme un outil de sensibilisation des cantaliens au domaine des arts graphiques et plastiques. La collection est composée de 380 œuvres graphiques qui utilisent différentes techniques : peinture, dessin, collage/découpage, techniques mixtes, photographies, estampe. Ces œuvres sont accompagnées, lorsqu'il existe, de l'ouvrage en édition courante dont elles constituent l'original.

L'artothèque départementale prête ses illustrations originales gratuitement sous forme d'expositions « clé en main » sur un thème, une technique ou au contraire à la carte. Le choix peut être fait en ligne sur le site. Toutes les œuvres sont numérisées et en ligne. L'emprunteur peut aussi être accueilli sur place à l'artothèque sur rendez-vous exclusivement.

<https://culture.cantal.fr/accueil/artotheque>

Contact : Audrey TOURLAN - artotheque@cantal.fr – 04.71.63.52.94

2.5 CADRE JURIDIQUE AUTOUR DES PRODUCTIONS

Toute candidature à l'appel à projets « Pimp my screen » implique acceptation de la participation au concours qui sera organisée à l'issue de l'appel à projets.

Les productions doivent être originales et ne contenir aucune œuvre préexistante protégée par la propriété intellectuelle. Tout contenu intégré au sein des productions doit avoir été conçu entièrement par les élèves.

Chaque enseignant participant devra s'assurer :

- du respect du droit d'auteur et du respect du droit à l'image,
- de faire compléter l'autorisation parentale jointe en annexe par les responsables légaux de leurs élèves.

Le collège aura également la charge d'obtenir, lorsque cela est nécessaire, les droits de reproduction auprès des collaborateurs ayant contribué à la création de la production ou des auteurs dont la ou les œuvres préexistantes sont incorporées à la production.

Les participants à cet appel à projets acceptent de libérer leurs droits de reproduction dans le cadre du concours, et ce, pour tous les supports de communication qui y sont liés : site web, publication dans la presse, brochures et affichages éventuels, pour une durée de 5 ans.

Toutefois, les auteurs restent propriétaires de leurs productions.

3. COMMENT RÉPONDRE À L'APPEL À PROJETS ?

3.1 DIFFUSION DE L'APPEL À PROJETS

Début mars 2024.

La publicité de cet appel à projets sera réalisée :

- par mail auprès des collèges publics cantaliens
- sur le portail ENT du Département : <http://ent.cantal.fr>
- sur : www.cantal.fr

3.2 DÉPÔT DE LA CANDIDATURE

Le dossier de candidature signé ainsi que l'ensemble des pièces annexes nécessaires à l'examen de la candidature devront être retournés par courrier électronique à : servicecolleges@cantal.fr et nlacroix@cantal.fr.

Les pièces indispensables à l'examen du dossier de candidature sont :

- Une présentation de l'équipe du projet, les rôles de chacun et les disciplines impliquées,
- La description des différentes étapes du projet (l'idée, les choix de réalisation, le planning),
- Les classes ou élèves concernés,
- Les partenariats extérieurs s'il y en a,
- Le budget prévisionnel détaillé en dépenses et en recettes sur lequel figureront les participations financières du collège et du Département,
- Les fiches techniques des produits et les devis.

4. SÉLECTION DES PROJETS BÉNÉFICIAIRES

Au maximum, 10 collèges pourront être retenus pour participer à cet appel à projets.

Les projets bénéficiaires seront sélectionnés par un comité technique. Ce dernier sera composé de représentants de l'Académie de Clermont-Ferrand (voir paragraphe 7) et de représentants de la Direction du Développement du Territoire du Conseil départemental du Cantal.

Les candidatures devront répondre aux champs de l'appel à projets mais également répondre aux **critères suivants** :

- 1^{er} critère : l'existence d'un projet pédagogique innovant présentant des actions concrètes et intégrant des ressources matérielles et/ou logicielles numériques,
- 2^{ème} critère : l'enrichissement des usages pédagogiques numériques et de la pratique des élèves,
- 3^{ème} critère : l'implication active des collégiens,
- 4^{ème} critère : la présence de partenariats et/ou de collaborations.

5. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DANS LES COLLÈGES

5.1 CALENDRIER

- Date limite de dépôt des candidatures : 30 avril 2024 minuit.
- Instruction sur la recevabilité des candidatures par le comité technique : mai 2024.
- Commission Permanente et sélection des collèges retenus : 05 juillet 2024.
- Mise en œuvre du projet : septembre 2024 à février 2025.
- Date limite de transmission des productions au Département : 28 février 2025.
- Examen des productions par le comité technique : mars 2025
- Concours en ligne : avril - mai 2025
- Remise des prix du concours : juin 2025

5.2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les projets retenus feront l'objet d'une **convention entre l'établissement d'une part et le Conseil départemental du Cantal d'autre part**. Cet accord établira les charges et responsabilité administratives, financières et techniques incombant à chacun.

Notons que l'établissement bénéficiaire aura pour obligation d'identifier clairement le Conseil départemental comme partenaire tout au long de la mise en œuvre du projet.

5.3 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Les projets retenus seront subventionnés à hauteur de 80 % dans la limite de 1 500 € par établissement.

Les subventions accordées seront obligatoirement affectées aux dépenses engagées pour les équipements numériques et aux dépenses inhérentes aux collaborations et partenariats (elles devront figurer au budget prévisionnel). Attention, seuls les coûts relatifs à l'intervention lors des ateliers durant le temps scolaire pourront être présentés. Les déplacements, les repas, etc ne pourront être présentés.

75 % du versement sera effectué avant la fin de l'année civile 2024.

Le solde sera versé dès transmission des productions artistiques attendues et sur présentation d'un bilan moral et financier dont la trame sera jointe en annexes de la convention précédemment mentionnée. Les factures des matériels et des intervenants seront indispensables pour ce deuxième versement.

6. LE CONCOURS EN LIGNE ET RÈGLEMENT

6.1 SÉLECTION DES PRODUCTIONS ENGAGÉES DANS LE CONCOURS

Le comité technique précédemment cité déterminera parmi les productions reçues dans chacune des catégories, celles qui seront portées au vote du public et inscrites dans le concours.

La participation à cet appel à projets implique l'acceptation pleine et entière sans restriction, ni réserve du présent dossier de présentation, sans possibilité de réclamation contre les résultats futurs du concours. Toute contestation relative à son interprétation ou son application sera tranchée souverainement par le Département.

6.2 RÈGLEMENT DU CONCOURS

Le règlement sera communiqué à l'occasion de la publication du concours en ligne.

6.3 ANNULATION OU REPORT DU CONCOURS

Le Département se réserve la faculté d'annuler ou de reporter le concours en ligne à tout moment si les circonstances l'exigent, sans que sa responsabilité ne puisse être engagée. Dans la mesure du possible, ces modifications ou changements feront l'objet d'une information préalable par tous les moyens appropriés. Sa responsabilité ne saurait être engagée de ce fait.

Le Département se réserve le droit de prendre les initiatives et décisions qu'elle jugera nécessaires, relative à toutes questions non prévues au présent cahier des charges.

7. CONTACTS

- Conseil départemental du Cantal – Nathalie LACROIX : nlacroix@cantal.fr et 04.71.46.59.97
- Rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand :
Marianne PIERROT - IA-IPR d'arts plastiques / Histoire des Arts :
Marianne.Pierrot@ac-clermont.fr et 06.23.35.89.96 ou 04.73.99.33.37
Yvan FONT – DRANE - Mission accompagnement aux usages numériques et ENT :
yvan.font@region-academique-auvergne-rhone-alpes.fr et 04.73.99.32.18

8. ANNEXES

Autorisations nécessaires :

Concernant les productions comme le droit à l'image, vous trouverez l'autorisation parentale en annexe mais elle ne suffit pas il faut aussi le consentement de l'élève même mineur.

Pour le droit à l'image il doit préciser les modes d'exploitation.

Les fiches et modèles types pour l'éducation nationale sont téléchargeables sur Eduscol. En outre les deux autorisations doivent être distinctes.

<https://eduscol.education.fr/398/protection-des-donnees-personnelles-et-assistance>
https://eduscol.education.fr/2992/comprendre-les-droits-d-auteur-avec-les-fiches-de-hadopi?menu_id=3700

AUTORISATION PARENTALE

Participation à l'appel à projets départemental « Pimp my screen » édition 2024 – 2025



Merci d'écrire lisiblement le nom, le prénom et la date de naissance de votre enfant.

(Rayer les mentions inutiles)

Je soussigné(e) :

Madame / Monsieur

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Numéro de téléphone :

Père / Mère / Représentant légal

Autorise : ma fille / mon fils

Nom :

Prénom :

Né(e) le :

- à participer à l'appel à projets départemental « Pimp my screen »

- déclare avoir pris connaissance et accepté les dispositions du règlement de l'appel à projets et du concours qui suivra.

J'autorise expressément par la présente, à titre gracieux, le collège, le Département et le rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand ainsi que leurs partenaires, à reproduire, diffuser, publier ou représenter sur tous supports et formats connus et inconnus à ce jour, la production à laquelle a participé mon enfant.

J'autorise également, toujours à titre gracieux, le collège, le Département et le rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand ainsi que leurs partenaires, à prendre et à utiliser, publier et diffuser des photos et supports vidéo de mon enfant captés dans le cadre de cet appel à projets.

Cette autorisation est valable sans limitation de durée.

Fait à _____ le ____/____/____

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé ».

Autorisation parentale d'enregistrement et d'utilisation de l'image/la voix d'une personne mineure

La présente demande est destinée à recueillir le consentement et les autorisations nécessaires dans le cadre de l'enregistrement, la captation, l'exploitation et l'utilisation de l'image des élèves (photographie, voix) quel que soit le procédé envisagé. Elle est formulée dans le cadre du projet spécifique ci-dessous et les objectifs ont été préalablement expliqués aux élèves et leurs responsables légaux.

Vu le Code Civil (article 8), la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 12), la Convention européenne des droits de l'homme (article 8) et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (article 7)
Vu le règlement général européen N°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données (RGPD) et à la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée le 29 juin 2018 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

(à compléter par l'école ou l'établissement scolaire en début d'année scolaire)

Ecole ou établissement scolaire : _____

Tél. : _____ Code postal / Commune : _____

Année scolaire : _____ Classe de : _____

1- Finalités envisagées

Gestion administrative, activités pédagogiques,

Merci de détailler autant que possible les différentes finalités envisagées et de les compléter si besoin :

2- Désignation du projet audio-visuel *

Projet : « _____ »

Titre de l'œuvre si applicable : _____

L'enregistrement aura lieu aux dates/moments et lieux indiqués ci-après.

Date(s) d'enregistrement : _____ Lieu(x) d'enregistrement : _____

La présente autorisation est consentie à titre gratuit. Le producteur de l'œuvre audiovisuelle créée ou le bénéficiaire de l'enregistrement exercera l'intégralité des droits d'exploitation attachés à cette œuvre/cet enregistrement. L'œuvre/l'enregistrement demeurera sa propriété exclusive. Le producteur/le bénéficiaire de l'autorisation s'interdit expressément de céder les présentes autorisations à un tiers.

* Le cas échéant

3- Modes d'exploitation envisagés

Autorisation*	support	Conservation	Étendue de la diffusion
<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Gestion administrative Logiciel de vie scolaire	1 année scolaire	Personnels administratifs, équipe pédagogique et vie scolaire
<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Trombonescope	1 année scolaire	Personnels administratifs, équipe pédagogique et vie scolaire, élèves de l'établissement
<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Pour un usage collectif dans sa classe	1 année scolaire	Personnels administratifs, équipe pédagogique et vie scolaire, élèves de l'établissement
<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	En Ligne	1 année scolaire	Site avec accès réservé (ENT, plateforme, extranet ...) Précisez le(s) site(s) :
<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	En Ligne	1 année scolaire	Internet (monde entier) Précisez le(s) site(s) :
<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Support de stockage amovible	1 année scolaire	Précisez les destinataires du support :

<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Projection collective	1 année scolaire	<input type="checkbox"/> Usage collectif dans les classes des élèves enregistrés <input type="checkbox"/> Autres usages institutionnels à vocation éducative, de formation ou de recherche. <input type="checkbox"/> Usages de communication externe de l'institution.
<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Autre (précisez)	1 année scolaire	Précisez les destinataires :

* Cocher les cases

4- Consentement de l'élève

- ☐ On m'a expliqué et j'ai compris à quoi servait ce projet.
☐ On m'a expliqué et j'ai compris qui pourrait voir cet enregistrement.
 Et je suis d'accord pour que l'on enregistre, pour ce projet, ☐ mon image ☐ ma voix.

Nom prénom de l'élève :

Signature :

5- Autorisation parentale

Je (Nous) soussigné(e)(s) : [Nom – Prénom]

Demeurant : [adresse]

Et [Nom – Prénom]

Demeurant : [adresses à préciser si différentes]

Agissant en qualité de représentant(s) légal(aux) de : [Nom – Prénom de l'élève]

Je reconnais être entièrement investi de mes droits civils à son égard. Je reconnais expressément que le mineur que je représente n'est lié par aucun contrat exclusif pour l'utilisation de son image et/ou de sa voix, voire de son nom et

☐ autorise(ons) la captation de l'image / de la voix de l'enfant et l'utilisation qui en sera faite par son école / établissement scolaire.

☐ n'autorise(ons) pas la captation de l'image / de la voix de l'enfant.

Merci d'écrire lisiblement le mot « REFUS » :

Fait à le

Le Signature (s) :

6- Pour exercer vos droits

Les données recueillies au sein de ce formulaire font l'objet d'un traitement par [Le chef d'établissement pour les collèges et lycées ou le directeur académique des services de l'éducation nationale pour les écoles] afin de répondre à une mission d'intérêt public. Ces données ne sont pas conservées au-delà de l'année scolaire relative à la présente autorisation. Les informations vous concernant ainsi que votre enfant ne sont transmises qu'aux seules personnes en charge du traitement de la présente autorisation.

Vous disposez d'un droit d'accès aux données vous concernant, d'un droit de rectification, d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Vous disposez également d'un droit à l'effacement concernant l'image/la voix enregistrée et utilisée dans le cadre décrit ci-dessus.

Pour exercer vos droits ou pour toute question sur le traitement de vos données, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données à l'adresse suivante : dpd@ac-...... Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL, en ligne sur www.cnil.fr ou par voie postale à l'adresse suivante : 3 place de Fontenay – TSA 80715 – 75334 PARIS Cedex 07

Fait en autant d'originaux que nécessaire (représentants légaux, organisateur projet et établissement scolaire).

2/2

► SYNTHÈSE

FICHE 5 DIFFUSER DES CRÉATIONS RÉALISÉES DANS LE CADRE SCOLAIRE

1. LE PRINCIPE D'AUTORISATION

La diffusion des créations réalisées dans le cadre scolaire, par les élèves ou le professeur, impose certaines exigences légales dont le principe d'autorisation.

► QUAND DOIT-ON OBTENIR UNE AUTORISATION POUR LA DIFFUSION D'UNE ŒUVRE CRÉÉE DANS LE CADRE SCOLAIRE ? ?

(I) LES CRÉATIONS RÉALISÉES PAR OU AVEC LE CONCOURS DU PROFESSEUR

Les professeurs des écoles, des collèges et des lycées du public sont soumis aux règles spéciales prévues par le code de la propriété intellectuelle pour les agents publics.

(II) LES CRÉATIONS RÉALISÉES PAR LES ÉLÈVES

Pour les élèves auteurs, toute diffusion de leurs créations doit être autorisée (règles générales du code de la propriété intellectuelle). Pour les élèves mineurs, l'autorisation des représentants légaux du mineur est requise en plus de celle du mineur (Fiche 2- l'identification de l'auteur).

► LA DIFFUSION D'UNE ŒUVRE IMPLIQUE-T-ELLE TOUJOURS UNE AUTORISATION ?

Pour la diffusion d'une œuvre, le principe est l'autorisation par l'auteur sauf :

- en cas d'exceptions au droit d'auteur ;
- lorsque l'œuvre est tombée dans le domaine public ;
- si l'auteur a choisi d'apposer une licence libre sur son œuvre selon ses conditions.

► LORSQUE L'AUTORISATION EST NÉCESSAIRE, QUELLES SONT LES CONDITIONS À RESPECTER ?

L'autorisation de l'auteur doit être écrite et préciser les modalités d'exploitation de l'œuvre.

■■■■■■■■ LES EXCEPTIONS AU DROIT D'AUTEUR ■■■■■■■■

► LA NOTION D'EXCEPTION AU DROIT D'AUTEUR

La loi a créé plusieurs exceptions au monopole de l'auteur dont l'introduction est notamment justifiée par le droit légitime à l'information.

► EXISTE-T-IL DES RÈGLES GÉNÉRALES S'APPLIQUANT À L'ENSEMBLE DES EXCEPTIONS ?

Oui, toutes les exceptions prévues par le législateur français doivent être mises en œuvre dans le respect de trois conditions :

- Faire partie de la liste des exceptions énumérées,
- Ne pas porter atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre,
- Ne pas causer un préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur.

■■■■■■■■ LES EXCEPTIONS APPLICABLES EN MILIEU SCOLAIRE ■■■■■■■■

► PARMIS LES EXCEPTIONS PRÉVUES, LESQUELLES PEUVENT S'APPLIQUER AU SEIN DE L'ÉCOLE OU SUR DES ŒUVRES CRÉÉES PAR DES ÉLÈVES OU DES PROFESSEURS ?

L'exception pédagogique (Voir Fiche 6 - Comment trouver des ressources sur internet pour un projet scolaire), l'exception d'analyses et de courtes citations, l'exception de représentation dans le cercle de famille, l'exception de parodie, pastiche et caricature, la reproduction strictement réservée à l'usage privé du copiste et l'exception en faveur des personnes handicapées.

■■■■■■■■ LA MENTION DES SOURCES ■■■■■■■■

Les élèves, pour un devoir ou un exposé, ou les professeurs dans leurs cours, peuvent s'appuyer sur des sources sous réserves de respecter le droit d'auteur et/ou les droits voisins.

► QUELLES SONT LES PRINCIPES ESSENTIELS À RESPECTER VIS-À-VIS DE L'ŒUVRE CITÉE ET DE SON AUTEUR ?

Interdiction de reproduction intégrale d'une œuvre sans l'accord de l'auteur et respect du droit moral de l'auteur.

► QUELLES SONT LES CONDITIONS POUR UTILISER DES EXTRAITS D'ŒUVRES ?

À titre d'exception, la loi prévoit, la possibilité d'utiliser des extraits d'œuvres sous réserves de respecter les conditions de l'exception de courte citation .

► QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES EN CAS D'ABSENCE DE MENTION DES SOURCES DE L'EXTRAIT ?

Si l'une des conditions fait défaut, cela est **constitutif de contrefaçon** (Voir Fiche 7 – Le téléchargement illégal et les risques juridiques).

===== LES LICENCES LIBRES =====

Il est possible pour l'auteur de **limiter volontairement ses droits d'auteur** et de choisir des licences libres ou des licences de libre diffusion.

Ces licences impliquent **d'autoriser tout à chacun**, grand public comme professionnels, à utiliser, le plus souvent **gratuitement**, l'œuvre à **des fins commerciales et/ou à des fins non-commerciales** ; avec ou sans possibilités pour eux de **procéder à des modifications**.

Ces licences ne doivent **pas porter atteinte au droit moral** de l'auteur et notamment au **droit à la paternité** et au **droit au respect de l'œuvre**.

POUR PLUS D'INFORMATIONS (EXEMPLES D'OEUVRES PROTÉGÉES), VOUS POUVEZ CONSULTER LA FICHE 5 : DIFFUSER DES CRÉATIONS DANS LE CADRE SCOLAIRE

Pimp My Screen



Dossier de candidature

Vous sollicitez le Conseil départemental du Cantal pour la mise en œuvre de votre projet :

Toutes les rubriques doivent être renseignées.

Le plan du dossier ci-après doit être respecté pour en faciliter l'analyse.

Le dossier de candidature doit être signé par le porteur de projet.

Date limite de réception des dossiers : vendredi 30 avril 2024 (minuit).

Les modalités de soumission sont précisées dans le cahier des charges.

Pour toutes demandes de renseignements :

- Conseil départemental du Cantal – Direction Éducation Jeunesse - Nathalie LACROIX : nlacroix@cantal.fr ou servicecolleges@cantal.fr et 04.71.46.59.97
- Rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand :
Marianne PIERROT - IA-IPR d'arts plastiques / Histoire des Arts : Marianne Pierrot
Marianne.Pierrot@ac-clermont.fr et 06.23.35.89.96 ou 04.73.99.33.37
Yvan FONT - DRANE - Mission accompagnement aux usages numériques et ENT : Yvan Font
yvan.font@region-academie-auvergne-rhone-alpes.fr et 04.73.99.32.18

Identification du demandeur

Nom du collège :

Personne référente sur le projet :

Sa fonction :

Son courriel académique :

Description du projet pédagogique numérique

Modalités de mise en œuvre et déroulement du projet :

Présentez les différentes phases de mise en œuvre du projet, date de début et de fin, les lieux, le calendrier des temps d'intervention (nombre d'heures d'intervention, nombre de sorties prévues), le(s) nom(s) de(s) intervenant(s)...

Les bénéficiaires

Classes concernées :

Nombre d'élèves :

Les moyens nécessaires à la réalisation

Moyens humains (propres au collège ET partenaires)

Détaillez l'organisation humaine pour l'animation de ce projet.

Quelles sont les personnes impliquées par le projet au sein de l'établissement ?

Le projet est-il réalisé avec un ou plusieurs intervenants extérieurs (structure partenaire / artiste / professionnel) ? Si oui, merci de présenter le/les intervenant(s).

Moyens matériels et technologies numériques travaillées

Quels sont les équipements en place déjà disponibles et ceux à acquérir ? Détaillez chacun d'eux.

Comment l'ENT ou d'autres outils institutionnels seront utilisés, sinon quels outils conformes au RGPD seront mobilisés dans le cadre du projet ?

Quels sont les équipements que l'établissement compte acquérir sur ses fonds propres dans le cadre de ce projet ?

Informations complémentaires que vous souhaitez apporter sur le projet

Indiquer si le projet s'inscrit également dans un autre plan ou dispositif et, si oui, lequel ?

Dans le déroulement de ce projet, existe-t-il des liens avec les écoles du territoire ?

Le budget prévisionnel du projet

Rappel sur les dispositions financières mentionnées dans le cahier des charges :

Les projets retenus seront subventionnés à hauteur de 80 % dans la limite de 1 500 € par établissement.

Les subventions accordées seront obligatoirement affectées aux dépenses engagées pour les équipements numériques et aux dépenses inhérentes aux collaborations et partenariats (elles devront figurer au budget prévisionnel). Attention, seuls les coûts relatifs à l'intervention lors des ateliers durant le temps scolaire pourront être présentés. Les déplacements, les repas, etc ne pourront être présentés.

Les factures des matériels et des intervenants seront exigées.

Recettes prévisionnelles liées au projet :

La participation financière du collège doit représenter au minimum 20% du coût estimatif du projet.

	Montant total
Commune(s)	
Intercommunalité(s)	
Département du Cantal (montant de la subvention sollicitée)	
Académie de Clermont-Ferrand	
Établissement (fonds propres)	
Familles	
Autres (détaillez)	
TOTAL	

Dépenses prévisionnelles liées au projet :

	Nature	Montant total
Achats		
Interventions de professionnels	Exemple : Coût horaire	
Transports	Exemple : cout d'un bus	
Autres (détaillez)		
Total		

Valorisation du projet

Comment pensez-vous mettre en avant votre projet au sein et hors les murs de l'établissement ?

- o Expositions
- o Festivals (dont Fête des collégiens ?)
- o Presse locale
- o TV / Radio locale
- o Sites internet, ENT.
- o Réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Twitter...)
- o Vidéos en ligne (You tube / Dailymotion...)
- o Autre (précisez) :

Présentation de la démarche d'évaluation du projet

Il s'agit de définir la démarche qui permettra de comparer les objectifs préalablement formulés aux résultats atteints, ainsi que les effets de l'action sur la/les cible(s). Définition du processus d'évaluation que vous souhaitez mettre en place, de la périodicité des bilans effectués, ...

Objectifs pédagogiques recherchés (dans et hors les murs de l'établissement)	Actions mises en œuvre en faveur des collégiens	Résultats attendus <i>Effets sur les comportements et/ou les pratiques</i>	Indicateurs <i>Éléments quantitatifs et qualitatifs</i>	Outils <i>Moyens de collecte des informations</i>

DATE & SIGNATURE DU CHEF D'ETABLISSEMENT :

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-31

Convention annuelle d'objectifs avec l'Association Énergies 15

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-41 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 relative à la mise en œuvre d'un « service public de la performance énergétique de l'habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n° 23CD02-16 du Conseil départemental du 23 juin 2023 approuvant l'évolution du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) vers un Service Public de la Rénovation de l'Habitat (SPRH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n° 23CD05-33 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la transition climatique pour 2024 et donnant un avis favorable au renouvellement de la convention de partenariat avec l'Association Energies 15 et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

- ATTRIBUE une subvention d'un montant de 15 000 € à l'Association Energies 15 en soutien à la mise en œuvre des programmes d'actions décrits dans la convention annuelle d'objectifs pour l'année 2024, sur la base d'un coût global estimé à 179 000 €.

- **APPROUVE** la convention annuelle d'objectifs établie entre le Département et l'Association Énergies 15 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La dépense d'un montant global de 15 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 65748 fonction 76 du budget départemental.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

N°

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal - Collectivité Territoriale

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 février 2024,
désigné ci-après par « **le Département** »

d'une part ;

Et :

Énergies 15 – Association loi 1901

Chambre d'Agriculture du Cantal – 26, rue du 139ème RI – 15002 AURILLAC Cedex

N° SIRET : 402 634 117 000 12

représentée par son Président, Monsieur Gilles CHADELAT
désignée ci-après par "**Énergies 15**"

d'autre part.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le Conseil départemental accompagne l'association Bois Énergie 15 depuis 1996 en apportant un financement dans le cadre d'une convention annuelle de partenariat.

Historiquement, les missions de l'association sont axées sur le bois énergie et notamment la valorisation des produits connexes de scieries. Elle a ainsi contribué à la plupart des réalisations de chaufferies ou de réseau de chaleur bois-énergie dans le département (préétude de faisabilité, assistance à maîtrise d'ouvrage, assistance technique...) ainsi qu'à la structuration de la filière locale d'approvisionnement, largement représentée au sein de son conseil d'administration. Elle a également développé un laboratoire d'analyse et de certification des combustibles bois qui étend son activité sur toute l'ancienne région Auvergne.

Aujourd'hui, Bois Énergie 15 a plus largement développé ses compétences autour des enjeux de transition énergétique (à partir de 2000, l'ensemble des énergies renouvelables avec, plus récemment, la méthanisation, les énergies solaires et la sobriété énergétique...).

...

Énergies 15 développe ainsi des missions de sensibilisation des acteurs « non domestiques » (collectivités et professionnels) aux enjeux climatiques et énergétiques, et d'expertise dans le cadre de la mise en œuvre des politiques locales et des réflexions en amont des projets de construction/rénovation du patrimoine. Dans cette dynamique, l'association a décidé de changer de nom et se nomme désormais Énergies 15 depuis le 1er janvier 2018.

Depuis 2016, le Département a pu également bénéficier directement d'un appui technique concernant son propre patrimoine. Énergies 15 a notamment accompagné le service des bâtiments départementaux sur plusieurs projets : conception du volet « chaufferie bois » du centre routier départemental de Ruynes-en-Margeride, raccordement collèges de Vic-sur-Cère et de Saint-Flour aux réseaux de chaleur bois, accompagnement sur les projets de rénovations énergétiques (y compris intégrations Énergies renouvelables) de l'IUT, de l'Hôtel du Département, du pôle routier de Saint-Flour.

Ainsi, Énergies 15, en s'appuyant sur ses expériences et un réseau d'envergure nationale, apporte sur notre territoire un appui et une expertise précieuse pour les collectivités et acteurs économiques du département, particulièrement dans le cadre des objectifs ambitieux fixés par la loi de Transition Énergétique pour une Croissance Verte du 17 août 2015 et la loi Climat de novembre 2019.

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Département et l'association Énergies 15, pour la poursuite, en 2024, d'une mission générale d'information, de sensibilisation, d'animation et d'accompagnement visant spécifiquement un public « non domestique » (collectivités, établissements publics, entreprises) en vue d'une mobilisation de ces acteurs et leur engagement dans des actions de transition énergétique (maîtrise de l'énergie, développement des énergies renouvelables).

Le contenu des missions d'ÉNERGIES 15 est précisé en annexe 1 à la présente convention.

Par ailleurs, le Département pourra solliciter l'association pour des actions particulières d'appui technique et d'accompagnement d'opérations liées à la maîtrise de l'énergie ou à des installations de chauffage dans ses propres bâtiments. Ces actions feront l'objet de conventions et de financements spécifiques.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 3 - CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT

3.1 Montant

Le Conseil départemental versera à Énergies 15 une contribution d'un montant de **15 000 €** afin de soutenir la mise en œuvre des missions décrites en annexe 1, dont le budget prévisionnel est estimé à 179 000 € (soit un taux moyen de participation du Département de 8,4%).

...

3.2 Modalités de versement

Ce montant sera versé par le Département à Énergies 15 de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant total, soit 7 500 €, à l'entrée en vigueur de la présente convention,
- le solde, à l'approbation par le Département du bilan d'activité prévu à l'article 7.

Le Département se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte :

Titulaire du compte : ASSOC. ENERGIES 15	
Code Banque : 16806	
Code Guichet : 04821	
N° du Compte : 28731905000	Clé : 96
Nom de la Banque : Crédit Agricole Centre France	
Ouvert à : Aurillac Marmiers	

3.3 Interruption, annulation ou réduction de l'opération

En cas d'annulation, interruption ou réduction de l'opération envisagée, sans qu'il y ait eu manquement du bénéficiaire à tout ou partie des obligations de la présente convention, le Département règlera au bénéficiaire le montant de l'aide convenue pour les dépenses justifiées à la date de l'annulation, de l'interruption ou de la réduction, ainsi que les dépenses effectivement engagées en vue de l'exécution de l'opération initiale ; le cas échéant, le Département se réserve le droit d'exiger du bénéficiaire le remboursement des sommes non justifiées.

3.4 Principe de réalisation et d'affectation

Énergies 15 s'engage à réaliser les missions telles que définies à l'article 1^{er} ci-dessus et à affecter l'aide obtenue à leur réalisation.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS COMPTABLES

L'association s'engage à fournir le compte-rendu financier propre à l'objectif – programme d'actions conforme à l'objet social de l'association- signé par le président ou toute personne habilitée, dans les trois mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} avril au plus tard de l'année suivante.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION

Tout support visuel de communication du type courrier, affiche, publication, diaporama, pages internet... établi dans le cadre de la mission, mentionnera le logo du Département.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par l'association, le Département du Cantal peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

...

ARTICLE 7 – CONTROLE, SUIVI ET ÉVALUATION

Énergies 15 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, le bénéficiaire réalisera un rapport d'activités détaillant les moyens et résultats des actions engagées pour chacun des volets de la mission et indiquant toute information susceptible d'apprécier la quantité et la qualité de ces actions.

ARTICLE 8 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 10 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Elles pourront recourir, le cas échéant, à un expert choisi d'un commun accord. Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors des tribunaux compétents.

Fait en deux exemplaires à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Le Président de l'association Énergies 15,

Bruno FAURE

Gilles CHADELAT

...

ANNEXE 1

DETAIL DES MISSIONS REALISEES DANS LE CADRE DES CONVENTIONS DE PRESTATION QU'ENERGIES 15 CONTRACTUALISE AVEC SES PARTENAIRES, DONT LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL POUR L'ANNEE 2024

1.1 Information – Sensibilisation - Animation

- Démonstration par les retours d'expériences de mise en œuvre d'actions de maîtrise de l'énergie dans les bâtiments des collectivités (régulation, gestion des bâtiments, appareillages...) :
- Veille et suivis techniques au plan régional et national (Comité interprofessionnel du Bois Énergie, Réseaux régionaux et nationaux, solaires, géothermie...), diffusion des bonnes pratiques sur le territoire.

Organisation de réunions d'information et journées techniques, visites de sites, participation à des salons.

- Informations sur les appels à projets et les appels à manifestation d'intérêts

➔ En 2024 : 19 actions à portée pédagogique menées dont 6 événements réalisés par Énergies 15 et 13 participations à un événement, rencontre ou réunion importante permettant une veille et suivi sur la transition énergétique sont prévus (*cf. tableau Événements 2024 Énergies 15*).

Pour mémoire, en 2023, 24 actions d'animation ont pu être réalisées dont 3 événements, 18 participations à un événement, rencontre ou réunion importante.

Ces actions ont sensibilisé 330 personnes présentes (*cf. tableau Événements Énergies 15*).

1.2 Observatoire de données

- Recensement des données et diffusion : installations biomasse du département, diffusion dans le cadre des SCOT, PLUI, TEPOS, PCAET sur le territoire.
- Recueil et transmission des informations pour l'observatoire Bois Énergie régional (selon convention de prestation avec les agences régionales)

1.3 Accompagnement des projets sur le territoire (réalisé dans le cadre de prestation payante pour le Maître d'ouvrage)

- Pré-étude, assistance technique pour les projets de réseau de chaleur communaux, rénovation de bâtiments : maîtrise de l'énergie et installation de dispositifs d'énergies renouvelables.
- Assistance au montage administratif et validation technique des dossiers de demandes de financements.
- Pour mémoire, en 2023 : 118 projets accompagnés (+18 / 2022), - *cf. bilan 2022/2023 des animations et accompagnements d'Énergies 15*.

BILAN 2022 / 2023 DES ANIMATIONS ET ACCOMPAGNEMENTS D'ÉNERGIES 15

Année	Personnes sensibilisées lors d'action	Actions de sensibilisation	Accompagnement techniques et administratifs de projets										Projets accompagnés
			Maîtrise de l'énergie	Bois énergie	Réseau de chaleur	Méthanisation	Géothermie	Solaire photovoltaïque	Solaire thermique				
2022	235	32	27	36	18	2	7	8	0			98	
2023 en cours	330	24	40	40	20	2	7	8	1			118	
TOTAUX	565	56	67	76	38	4	14	16	1			216	

ÉVÉNEMENTS 2023 ENERGIES 15

3 Réunions réalisées par ENERGIES 15 et/ou proposées en partie ou collaboration par ENERGIES 15
 18 Participations d'ENERGIES 15 à un événement ou rencontre / Réunion d'importance
 3 Rencontres et interventions en Guyane

ACTIONS

Date	Evénement (titre, détail, public...)	Organisateur	Lieu	Durée (heures)	Temps d'installation (heures)	Personnes "touchées" (selon événement)	Partenariat / autres organismes participants
8 et 9/02/2023	Salon Bio 360, bois énergie, Land CRQ+, conférence Animation CIBE et jury de l'innovation bois énergie	BIES	Nantes	16	7	*	CRQ+, ENERGIES 15 et Labo bois énergie
07/03/23	Webinaires les nouvelles opportunités de financement pour la rénovation des bâtiments publics en Région	AURA EE-ADME Région	Webinaire	2	*	*	Banque des Territoires
13/03/23	Inauguration Travaux Chambre Agriculture	Chambre Agriculture	Aurillac	3	*	*	
16/03/23	Energie, territoires résilients, Journée thématique, Intervention sur le bois énergie "val et foux"	Com Com Cre et Goul en Châtelleraune	Parlan	8	4	40	ADME
27/03/2023	Assemblée générale de la CUMA des artemisiers Duche Bois, pont appro et AO de chauffage	FD CUMA / CUMA Duche Bois	Vic sur Cère	4	1	8	ENERGIES 15
28/03/23	Pratiques techniques de la petite trilogie de chaleur en Aude	ANR 174	Arles	8	2	*	CRQ+, ...
28/03/23	Pratiques techniques de la petite trilogie de chaleur en Aude	ENERGIES 15	Reims-Mulange	6	*	*	
06/06/23	Formation sur le bois énergie pour les bas pro CAA, agricole et forestier	CIBE	Paris	8	*	*	ENERGIES 15
7/06/23	Assemblée générale de CRQ+ avec visite des usines Rabat et Puyveau en Vendée	ENERGIES 15	Aurillac	4	3	15	
15 et 16/06/23	Assemblée générale de CRQ+ avec visite des usines Rabat et Puyveau en Vendée	CRQ+ / ENERGIES 15	Saint Gault et Sainte Fromore (85)	16	8	60	
22 et 23/06/23	Salon Turcoforest, visite et rencontre professionnelles, 10 ans ASBMA (groupement des artisans bois de France)	Burforest	Saint Bonnet de Joux (71)	12	1	*	
28/06/23	AGS ENERGIES 15 avec visite de la chaufferie grandid de la mairie et de la chaufferie et réseau au bois dédiqués de la Gendarmerie	ENERGIES 15	Masiac	8	8	25	
15/09/23	Journée technique régionale sur l'état au cœur de son approvisionnement dans son projet bois énergie	CRQ+ ENERGIES 15 FIBOS Aude	Arcomat (63)	8	16	80	CIBE
27/09/23	Journée technique pratique bois-énergie et Label	CRQ+ CIBE	Reperigny (14)	8	1	80	ENERGIES 15
27/09/23	Annuaire CRQ+ avec l'ensemble des animateurs de France et le responsable national	CRQ+	Reperigny (14)	8	3	*	ENERGIES 15
28 et 29 septembre 2023	Rencontre nationale des animateurs Bois Énergie du CIBE	CIBE	Paris	16	1	*	ENERGIES 15
10 au 13 octobre 2023	Village bois énergie au sein du Salon Forêttec	CRQ+, labo Bois-énergie, FIBOS, CIBE	Lyon	32	4	20	ENERGIES 15
27/10/23	Rencontre avec Interprof Guyane de la filière bois en Guyane et présentation de la forêt et toute la filière. Echanges sur le rôle et les missions d'ENERGIES 15	ENERGIES 15	Cayenne	2	*	2	
13/11/23	Visite et rencontre sur le barrage de Petit Saut : exploitation de bois immergé pour un projet de Centrale Biomasse.	Interprof Guyane	Petit Saut	8	*	*	
15/11/23	Visite et rencontre sur le barrage de Petit Saut : exploitation de bois immergé pour un projet de Centrale Biomasse.	Interprof Guyane	Cacao	8	*	*	
5 au 7 décembre 2023	Stand village bois au Salon Puyalla, offre pallage des entreprises de l'approvisionnement en bois énergie	CRQ+, labo bois-énergie, FIBOS	Lyon	32	*	*	ENERGIES 15
2023	CIBE : suivi et action des CA, commission approvisionnement, commission Animation, suivi des financements des structures	CIBE	Webinaire	*	*	*	ENERGIES 15
2023	Participation réunions téléphoniques et divers sur les combustibles bois (CIBE, CRQ+, Observatoires, ...)	CRQ+, FIBOS, AURAEE, CIBE, ...	Webinaire	*	*	*	ENERGIES 15
2023	Participation aux réunions et comités de pilotage SCOT / NCAT / TPOs / CODEM Syrac / CCR BACC / PFLCA PNR Aude, Comité Objectif, ...	Divers selon collectivités, ADME, ...	Divers selon collectivités	*	*	*	Divers EPIC, ENERGIES 15
TOTAL Aude				217	60	330	

ÉVÉNEMENTS 2024 ENERGIES 15

6.	Événements réalisés par ENERGIES 15 et /ou proposés en partie ou en collaboration par ENERGIES 15
13	Participations d'ENERGIES 15 à un événement ou rencontre/ réunion d'importance
19	ACTIONS

Date	Événement (titre, détail, public, ...)	Organisateur	Lieu	Durée (heures)	Partenariat / autres organismes participants
24 et 25/01/2024	Salon Bio 360, bois énergie, stand CBQ+, conférence Animation CIBE et jury de l'innovation bois énergie	BEES	Nantes	16	CBQ+, ENERGIES 15 et Labo bois énergie
31/01/24	Visite petite granulation et plate-forem combustible bois entreprise TFZ (Certifiée CBQ+ par E 15)	Syndicat Energie Lozère	Charbonnier les Mines	8	ADUHME
08/02/24	Mise au point sur la mise en place de la directive européenne REDII pour les approvisionneurs bois énergie	CBQ+	Webinaire	3	
18/03/24	Webinaire sur les nouvelles modalités du Fond Chaleur 2024	ADEME CIBE	Webinaire	3	
21/03/24	1ère Journée bois forêt Cantal Touchons du Bois dans le cadre de la Journée Internationale de Forêt : exploitations de feuillus et utilisation, visite de chantier d'exploitation	FIBOIS Clermont, CNPF, E15	Châtagneraie cantalienne	8	FRANSYLVA, CAUE, ONF, COFOR, CFA Aurillac
avril 2024	Journée technique approvisionnement des petites chaufferies bois des collectivités et qualité du combustible bois	ENERGIES 15, CBQ+, FIBOIS SDE 03	Aillier	8	
16/05/24	2ème Journée bois forêt Cantal Touchons du Bois thématique reboisement avec visites	FIBOIS Clermont, CNPF, E15	Nord Cantal	8	FRANSYLVA, CAUE, ONF, COFOR, CFA Aurillac
27/06/2024	3ème Journée bois forêt Cantal Touchons du Bois thématique transformation et utilisation du bois	FIBOIS Clermont, CNPF, E15	Cantal	8	FRANSYLVA, CAUE, ONF, COFOR, CFA Aurillac
juin 2024	Formation sur le bois énergie pour les bac pro CFA agricole et forestier	ENERGIES 15	Aurillac	4	
juillet 2024	Assemblée générale de CBQ+ avec visites de sites	CBQ+ / ENERGIES 15		16	
juillet 2024	AG ENERGIES 15 avec visite de réalisation	ENERGIES 15		8	
juillet 2024	Séminaire CBQ+ avec l'ensemble des animateurs de France et le responsable national	CBQ+		8	ENERGIES 15
Octobre 2024	Rencontre nationale des animateurs Bois Énergie du CIBE	CIBE		16	ENERGIES 15
Octobre 2024	Village bois énergie au sein du Salon Pollutec	CBQ+, labo Bois énergie, FIBOIS, CIBE	Paris	16	ENERGIES 15
2024	Assemblée générale de la CUMA départementale Déchiqu Bois, point appro et AO déchetage	FD CUMA / CUMA Déchiqu Bois		4	ENERGIES 15
2024	Journée technique CIBE	CIBE		8	CBQ+, ...
2024	CIBE : suivi et acteurs des CA, commission approvisionnement, commission Animation, suivi des financements des structures.	CIBE	Webinaire	*	ENERGIES 15
2024	Participation réunions téléphoniques et divers sur les combustibles bois (CIBE, CBQ+, Observatoires, ...)	CBQ+, FIBOIS, AuRAEE, CIBE, ...	Webinaire	*	ENERGIES 15
2024	Participation aux réunions et comités de pilotes SCOT / PCAET / TEPOS / COEtiR Sytec / CCR BACC / PTECA PNR Aubrac, Contrat Objectif, ...	Divers selon collectivités, ADEME, ...	Divers selon collectivités	*	Divers EPCI, ENERGIES 15
TOTALUX				142	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-32

**Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes
Hautes Terres Communauté pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la
Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Didier ACHALME ne prend pas part au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal ;

Vu la délibération n° 21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n° 22CP03-24 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes Hautes Terres communauté ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 24 mai 2022 ;

Considérant le montant définitif de la contribution de la Région pour 2022 ;

- **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes Hautes Terres Communauté dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant définitif de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2022 ;
- de fixer le montant prévisionnel de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2023 ;
- de modifier quelques échéances de la convention initiale pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE
FINANCEMENT D'UN SERVICE PUBLIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE
L'HABITAT (SPPEH) DANS LE CANTAL**

AVENANT N°1

Entre les soussignés

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 23/02/2024,

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et

La Communauté de communes Hautes Terres Communauté

4, rue Faubourg Notre Dame – 15300 MURAT

N° SIRET : 200 066 637

représentée par son Président, M. Didier ACHALME, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°CP-2021-11/09-90-6043 de la commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal.

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 24 mai 2022 ;

Vu la délibération n°..... de la Commission permanente du Conseil départemental en date du..... validant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté de communes Hautes Terres Communauté en date duvalidant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Département du Cantal et les 9 EPCI cantaliens se sont associés afin de mettre en place le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) du Cantal : CANTAL RÉNOV ÉNERGIE. Une convention de partenariat passée entre le Département et la Collectivité a fixé le montant de la participation financière prévisionnelle de cette dernière, en tenant compte des dépenses et recettes prévisionnelles, sachant que la contribution totale des EPCI équivaut à celle du Département et chaque contribution individuelle est évaluée au prorata de sa population.

La Région ayant établi le montant définitif de sa contribution 2022, le présent avenant a pour objet :

- De fixer le montant définitif de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2022 ;
- De fixer le montant prévisionnel de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2023 ;
- De modifier quelques échéances de la convention initiales pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ceci étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

¶ Le 2^{ème} alinéa de l'ARTICLE 1^{er} est modifié comme suit:

« 30 juin 2024 » est remplacé par « 30 avril 2025 ».

ARTICLE 2

¶ Le 1 - **Contribution financière de l'ARTICLE 6** est complété par les mentions suivantes :

« Pour l'année 2022, la contribution financière définitive est fixée à **3 240,66 €**.

Pour l'année 2023, la contribution financière prévisionnelle est fixée à **3 552 €**. »

¶ Le 2 - **Modalités de versement de la contribution financière de l'ARTICLE 6** est modifié comme suit :

« Le solde, le 30 avril de l'année N+1 » est remplacé par « le solde, le 30 juin de l'année N+2. »

ARTICLE 3

Le tableau de l'ANNEXE N°1 est remplacé par le tableau suivant :

ANNEXE N°1

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPPEH

ANNÉE 2022

	Nombre d'habitants	Avance 50% 2022	Réalisé 2022	Reste à charge 2022
Conseil départemental	145 143	35 045,50 €	40 678,00 €	5 632,50 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	12 837,00 €	14 900,38 €	2 063,38 €
CC Chataignerat cantalienne	21 292	5 141,00 €	5 967,33 €	826,33 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 186,50 €	1 377,49 €	190,99 €
Saint-Flour Co	23 569	5 690,50 €	6 605,48 €	914,98 €
Hautes Terres Co	11 563	2 792,00 €	3 240,66 €	448,66 €
CC Pays de Mauriac	6 749	1 629,50 €	1 891,49 €	261,99 €
CC Pays Gentiane	6 826	1 648,00 €	1 913,07 €	265,07 €
CC Pays de Salers	8 560	2 067,00 €	2 399,04 €	332,04 €
CC Sumène Aterse	8 459	2 042,50 €	2 370,73 €	328,23 €
TOTAL		70 079,50 €	81 343,67 €	11 264,17 €

Soit pour les EPCI : 0.28 € / habitant

ARTICLE 4

Un tableau ANNEXE N° 2 est inséré : « PARTICIPATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES – ANNEE 2023 »

ANNEXE N°2

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPRH

ANNÉE 2023

	Nombre d'habitants	Prévisionnel 2023
Conseil départemental	145 143	44 585 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	16 332 €
CC Chataignerale cantalienne	21 292	6 540 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 510 €
Saint-Flour Co	23 569	7 240 €
Hautes Terres Co	11 563	3 552 €
CC Pays de Mauriac	6 749	2 073 €
CC Pays Gentiane	6 826	2 097 €
CC Pays de Salers	8 560	2 629 €
CC Sumène Atrense	8 459	2 598 €
TOTAL		89 156 €

Soit pour les EPCI : 0.31 € / habitant

ARTICLE 5

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le

Pour la Communauté de communes
Hautes Terres Communauté

Le Président,

Didier ACHALME.

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Bruno FAURE.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-33

Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Gentiane pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Valérie CABECAS ne prend pas part au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° CP-2021-11/09-90-6043 de la commission permanente du Conseil régional du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal ;

Vu la délibération n° 21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°22CP04-35 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Gentiane ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 10 juin 2022 ;

Considérant le montant définitif de la contribution de la Région pour 2022 ;

- **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Gentine dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant définitif de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2022 ;
- de fixer le montant prévisionnel de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2023 ;
- de modifier quelques échéances de la convention initiale pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE
FINANCEMENT D'UN SERVICE PUBLIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE
L'HABITAT (SPPEH) DANS LE CANTAL**

AVENANT N°1

Entre les soussignés

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 23/02/2024,
ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et

La Communauté de communes du Pays de Gentiane

Place de la gare 15400 RIOM-ÈS-MONTAGNES

N° SIRET : 241 500 255 000 13

représentée par sa Présidente, Madame Valérie CABECAS-ROQUIER, dûment habilitée par
délibération du Conseil communautaire en date du
ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°CP-2021-11/09-90-6043 de la commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal.

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°22CP04-35 de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 10 juin 2022 ;

Vu la délibération n°.....de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 23 février 2024 validant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Gentiane en date duvalidant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Département du Cantal et les 9 EPCI cantaliens se sont associés afin de mettre en place le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) du Cantal : CANTAL RÉNOV ÉNERGIE. Une convention de partenariat passée entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Gentiane a fixé le montant de la participation financière prévisionnelle de cette dernière, en tenant compte des dépenses et recettes prévisionnelles, sachant que la contribution totale des EPCI équivaut à celle du Département et chaque contribution individuelle est évaluée au prorata de sa population.

La Région ayant établi le montant définitif de sa contribution 2022, le présent avenant a pour objet :

- De fixer le montant définitif de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2022 ;
- De fixer le montant prévisionnel de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2023 ;
- De modifier quelques échéances de la convention initiales pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ceci étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

¶ Le 2^{ème} alinéa de l'ARTICLE 1^{er} est modifié comme suit:

« 30 juin 2024 » est remplacé par « 30 avril 2025 ».

ARTICLE 2

¶ Le 1 - **Contribution financière de l'ARTICLE 6** est complété par les mentions suivantes :

« Pour l'année 2022, la contribution financière définitive est fixée à **1 913,07 €**.

Pour l'année 2023, la contribution financière prévisionnelle est fixée à **2 097 €**. »

¶ Le 2 - **Modalités de versement de la contribution financière de l'ARTICLE 6** est modifié comme suit :

« Le solde, le 30 avril de l'année N+1 » est remplacé par « le solde, le 30 juin de l'année N+2. »

ARTICLE 3

Le tableau de l'ANNEXE N°1 est remplacé par le tableau suivant :

ANNEXE N°1

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPPEH

ANNÉE 2022

	Nombre d'habitants	Avance 50% 2022	Réalisé 2022	Reste à charge 2022
Conseil départemental	145 143	35 045,50 €	40 678,00 €	5 632,50 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	12 837,00 €	14 900,38 €	2 063,38 €
CC Chataignerat cantalienne	21 292	5 141,00 €	5 967,33 €	826,33 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 186,50 €	1 377,49 €	190,99 €
Saint-Flour Co	23 569	5 690,50 €	6 605,48 €	914,98 €
Hautes Terres Co	11 563	2 792,00 €	3 240,66 €	448,66 €
CC Pays de Mauriac	6 749	1 629,50 €	1 891,49 €	261,99 €
CC Pays Gentiane	6 826	1 648,00 €	1 913,07 €	265,07 €
CC Pays de Salers	8 560	2 067,00 €	2 399,04 €	332,04 €
CC Sumène Atrense	8 459	2 042,50 €	2 370,73 €	328,23 €
TOTAL		70 079,50 €	81 343,67 €	11 264,17 €

Soit pour les EPCI : 0.28 € / habitant

ARTICLE 4

Un tableau ANNEXE N°2 est inséré : « PARTICIPATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES – ANNEE 2023 »

ANNEXE N°2

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPRH
ANNÉE 2023

	Nombre d'habitants	Prévisionnel 2023
Conseil départemental	145 143	44 585 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	16 322 €
CC Châtagneraie cantalienne	21 292	6 540 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 510 €
Saint-Flour Co	23 569	7 240 €
Hautes Terres Co	11 563	3 552 €
CC Pays de Mauriac	6 749	2 073 €
CC Pays Gentiane	6 826	2 097 €
CC Pays de Salers	8 560	2 629 €
CC Sumène Artense	8 459	2 598 €
TOTAL		89 156 €

Soit pour les EPCI : 0,31 € / habitant

ARTICLE 5

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le

.... Pour la Communauté de communes
du Pays de Gentiane,

La Présidente,

Valérie CABECAS-ROQUIER.

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Bruno FAURE.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-34

Avenant n° 1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac pour la mise en oeuvre et le financement d'un Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean Mage, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Valérie RUEDA.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal ;

Vu la délibération n° 21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n° 22CP04-36 de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en oeuvre et le financement d'un "Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat" (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal en date du 21 juin 2022 ;

Considérant le montant définitif de la contribution de la Région pour 2022 ;

- **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant définitif de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2022 ;
- de fixer le montant prévisionnel de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2023 ;
- de modifier quelques échéances de la convention initiale pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE
FINANCEMENT D'UN SERVICE PUBLIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE
L'HABITAT (SPPEH) DANS LE CANTAL**

AVENANT N°1

Entre les soussignés

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 23/02/2024,

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et

La Communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac

3, place des Carmes – CS 80501 15005 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 241 500 230 000 16

représentée par son Président, M. Pierre MATHONIER, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°CP-2021-11/09-90-6043 de la commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal.

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 21 juin 2022 ;

Vu la délibération n°.....de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 23/02/2024 validant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac en date duvalidant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Département du Cantal et les 9 EPCI cantaliens se sont associés afin de mettre en place le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) du Cantal : CANTAL RÉNOV ÉNERGIE. Une convention de partenariat passée entre le Département et la Communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac a fixé le montant de la participation financière prévisionnelle de cette dernière, en tenant compte des dépenses et recettes prévisionnelles, sachant que la contribution totale des EPCI équivaut à celle du Département et chaque contribution individuelle est évaluée au prorata de sa population.

La Région ayant établi le montant définitif de sa contribution 2022, le présent avenant a pour objet :

- De fixer le montant définitif de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2022 ;
- De fixer le montant prévisionnel de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2023 ;
- De modifier quelques échéances de la convention initiales pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ceci étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

¶ Le 2^{ème} alinéa de l'ARTICLE 1^{er} est modifié comme suit:

« 30 juin 2024 » est remplacé par « 30 avril 2025 ».

ARTICLE 2

¶ Le 1 - **Contribution financière de l'ARTICLE 6** est complété par les mentions suivantes :

« Pour l'année 2022, la contribution financière définitive est fixée à **14 900,38 €**.

Pour l'année 2023, la contribution financière prévisionnelle est fixée à **16 332 €**. »

¶ Le 2 - **Modalités de versement de la contribution financière de l'ARTICLE 6** est modifié comme suit :

« Le solde, le 30 avril de l'année N+1 » est remplacé par « le solde, le 30 juin de l'année N+2. »

ARTICLE 3

Le tableau de l'ANNEXE N°1 est remplacé par le tableau suivant :

ANNEXE N°1

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPPEH
ANNÉE 2022

	Nombre d'habitants	Avance 50% 2022	Réalisé 2022	Reste à charge 2022
Conseil départemental	145 143	35 045,50 €	40 678,00 €	5 632,50 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	12 837,00 €	14 900,38 €	2 063,38 €
CC Chataignerat cantalienne	21 292	5 141,00 €	5 967,33 €	826,33 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 186,50 €	1 377,49 €	190,99 €
Saint-Flour Co	23 569	5 690,50 €	6 605,48 €	914,98 €
Hautes Terres Co	11 563	2 792,00 €	3 240,66 €	448,66 €
CC Pays de Mauriac	6 749	1 629,50 €	1 891,49 €	261,99 €
CC Pays Gentiane	8 826	1 648,00 €	1 913,07 €	265,07 €
CC Pays de Salers	8 560	2 067,00 €	2 399,04 €	332,04 €
CC Sumène Aterse	8 459	2 042,50 €	2 370,73 €	328,23 €
TOTAL		70 079,50 €	81 343,67 €	11 264,17 €

Soit pour les EPCI : 0,28 € / habitant

ARTICLE 4

Un tableau ANNEXE N°2 est inséré : « PARTICIPATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES – ANNEE 2023 »

ANNEXE N°2

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPRH

ANNÉE 2023

	Nombre d'habitants	Prévisionnel 2023
Conseil départemental	145 143	44 585 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	16 332 €
CC Chataignerale cantalienne	21 292	6 540 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 510 €
Saint-Flour Co	23 569	7 240 €
Hautes Terres Co	11 563	3 552 €
CC Pays de Mauriac	6 749	2 073 €
CC Pays Gentiane	6 826	2 097 €
CC Pays de Salers	8 560	2 629 €
CC Sumène Atrense	8 459	2 598 €
TOTAL		89 156 €

Soit pour les EPCI : 0.31 € / habitant

ARTICLE 5

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le

Pour la Communauté d'Agglomération
du Bassin d'Aurillac

Le Président,

Pierre MATHONIER.

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Bruno FAURE.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-35

Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Mauriac pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal ;

Vu la délibération n° 21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n° 22CP04-37 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Mauriac ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 10 juin 2022 ;

Considérant le montant définitif de la contribution de la Région pour 2022 ;

- **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Mauriac dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant définitif de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2022 ;
- de fixer le montant prévisionnel de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2023 ;
- de modifier quelques échéances de la convention initiale pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE
FINANCEMENT D'UN SERVICE PUBLIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE
L'HABITAT (SPPEH) DANS LE CANTAL**

AVENANT N°1

Entre les soussignés

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 23/02/2024,
ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et

La Communauté de communes du Pays de Mauriac

1 avenue du Commandant Gabon – BP 53 - 15200 MAURIAC

N° SIRET : 241 500 271 00051

représentée par son Président, M. Jean-Pierre SOULIER, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du
ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°CP-2021-11/09-90-6043 de la commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal.

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°22CP04-37 de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 10 juin 2022 ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 23/02/2024 validant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Vu la délibération n°..... du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Mauriac en date duvalidant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Département du Cantal et les 9 EPCI cantaliens se sont associés afin de mettre en place le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) du Cantal : CANTAL RÉNOV ÉNERGIE. Une convention de partenariat passée entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Mauriac a fixé le montant de la participation financière prévisionnelle de cette dernière, en tenant compte des dépenses et recettes prévisionnelles, sachant que la contribution totale des EPCI équivaut à celle du Département et chaque contribution individuelle est évaluée au prorata de sa population.

La Région ayant établi le montant définitif de sa contribution 2022, le présent avenant a pour objet :

- De fixer le montant définitif de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2022 ;
- De fixer le montant prévisionnel de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2023 ;
- De modifier quelques échéances de la convention initiales pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ceci étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

□ **Le 2^{ème} alinéa de l'ARTICLE 1^{er}** est modifié comme suit:

« 30 juin 2024 » est remplacé par « 30 avril 2025 ».

ARTICLE 2

□ **Le 1 - Contribution financière de l'ARTICLE 6** est complété par les mentions suivantes :

« Pour l'année 2022, la contribution financière définitive est fixée à **1 891,49 €**.

Pour l'année 2023, la contribution financière prévisionnelle est fixée à **2 073 €**. »

□ **Le 2 - Modalités de versement de la contribution financière de l'ARTICLE 6** est modifié comme suit :

« Le solde, le 30 avril de l'année N+1 » est remplacé par « le solde, le 30 juin de l'année N+2. »

ARTICLE 3

Le tableau de l'ANNEXE N°1 est remplacé par le tableau suivant :

ANNEXE N°1

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPPEH

ANNÉE 2022

	Nombre d'habitants	Avance 50% 2022	Réalisé 2022	Reste à charge 2022
Conseil départemental	145 143	35 045,50 €	40 678,00 €	5 632,50 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	12 837,00 €	14 900,38 €	2 063,38 €
CC Chataignerat cantalienne	21 292	5 141,00 €	5 967,33 €	826,33 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 186,50 €	1 377,49 €	190,99 €
Saint-Flour Co	23 569	5 690,50 €	6 605,48 €	914,98 €
Hautes Terres Co	11 563	2 792,00 €	3 240,66 €	448,66 €
CC Pays de Mauriac	6 749	1 629,50 €	1 891,49 €	261,99 €
CC Pays Gentiane	6 826	1 648,00 €	1 913,07 €	265,07 €
CC Pays de Salers	8 560	2 067,00 €	2 399,04 €	332,04 €
CC Sumène Atrorse	8 459	2 042,50 €	2 370,73 €	328,23 €
TOTAL		70 079,50 €	81 343,67 €	11 264,17 €

Soit pour les EPCI : 0,28 € / habitant

ARTICLE 4

Un tableau ANNEXE N° 2 est inséré : « PARTICIPATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES – ANNEE 2023 »

ANNEXE N°2

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPRH
ANNÉE 2023

	Nombre d'habitants	Prévisionnel 2023
Conseil départemental	145 143	44 585 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	16 322 €
CC Châtagneraie cantalienne	21 292	6 540 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 510 €
Saint-Flour Co	23 569	7 240 €
Hautes Terres Co	11 563	3 552 €
CC Pays de Mauriac	6 749	2 073 €
CC Pays Gentiane	6 826	2 097 €
CC Pays de Salers	8 560	2 629 €
CC Sumène Artense	8 459	2 598 €
TOTAL		89 156 €

Soit pour les EPCI : 0,31 € / habitant

ARTICLE 5

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le

Pour la Communauté de communes
Du Pays de Mauriac

Le Président,

Jean-Pierre SOULIER.

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Bruno FAURE.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-36

Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes Saint-Flour Communauté pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Céline CHARRIAUD ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Jean Jacques MONLOUBOU.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en Commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal ;

Vu la délibération n° 21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n° 22CP04-38 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes Saint-Flour communauté ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 10 juin 2022 ;

Considérant le montant définitif de la contribution de la Région pour 2022 ;

- **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes Saint-Flour Communauté dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant définitif de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2022 ;
- de fixer le montant prévisionnel de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2023 ;
- de modifier quelques échéances de la convention initiale pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE
FINANCEMENT D'UN SERVICE PUBLIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE
L'HABITAT (SPPEH) DANS LE CANTAL**

AVENANT N°1

Entre les soussignés

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du xx/xx/2024,

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et

La Communauté de communes Saint-Flour Communauté

Village d'entreprises – 1 rue des Crozes – Z.A. du Rozier-Coren 15100 SAINT-FLOUR

N° SIRET : 200 066 660 00016

représentée par sa Présidente, Madame Céline CHARRIAUD, dûment habilitée par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en Commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal.

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°22CP04-38 de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 10 juin 2022 ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 23 février 2024 validant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Vu la délibération n°..... du Conseil communautaire de la Communauté de communes de Saint-Flour Communauté en date duvalidant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Département du Cantal et les 9 EPCI cantaliens se sont associés afin de mettre en place le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) du Cantal : CANTAL RÉNOV ÉNERGIE. Une convention de partenariat passée entre le Département et la Communauté de communes Saint-Flour Communauté a fixé le montant de la participation financière prévisionnelle de cette dernière, en tenant compte des dépenses et recettes prévisionnelles, sachant que la contribution totale des EPCI équivaut à celle du Département et chaque contribution individuelle est évaluée au prorata de sa population.

La Région ayant établi le montant définitif de sa contribution 2022, le présent avenant a pour objet :

- De fixer le montant définitif de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2022 ;
- De fixer le montant prévisionnel de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2023 ;
- De modifier quelques échéances de la convention initiales pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ceci étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

□ **Le 2^{ème} alinéa de l'ARTICLE 1^{er}** est modifié comme suit:

« 30 juin 2024 » est remplacé par « 30 avril 2025 ».

ARTICLE 2

□ **Le 1 - Contribution financière de l'ARTICLE 6** est complété par les mentions suivantes :

« Pour l'année 2022, la contribution financière définitive est fixée à **6 605,48 €**.

Pour l'année 2023, la contribution financière prévisionnelle est fixée à **7 240 €**. »

□ **Le 2 - Modalités de versement de la contribution financière de l'ARTICLE 6** est modifié comme suit :

« Le solde, le 30 avril de l'année N+1 » est remplacé par « le solde, le 30 juin de l'année N+2. »

ARTICLE 3

Le tableau de l'ANNEXE N°1 est remplacé par le tableau suivant :

ANNEXE N°1

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPPEH

ANNÉE 2022

	Nombre d'habitants	Avance 50% 2022	Réalisé 2022	Reste à charge 2022
Conseil départemental	145 143	35 045,50 €	40 678,00 €	5 632,50 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	12 837,00 €	14 900,38 €	2 063,38 €
CC Chataignerat cantalienne	21 292	5 141,00 €	5 967,33 €	826,33 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 186,50 €	1 377,49 €	190,99 €
Saint-Flour Co	23 569	5 690,50 €	6 605,48 €	914,98 €
Hautes Terres Co	11 563	2 792,00 €	3 240,66 €	448,66 €
CC Pays de Mauriac	6 749	1 629,50 €	1 891,49 €	261,99 €
CC Pays Gentiane	6 826	1 648,00 €	1 913,07 €	265,07 €
CC Pays de Salers	8 560	2 067,00 €	2 399,04 €	332,04 €
CC Sumène Atrense	8 459	2 042,50 €	2 370,73 €	328,23 €
TOTAL		70 079,50 €	81 343,67 €	11 264,17 €

Soit pour les EPCI : 0.28 € / habitant

ARTICLE 4

Un tableau ANNEXE N° 2 est inséré : « PARTICIPATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES – ANNEE 2023 »

ANNEXE N°2

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPRH
ANNÉE 2023

	Nombre d'habitants	Prévisionnel 2023
Conseil départemental	145 143	44 585 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	16 322 €
CC Châtagneraie cantalienne	21 292	6 540 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 510 €
Saint-Flour Co	23 569	7 240 €
Hautes Terres Co	11 563	3 552 €
CC Pays de Mauriac	6 749	2 073 €
CC Pays Gentiane	6 826	2 097 €
CC Pays de Salers	8 560	2 629 €
CC Sumène Artense	8 459	2 598 €
TOTAL		89 156 €

Soit pour les EPCI : 0,31 € / habitant

ARTICLE 5

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le

Pour la Communauté de communes
Saint-Flour Communauté

La Présidente,

Céline CHARRIAUD.

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Bruno FAURE.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-37

Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes Sumène-Artense pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en Commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal ;

Vu la délibération n° 21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°22CP04-39 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes de Sumène-Artense ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 10 juin 2022 ;

Considérant le montant définitif de la contribution de la Région pour 2022 ;

- **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes Sumène-Artense dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant définitif de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2022 ;
- de fixer le montant prévisionnel de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2023 ;
- de modifier quelques échéances de la convention initiale pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE
FINANCEMENT D'UN SERVICE PUBLIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE
L'HABITAT (SPPEH) DANS LE CANTAL**

AVENANT N°1

Entre les soussignés

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 23/02/2024,
ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et

La Communauté de communes Sumène-Artense

23 bis Place de l'Eglise - 15270 CHAMPS-SUR-TARENTAINE-MARCHAL

N° SIRET : 241 501 055 000 16

représentée par son Président, Monsieur Marc MAISONNEUVE dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du
ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en Commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal.

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°22CP04-39 de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 10 juin 2022 ;

Vu la délibération n°de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 23 février 2024 validant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté de communes Sumène-Artense en date duvalidant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Département du Cantal et les 9 EPCI cantaliens se sont associés afin de mettre en place le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) du Cantal : CANTAL RÉNOV ÉNERGIE. Une convention de partenariat passée entre le Département et la Communauté de communes Sumène-Artense a fixé le montant de la participation financière prévisionnelle de cette dernière, en tenant compte des dépenses et recettes prévisionnelles, sachant que la contribution totale des EPCI équivaut à celle du Département et chaque contribution individuelle est évaluée au prorata de sa population.

La Région ayant établi le montant définitif de sa contribution 2022, le présent avenant a pour objet :

- De fixer le montant définitif de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2022 ;
- De fixer le montant prévisionnel de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2023 ;
- De modifier quelques échéances de la convention initiales pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ceci étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

□ **Le 2^{ème} alinéa de l'ARTICLE 1^{er}** est modifié comme suit:

« 30 juin 2024 » est remplacé par « 30 avril 2025 ».

ARTICLE 2

□ **Le 1 - Contribution financière de l'ARTICLE 6** est complété par les mentions suivantes :

« Pour l'année 2022, la contribution financière définitive est fixée à **2 370,73 €**.

Pour l'année 2023, la contribution financière prévisionnelle est fixée à **2 598 €**. »

□ **Le 2 - Modalités de versement de la contribution financière de l'ARTICLE 6** est modifié comme suit :

« Le solde, le 30 avril de l'année N+1 » est remplacé par « le solde, le 30 juin de l'année N+2. »

ARTICLE 3

Le tableau de l'ANNEXE N°1 est remplacé par le tableau suivant :

ANNEXE N°1

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPPEH

ANNÉE 2022

	Nombre d'habitants	Avance 50% 2022	Réalisé 2022	Reste à charge 2022
Conseil départemental	145 143	35 045,50 €	40 678,00 €	5 632,50 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	12 837,00 €	14 900,38 €	2 063,38 €
CC Chataignerat cantalienne	21 292	5 141,00 €	5 967,33 €	826,33 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 186,50 €	1 377,49 €	190,99 €
Saint-Flour Co	23 569	5 690,50 €	6 605,48 €	914,98 €
Hautes Terres Co	11 563	2 792,00 €	3 240,66 €	448,66 €
CC Pays de Mauriac	6 749	1 629,50 €	1 891,49 €	261,99 €
CC Pays Gentiane	6 826	1 648,00 €	1 913,07 €	265,07 €
CC Pays de Salers	8 560	2 067,00 €	2 399,04 €	332,04 €
CC Sumène Aterse	8 459	2 042,50 €	2 370,73 €	328,23 €
TOTAL		70 079,50 €	81 343,67 €	11 264,17 €

Soit pour les EPCI : 0,28 € / habitant

ARTICLE 4

Un tableau ANNEXE N° 2 est inséré : « PARTICIPATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES – ANNEE 2023 »

ANNEXE N°2

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPRH
ANNÉE 2023

	Nombre d'habitants	Prévisionnel 2023
Conseil départemental	145 143	44 585 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	16 322 €
CC Châtagneraie cantalienne	21 292	6 540 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 510 €
Saint-Flour Co	23 569	7 240 €
Hautes Terres Co	11 563	3 552 €
CC Pays de Mauriac	6 749	2 073 €
CC Pays Gentiane	6 826	2 097 €
CC Pays de Salers	8 560	2 629 €
CC Sumène Artense	8 459	2 598 €
TOTAL		89 156 €

Soit pour les EPCI : 0,31 € / habitant

ARTICLE 5

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le

Pour la Communauté de communes
Sumène-Artense

Le Président,

Marc MAISONNEUVE.

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Bruno FAURE.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-38

Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Salers pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en Commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal ;

Vu la délibération n° 21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n° 22CP04-40 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Salers ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 10 juin 2022 ;

Considérant le montant définitif de la contribution de la Région pour 2022 ;

- **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Salers dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant définitif de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2022 ;
- de fixer le montant prévisionnel de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2023 ;
- de modifier quelques échéances de la convention initiale pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE
FINANCEMENT D'UN SERVICE PUBLIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE
L'HABITAT (SPPEH) DANS LE CANTAL**

AVENANT N°1

Entre les soussignés

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 23/02/2024,

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et

La Communauté de communes du Pays de Salers

3, place du Château 15140 SALERS

N° SIRET : 241 501 139 000 18

représentée par son Président, Monsieur Pierre MENNESSON dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en Commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal.

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°22CP04-40 de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 10 juin 2022 ;

Vu la délibération n°de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 23 février 2024 validant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Vu la délibération n° du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Salers en date du validant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Département du Cantal et les 9 EPCI cantaliens se sont associés afin de mettre en place le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) du Cantal : CANTAL RÉNOV ÉNERGIE. Une convention de partenariat passée entre le Département et la Communauté de communes du Pays de Salers a fixé le montant de la participation financière prévisionnelle de cette dernière, en tenant compte des dépenses et recettes prévisionnelles, sachant que la contribution totale des EPCI équivaut à celle du Département et chaque contribution individuelle est évaluée au prorata de sa population.

La Région ayant établi le montant définitif de sa contribution 2022, le présent avenant a pour objet :

- De fixer le montant définitif de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2022 ;
- De fixer le montant prévisionnel de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2023 ;
- De modifier quelques échéances de la convention initiales pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ceci étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

□ **Le 2^{ème} alinéa de l'ARTICLE 1^{er}** est modifié comme suit:

« 30 juin 2024 » est remplacé par « 30 avril 2025 ».

ARTICLE 2

□ **Le 1 - Contribution financière de l'ARTICLE 6** est complété par les mentions suivantes :

« Pour l'année 2022, la contribution financière définitive est fixée à **2 399,04 €**.

Pour l'année 2023, la contribution financière prévisionnelle est fixée à **2 629 €**. »

□ **Le 2 - Modalités de versement de la contribution financière de l'ARTICLE 6** est modifié comme suit :

« Le solde, le 30 avril de l'année N+1 » est remplacé par « le solde, le 30 juin de l'année N+2. »

ARTICLE 3

Le tableau de l'ANNEXE N°1 est remplacé par le tableau suivant :

ANNEXE N°1

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPPEH

ANNÉE 2022

	Nombre d'habitants	Avance 50% 2022	Réalisé 2022	Reste à charge 2022
Conseil départemental	145 143	35 045,50 €	40 678,00 €	5 632,50 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	12 837,00 €	14 900,38 €	2 063,38 €
CC Chataignerat cantalienne	21 292	5 141,00 €	5 967,33 €	826,33 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 186,50 €	1 377,49 €	190,99 €
Saint-Flour Co	23 569	5 690,50 €	6 605,48 €	914,98 €
Hautes Terres Co	11 563	2 792,00 €	3 240,66 €	448,66 €
CC Pays de Mauriac	6 749	1 629,50 €	1 891,49 €	261,99 €
CC Pays Gentiane	6 826	1 648,00 €	1 913,07 €	265,07 €
CC Pays de Salers	8 560	2 067,00 €	2 399,04 €	332,04 €
CC Sumène Atrorse	8 459	2 042,50 €	2 370,73 €	328,23 €
TOTAL		70 079,50 €	81 343,67 €	11 264,17 €

Soit pour les EPCI : 0.28 € / habitant

ARTICLE 4

Un tableau ANNEXE N°2 est inséré : « PARTICIPATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES – ANNEE 2023 »

ANNEXE N°2

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPRH
ANNÉE 2023

	Nombre d'habitants	Prévisionnel 2023
Conseil départemental	145 143	44 585 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	16 322 €
CC Châtagneraie cantalienne	21 292	6 540 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 510 €
Saint-Flour Co	23 569	7 240 €
Hautes Terres Co	11 563	3 552 €
CC Pays de Mauriac	6 749	2 073 €
CC Pays Gentiane	6 826	2 097 €
CC Pays de Salers	8 560	2 629 €
CC Sumène Artense	8 459	2 598 €
TOTAL		89 156 €

Soit pour les EPCI : 0,31 € / habitant

ARTICLE 5

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le

.... Pour la Communauté de communes
du Pays de Salers

Le Président,

Pierre MENNESSON.

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Bruno FAURE.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-39

**Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes
Cère et Goul en Carladès pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la
Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en Commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal ;

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°22CP04-41 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 15 mai 2022 ;

Considérant le montant définitif de la contribution de la Région pour 2022 ;

- **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant définitif de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2022 ;
- de fixer le montant prévisionnel de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2023 ;
- de modifier quelques échéances de la convention initiale pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE
FINANCEMENT D'UN SERVICE PUBLIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE
L'HABITAT (SPPEH) DANS LE CANTAL**

AVENANT N°1

Entre les soussignés

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 23/02/2024,

ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et

La Communauté de communes Cère et Goul en Carladès

6, rue de l'Elancèze - 15800 VIC-SUR-CÈRE

N° SIRET : 241 501 089 000 15

représentée par sa Présidente, Madame Dominique BRU, dûment habilitée par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en Commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal.

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°22CP04-41 de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 15 mai 2022 ;

Vu la délibération n°de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 23 février 2024 validant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Vu la délibération n°du Conseil communautaire de la Communauté de communes de Cère et Goul en Carladès en date duvalidant l'avenant n°1 à la convention de partenariat ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Département du Cantal et les 9 EPCI cantaliens se sont associés afin de mettre en place le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) du Cantal : CANTAL RÉNOV ÉNERGIE. Une convention de partenariat passée entre le Département et la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès a fixé le montant de la participation financière prévisionnelle de cette dernière, en tenant compte des dépenses et recettes prévisionnelles, sachant que la contribution totale des EPCI équivaut à celle du Département et chaque contribution individuelle est évaluée au prorata de sa population.

La Région ayant établi le montant définitif de sa contribution 2022, le présent avenant a pour objet :

- De fixer le montant définitif de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2022 ;
- De fixer le montant prévisionnel de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2023 ;
- De modifier quelques échéances de la convention initiales pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ceci étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

□ **Le 2^{ème} alinéa de l'ARTICLE 1^{er}** est modifié comme suit:

« 31 mars 2024 » est remplacé par « 30 avril 2025 ».

ARTICLE 2

□ **Le 1 - Contribution financière de l'ARTICLE 6** est complété par les mentions suivantes :

« Pour l'année 2022, la contribution financière définitive est fixée à **1 377,49 €**.

Pour l'année 2023, la contribution financière prévisionnelle est fixée à **1 510 €**. »

□ **Le 2 - Modalités de versement de la contribution financière de l'ARTICLE 6** est modifié comme suit :

« Le solde, le 30 avril de l'année N+1 » est remplacé par « le solde, le 30 juin de l'année N+2. »

ARTICLE 3

Le tableau de l'ANNEXE N°1 est remplacé par le tableau suivant :

ANNEXE N°1

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPPEH

ANNÉE 2022

	Nombre d'habitants	Avance 50% 2022	Réalisé 2022	Reste à charge 2022
Conseil départemental	145 143	35 045,50 €	40 678,00 €	5 632,50 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	12 837,00 €	14 900,38 €	2 063,38 €
CC Chataignerat cantalienne	21 292	5 141,00 €	5 967,33 €	826,33 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 186,50 €	1 377,49 €	190,99 €
Saint-Flour Co	23 569	5 690,50 €	6 605,48 €	914,98 €
Hautes Terres Co	11 563	2 792,00 €	3 240,66 €	448,66 €
CC Pays de Mauriac	6 749	1 629,50 €	1 891,49 €	261,99 €
CC Pays Gentiane	6 826	1 648,00 €	1 913,07 €	265,07 €
CC Pays de Salers	8 560	2 067,00 €	2 399,04 €	332,04 €
CC Sumène Atrense	8 459	2 042,50 €	2 370,73 €	328,23 €
TOTAL		70 079,50 €	81 343,67 €	11 264,17 €

Soit pour les EPCI : 0.28 € / habitant

ARTICLE 4

Un tableau ANNEXE N°2 est inséré : « PARTICIPATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES – ANNEE 2023 »

ANNEXE N°2

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPRH
ANNÉE 2023

	Nombre d'habitants	Prévisionnel 2023
Conseil départemental	145 143	44 585 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	16 322 €
CC Châtagneraie cantalienne	21 292	6 540 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 510 €
Saint-Flour Co	23 569	7 240 €
Hautes Terres Co	11 563	3 552 €
CC Pays de Mauriac	6 749	2 073 €
CC Pays Gentiane	6 826	2 097 €
CC Pays de Salers	8 560	2 629 €
CC Sumène Artense	8 459	2 598 €
TOTAL		89 156 €

Soit pour les EPCI : 0,31 € / habitant

ARTICLE 5

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le

.... Pour la Communauté de communes
de Cère et Goul en Carladès

Pour le Département du Cantal

La Présidente,

Le Président,

Dominique BRU.

Bruno FAURE.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-40

Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département et la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en Commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal ;

Vu la délibération n° 21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n° 22CP04-42 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 20 juin 2022 ;

Considérant le montant définitif de la contribution de la Région pour 2022 ;

- **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) dans le Cantal entre le Département et la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

Le présent avenant a pour objet :

- de fixer le montant définitif de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2022 ;
- de fixer le montant prévisionnel de la contribution de l'EPCI au titre de l'année 2023 ;
- de modifier quelques échéances de la convention initiale pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE
FINANCEMENT D'UN SERVICE PUBLIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE
L'HABITAT (SPPEH) DANS LE CANTAL**

AVENANT N°1

Entre les soussignés

Le Département

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 23/02/2024,
ci-après désigné par « **LE DÉPARTEMENT** »

d'une part ;

Et

La Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne

5 rue des Placettes 15220 SAINT MAMET LA SALVETAT

N° SIRET : 200 066 678 00018

représentée par son Président, Monsieur Michel TEYSEDOU, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du

ci-après désignée par « **LA COLLECTIVITÉ** »

d'autre part ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique sur la croissance verte et sa codification dans les articles L326-1 du Code de la construction et de l'habitation et L232-1 à L232-2 du Code de l'énergie ;

Vu l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le programme « Plateformes du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) » validés en assemblée plénière et en Commission permanente du Conseil régional des 8 et 9 juillet 2020 ;

Vu la délibération n°CP-2021-11/09-90-6043 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal.

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal en date du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°22CP04-42 de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 avril 2022 validant la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la convention de partenariat pour la mise en œuvre et le financement d'un SPPEH dans le Cantal en date du 20 juin 2022 ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Département du Cantal et les 9 EPCI cantaliens se sont associés afin de mettre en place le Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH) du Cantal : CANTAL RÉNOV ÉNERGIE. Une convention de partenariat passée entre le Département et la Communauté de communes la Châtaigneraie cantalienne a fixé le montant de la participation financière prévisionnelle de cette dernière, en tenant compte des dépenses et recettes prévisionnelles, sachant que la contribution totale des EPCI équivaut à celle du Département et chaque contribution individuelle est évaluée au prorata de sa population.

La Région ayant établi le montant définitif de sa contribution 2022, le présent avenant a pour objet :

- De fixer le montant définitif de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2022 ;
- De fixer le montant prévisionnel de la contribution de la Collectivité au titre de l'année 2023 ;
- De modifier quelques échéances de la convention initiales pour tenir compte des délais de validation des montants de subvention par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ceci étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

¶ Le 2^{ème} alinéa de l'ARTICLE 1^{er} est modifié comme suit:

« 30 juin 2024 » est remplacé par « 30 avril 2025 ».

ARTICLE 2

¶ Le 1 - **Contribution financière de l'ARTICLE 6** est complété par les mentions suivantes :

« Pour l'année 2022, la contribution financière définitive est fixée à **5 967,33 €**.

Pour l'année 2023, la contribution financière prévisionnelle est fixée à **6 540 €**. »

¶ Le 2 - **Modalités de versement de la contribution financière de l'ARTICLE 6** est modifié comme suit :

« Le solde, le 30 avril de l'année N+1 » est remplacé par « le solde, le 30 juin de l'année N+2. »

ARTICLE 3

Le tableau de l'ANNEXE N°1 est remplacé par le tableau suivant :

ANNEXE N°1

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPPEH

ANNÉE 2022

	Nombre d'habitants	Avance 50% 2022	Réalisé 2022	Reste à charge 2022
Conseil départemental	145 143	35 045,50 €	40 678,00 €	5 632,50 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	12 837,00 €	14 900,38 €	2 063,38 €
CC Chataignerat cantalienne	21 292	5 141,00 €	5 967,33 €	826,33 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 186,50 €	1 377,49 €	190,99 €
Saint-Flour Co	23 569	5 690,50 €	6 605,48 €	914,98 €
Hautes Terres Co	11 563	2 792,00 €	3 240,66 €	448,66 €
CC Pays de Mauriac	6 749	1 629,50 €	1 891,49 €	261,99 €
CC Pays Gentiane	6 826	1 648,00 €	1 913,07 €	265,07 €
CC Pays de Salers	8 560	2 067,00 €	2 399,04 €	332,04 €
CC Sumène Atrorse	8 459	2 042,50 €	2 370,73 €	328,23 €
TOTAL		70 079,50 €	81 343,67 €	11 264,17 €

Soit pour les EPCI : 0.28 € / habitant

ARTICLE 4

Un tableau ANNEXE N° 2 est inséré : « PARTICIPATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES – ANNEE 2023 »

ANNEXE N°2

PARTICIPATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS AU SPRH
ANNÉE 2023

	Nombre d'habitants	Prévisionnel 2023
Conseil départemental	145 143	44 585 €
CA Bassin d'Aurillac	53 166	16 322 €
CC Châtagneraie cantalienne	21 292	6 540 €
CC Cère & Goul en Carladès	4 915	1 510 €
Saint-Flour Co	23 569	7 240 €
Hautes Terres Co	11 563	3 552 €
CC Pays de Mauriac	6 749	2 073 €
CC Pays Gentiane	6 826	2 097 €
CC Pays de Salers	8 560	2 629 €
CC Sumène Artense	8 459	2 598 €
TOTAL		89 156 €

Soit pour les EPCI : 0,31 € / habitant

ARTICLE 5

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le

Pour la Communauté de communes
de la Châtaigneraie cantalienne

Le Président,

Michel TEYSSEDOU.

Pour le Département du Cantal

Le Président,

Bruno FAURE.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-41

Opération d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental (AFAFE) de la Commune de Virargues - Projet, modification de périmètre et bourse d'échange d'arbres

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L1221-14 du Code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-1697 du 17 décembre 2020 fixant la liste des prescriptions en matière de respect de l'environnement pour l'AFAFE de Virargues ;

Vu la délibération n° 23CD05-35 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions 2024 du Conseil départemental en faveur des espaces naturels et ruraux et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre ;

Considérant la proposition de la Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF) relative au projet d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental de la commune de Virargues avec extension sur les communes de La Chapelle d'Alagnon et Neussargues en Pinatelle,

Considérant la modification du périmètre d'Aménagement Foncier proposée par la CCAF,

Considérant la proposition de la Commission Communale d'Aménagement Foncier de Virargues relative à la mise en œuvre d'une bourse d'échange d'arbres dans le cadre de l'opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental comme mesure d'évitement d'un impact environnemental indirect de l'opération,

- **VALIDE** le projet d'Aménagement Foncier Agricole Forestier et Environnemental de la Commune de Virargues avec extension sur les Communes de La Chapelle d'Alagnon et Neussargues en Pinatelle ;

- **DECIDE** la modification du périmètre d'aménagement foncier telle que proposée par la Commission communale d'aménagement foncier de Virargues lors de la réunion du 9 novembre 2023 ;

- **VALIDE** les modèles de conventions relatives aux modalités de mise en œuvre de la bourse d'échange d'arbres tels que joints en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer les conventions avec chacun des propriétaires déficitaires ou excédentaires en arbres.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À
LA REALISATION DE LA BOURSE D'ECHANGE D'ARBRES DANS LE CADRE DE L'OPERATION
D'AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE FORESTIER ET ENVIRONNEMENTAL DE LA COMMUNE
DE VIRARGUES**

« Propriétaire déficitaire en arbres »

Entre : Le propriétaire :
d'une part,

Et : Le Conseil départemental du Cantal, Hôtel du département, 28 avenue Gambetta,
15000 Aurillac, maître d'ouvrage de l'opération d'AFAFE, représenté par son Président,
autorisé par délibération de la Commission permanente en date du,
d'autre part,

Vu les décisions de la CCAF DE Virargues du 9 novembre 2023
Vu la fiche récapitulative des arbres cédés et attribués situés sur les parcelles agricoles concernées par
des échanges, produite dans le cadre de l'opération d'AFAFE,

Il est convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1 - Contexte

Dans le cadre de l'opération d'aménagement foncier agricole forestier et Environnemental (AFAFE) de la commune de Virargues, une bourse d'échange d'arbres, dont les modalités de mise en œuvre ont été fixées par la CCAF lors de sa réunion du 9 novembre 2023 est organisée pour assurer la préservation des arbres qui changent de propriété du fait du nouveau plan parcellaire.

Article 2 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements de chacune des parties signataires en vue de la mise en œuvre de la bourse d'échange d'arbres, qui représente une mesure d'évitement d'impacts potentiels, consécutifs aux échanges parcellaires décidés dans le cadre de l'opération d'AFAFE.

Article 3 - Engagements de chaque contractant

● **Le Conseil départemental, maître d'ouvrage de l'opération d'AFAFE**, s'engage à indemniser financièrement les propriétaires qui se retrouvent **déficitaires en bois** à l'issue des échanges parcellaires.

Cette indemnisation sera réalisée sur la base du montant décidé par la CCAF du 9 novembre 2023 et fixé à 8 €/ stère de bois dur sur pied ou d'équivalent bois dur sur pied (pour les essences de bois blanc ou résineuses).

Dans le cas présent, et considérant que le volume en stères de bois dur sur pied dont est déficitaire M.Mme..... est de **yy stères**, le montant de la soulte est fixé à : $yy \times 8 \text{ €} = \text{€}$

● **La propriétaire s'engage à :**

- ne pas couper ni demander de coupe d'arbres, jusqu'à la fin de la procédure de l'AFAP, sur sa propriété actuelle,
- ne pas réclamer la valeur des arbres au nouveau propriétaire une fois le changement de propriété effectif,
- informer son exploitant des présentes dispositions.

Article 4 - Conditions de modification des engagements

Le compte arbre du présent propriétaire, basé sur les échanges de parcelles du projet parcellaire mis à l'enquête publique, sera si nécessaire, évalué à nouveau, à la clôture de l'opération d'aménagement, lorsque les parcelles du périmètre seront définitivement attribuées. La soulte correspondante à cette éventuelle nouvelle évaluation lui sera alors versée.

Article 5 - Versement de la soulte

Les parties conviennent que le montant de la soulte défini à l'article 3 sera versé sur le compte n° (RIB à fournir).

Article 6 - Durée de la convention

Cette convention prend effet à la date de sa signature et s'achèvera au versement de la soulte définitive qui interviendra après la clôture de l'opération d'aménagement foncier.

Fait à le / /

en deux exemplaires.

Le Propriétaire,

Le Président du Conseil départemental

**CONVENTION RELATIVE À
LA REALISATION DE LA BOURSE D'ECHANGE D'ARBRES DANS LE CADRE DE L'OPERATION
D'AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE FORESTIER ET ENVIRONNEMENTAL DE LA COMMUNE
DE VIRARGUES**

« Propriétaire excédentaire en arbres »

Entre : Le propriétaire :
d'une part,

Et : Le Conseil départemental du Cantal, Hôtel du département, 28 avenue Gambetta,
15000 Aurillac, maître d'ouvrage de l'opération d'AFAFE, représenté par son Président,
autorisé par délibération de la Commission permanente en date du ,
d'autre part,

Vu les décisions de la CCAF DE Virargues du 9 novembre 2023
Vu la fiche récapitulative des arbres cédés et attribués situés sur les parcelles agricoles concernées par
des échanges, produite dans le cadre de l'opération d'AFAFE,

Il est convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1 - Contexte

Dans le cadre de l'opération d'aménagement foncier agricole forestier et Environnemental (AFAFE) de la commune de Virargues, une bourse d'échange d'arbres, dont les modalités de mise en œuvre ont été fixées par la CCAF lors de sa réunion du 9 novembre 2023 est organisée pour assurer la préservation des arbres qui changent de propriété du fait du nouveau plan parcellaire.

Article 2 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements de chacune des parties signataires en vue de la mise en œuvre de la bourse d'échange d'arbres, qui représente une mesure d'évitement d'impacts potentiels, consécutifs aux échanges parcellaires décidés dans le cadre de l'opération d'AFAFE.

Article 3 - Engagements de chaque contractant

À l'issue de la bourse d'échange d'arbres, M./ Mme, propriétaire concerné par la présente convention, présente un compte arbres excédentaire en bois, pour un volume de **xx stères** de bois dur sur pied ou d'équivalent bois dur sur pied (pour les essences de bois blanc ou résineuses). Il doit conserver les arbres présents sur les parcelles qui lui sont attribuées, dans les conditions décrites ci-après.

Le propriétaire s'engage ainsi pour une durée de 15 ans à :

- maintenir les arbres en place,
- et laisser pousser la haie (si haie taillée au carré avec des arbres).

Il bénéficie de la possibilité de prélever des arbres en laissant deux jeunes sujets pousser à chaque arbre coupé. Le prélèvement autorisé sera de 1% des tiges tous les ans, sur la durée de 15 ans, compte tenu d'une croissance moyenne de 1 cm/ an en diamètre sur le territoire.

Il informera, si nécessaire, l'exploitant agricole des parcelles concernées des présentes dispositions.

En cas de vente de la ou des parcelles concernées, il informera le nouveau propriétaire des présentes dispositions.

Article 4 - Conditions de modification des engagements

Le compte arbres du présent propriétaire, basé sur les échanges de parcelles du projet mis à l'enquête publique, sera si nécessaire, évalué à nouveau, à la clôture de l'opération d'aménagement, lorsque les parcelles du périmètre seront définitivement attribuées.

Article 5 - Durée de la convention

Cette convention prend effet à la date de sa signature et jusqu'à 15 ans après la clôture de l'opération d'AFAP.

Fait à.....le...../...../.....

en deux exemplaires.

Le Propriétaire,

Le Président du Conseil départemental

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-42

Fonds Commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

-ATTRIBUE au titre de la répartition 2024 du Fonds Commun des Services d'Hébergement les subventions suivantes :

ETABLISSEMENT	INTERVENTION	MONTANT TTC	SUBVENTION
Collège le Méridien Mauriac	réparation d'une cellule de refroidissement	948 €	664 €
Collège Henri Mondor Saint-Cernin	achat d'un congélateur coffre	789 €	552 €
TOTAL			1 216 €

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-43

Collèges publics : actualisation des prestations accessoires accordées aux personnels logés par nécessité absolue de service

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article R.216-12 du Code de l'Education ;

- **DECIDE** de fixer, pour l'année 2023, le montant des prestations accessoires accordées aux personnels logés par nécessité absolue de service dans les collèges à 4 000 €.

- **DECIDE** de retenir les modalités suivantes pour l'établissement des factures de fluides en l'absence de compteurs individualisés :

Définition des consommations :

Foyer de 1 personne : 30 m³ d'eau + 250 m³ de gaz + 120 Kwh d'électricité ;
Foyer de 2 personnes : 70 m³ d'eau + 370 m³ de gaz + 180 Kwh d'électricité ;
Foyer de 3 personnes : 90 m³ d'eau + 500 m³ de gaz + 250 Kwh d'électricité ;
Foyer de 4 personnes : 110 m³ d'eau + 500 m³ de gaz + 250 Kwh d'électricité ;
Foyer > 4 personnes : 110 m³ d'eau + 20 m³ par personne supplémentaire + 630 m³ de gaz + 300 Kwh d'électricité ;
+ eau : 25 m³ par salle de bain et / ou 20 m³ par salle de douche ;
+ gaz : 200 m³ par chauffe-eau.

En cas de chauffage collectif, recensement du nombre de radiateurs du logement (salles de bain, de douche et cuisines : les radiateurs sont comptés pour 1/4) avec un seuil maximum dépendant de l'indice majoré de traitement du bénéficiaire :

INM <= 302 : 2 radiateurs 303 < INM <= 379 : 3 radiateurs 380 < INM <= 442 : 4 radiateurs
443 < INM <= 538 : 5 radiateurs INM > 538 : 6 radiateurs

Application aux consommations des tarifs définis par la Direction Générale des Finances Publiques, selon une note ayant pris effet au 1^{er} mai 2023 (transmise aux établissements le 5 mai 2023) :

- tarif de l'électricité : 0,21 € / kwh
- tarif de l'abonnement électricité : 11,93 € / mois
- tarif de l'eau : 3,83 € / m³
- tarif du gaz : 11,5 centimes d'€ / Kwh
- coefficient de conversion pour la consommation de gaz : 11,2
- tarif du chauffage : forfait par radiateur 516 €

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-44

Accord sur les modalités de reversement de la taxe d'aménagement au CAUE

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Gilles COMBELLE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 17CD01-18 du Conseil départemental du 24 mars 2017, fixant la répartition de la taxe d'aménagement (recette affectée) entre les dépenses éligibles, notamment le financement du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 introduisant un montant minimal à reverser au CAUE de 225 000 € au titre d'une année et donnant délégation à la Commission Permanente pour préciser les modalités de fixation ;

- APPROUVE l'accord sur les modalités relatives à la ressource issue de la fiscalité de l'aménagement dédiée au CAUE, dont le projet est joint en annexe, prévoyant les modalités de reversement de 20 % de la taxe d'aménagement perçue par le Département, avec un montant minimal reversé de 225 000 € par an.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit accord.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ACCORD SUR LES MODALITES RELATIVES A LA RESSOURCE ISSUE DE LA FISCALITE DE L'AMENAGEMENT, DEDIEE AU CAUE

Entre

Le Département du Cantal, sis 28 avenue Gambetta – 150150 Aurillac Cedex, représenté par son Président,
M. Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du
D'une part,

Et

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Cantal (CAUE), sis 19 avenue de la
République – 15000 Aurillac, représenté par son Président M. Gilles COMBELLE
D'autre part,

VU les délibérations du Département en date du 24 mars 2017 fixant la répartition de la taxe d'aménagement,
prévoyant un reversement de 20 % de celle-ci au bénéfice du CAUE du Cantal et du 18 décembre 2023 décidant
d'un montant minimal à verser au CAUE de 225 000 € au titre d'une année.

Vu la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et plus particulièrement son article 1 :

« Article 1

L'architecture est une expression de la culture.

La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. Les autorités habilitées à délivrer le permis de construire ainsi que les autorisations de lotir s'assurent, au cours de l'instruction des demandes, du respect de cet intérêt. (...).

En conséquence, (...) des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement sont institués. Ils sont chargés d'aider et d'informer le public conformément au titre II. (...) »

Les articles 6 et 7 de cette même loi qui fixent les missions assignées au CAUE auprès d'un public varié : « Le CAUE a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public (...) »

« Il contribue, (...) à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités. »

« Le CAUE poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national, en vue de promouvoir la qualité de l'architecture et de son environnement. »

« Il fournit aux personnes qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre. »

« Il (le CAUE) est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement. (...) » ;

Vu les codes de l'urbanisme, de l'environnement et de l'énergie qui complètent les missions du CAUE ;

Considérant les enjeux et les besoins du territoire départemental dans les domaines d'action du CAUE ;

Considérant le projet du CAUE pour le territoire départemental qui s'adresse à une diversité de bénéficiaires ;

Considérant la réforme de la fiscalité de l'aménagement adoptée dans le cadre de la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, et plus particulièrement les articles L. 331-3 et L. 331-17 qui confie au Département la responsabilité de fixer le niveau de la ressource issue de la fiscalité du CAUE.

L'article 28 de cette loi a créé la taxe d'aménagement qui a remplacé, à compter du 1er mars 2012, l'ensemble des taxes et certaines participations d'urbanisme existantes. Il a modifié ainsi le code de l'urbanisme.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 – Rappel sur la ressource issue de la fiscalité dédiée au CAUE

Le Département a institué sur l'ensemble du territoire départemental, la part départementale de la taxe d'aménagement au taux global de 1,8%.

Le Conseil départemental a établi la répartition entre le financement des espaces naturels sensibles et le financement du fonctionnement du CAUE et affecte 20 % à ce dernier, avec un montant minimal annuel reversé de 225 000 €.

Cette ressource a le caractère d'un produit issu de la fiscalité et non d'une subvention.

Article 2 – Durée de validité

Les dispositions mentionnées dans cet accord restent en vigueur sauf accord contraire des parties et délibération du Département précisant de nouvelles modalités.

Article 3 – Montants et modalités de reversement du Département vers le CAUE à compter de l'exercice 2024

Au titre d'un exercice, le Département reverse au CAUE un montant minimum de 225 000 € au titre de la taxe d'aménagement. Pour garantir au CAUE une trésorerie régulière, le Département verse au CAUE des acomptes trimestriels soit 4 versements de 56 250,00 €.

Une régularisation s'opère en début d'année suivante au vu des montants réellement encaissés par le Département si le montant perçu au titre de la taxe d'aménagement au cours de l'année précédente, après application du pourcentage de 20%, est supérieur à 225 000 €. Dans ce cas, un complément est versé avec le premier acompte trimestriel de l'année suivante.

Pour 2024, une régularisation est opérée pour les sommes dues par le Département au titre de l'exercice 2023 (soit 48 768,70 €). Puis, un montant de 225 000 € est reversé au CAUE en acomptes trimestriels.

Fait à Aurillac, le

Pour le Conseil départemental
Le Président

Pour le CAUE
Le Président

Bruno FAURE

Gilles COMBELLE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-45

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 274 243 euros -
Construction de deux logements à Laroquebrou**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s) Isabelle LANTUEJOUL se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 Aurillac, par courrier en date du 05 février 2024, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 137 121,50 € pour un emprunt d'un montant total de 274 243 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de deux logements situés Cité du Puy Marot à Laroquebrou ;

Considérant le contrat de prêt n° 156297 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 274 243 € souscrit par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°156297, constitué de quatre lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 % est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Emprunteur, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL CANTAL HABITAT

274 243 euros, soit un montant garanti de 137 121,50 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 février 2024,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, Cantal Habitat, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 février 2024, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 274 243 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer l'opération Cité du Puy Marot à Laroquebrou (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°156297), soit une garantie portant sur la somme en principal de 137 121,50 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 156297

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.



SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LAROQUEBROU PG 532, Parc social public, Construction de 2 logements situés Cité du Puy Marot 15150 LAROQUEBROU.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-soixante-quatorze mille deux-cent-quarante-trois euros (274 243,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-quatorze mille huit-cent-quinze euros (114 815,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de vingt-cinq mille quatre-cent-trente-deux euros (25 432,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-huit mille cinq-cent-soixante-quatre euros (108 564,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de vingt-cinq mille quatre-cent-trente-deux euros (25 432,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **19/04/2024** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Justificatifs de subventions
 - Accord de principe de la banque ou d'Action Logement ou du FSH ou de tout autre financeur
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s).

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).



ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5552684	5552683	5552686	5552685
Montant de la Ligne du Prêt	114 815 €	25 432 €	108 564 €	25 432 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	- 0,4 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ²	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE LAROQUEBROU (15)	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES**19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U125882, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156297, Ligne du Prêt n° 5552684

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U125882, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156297, Ligne du Prêt n° 5552683

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U125882, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156297, Ligne du Prêt n° 5552686

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U125882, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156297, Ligne du Prêt n° 5552685

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	19/01/2033	2,60	4 651,16	2 045,72	2 605,44	0,00	98 163,53	0,00
10	19/01/2034	2,60	4 651,16	2 098,91	2 552,25	0,00	96 064,62	0,00
11	19/01/2035	2,60	4 651,16	2 153,48	2 497,68	0,00	93 911,14	0,00
12	19/01/2036	2,60	4 651,16	2 209,47	2 441,69	0,00	91 701,67	0,00
13	19/01/2037	2,60	4 651,16	2 266,92	2 384,24	0,00	89 434,75	0,00
14	19/01/2038	2,60	4 651,16	2 325,86	2 325,30	0,00	87 108,89	0,00
15	19/01/2039	2,60	4 651,16	2 386,33	2 264,83	0,00	84 722,56	0,00
16	19/01/2040	2,60	4 651,16	2 448,37	2 202,79	0,00	82 274,19	0,00
17	19/01/2041	2,60	4 651,16	2 512,03	2 139,13	0,00	79 762,16	0,00
18	19/01/2042	2,60	4 651,16	2 577,34	2 073,82	0,00	77 184,82	0,00
19	19/01/2043	2,60	4 651,16	2 644,35	2 006,81	0,00	74 540,47	0,00
20	19/01/2044	2,60	4 651,16	2 713,11	1 938,05	0,00	71 827,36	0,00
21	19/01/2045	2,60	4 651,16	2 783,65	1 867,51	0,00	69 043,71	0,00
22	19/01/2046	2,60	4 651,16	2 856,02	1 795,14	0,00	66 187,69	0,00
23	19/01/2047	2,60	4 651,16	2 930,28	1 720,88	0,00	63 257,41	0,00
24	19/01/2048	2,60	4 651,16	3 006,47	1 644,69	0,00	60 250,94	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	19/01/2049	2,60	4 651,16	3 084,64	1 566,52	0,00	57 166,30	0,00
26	19/01/2050	2,60	4 651,16	3 164,84	1 486,32	0,00	54 001,46	0,00
27	19/01/2051	2,60	4 651,16	3 247,12	1 404,04	0,00	50 754,34	0,00
28	19/01/2052	2,60	4 651,16	3 331,55	1 319,61	0,00	47 422,79	0,00
29	19/01/2053	2,60	4 651,16	3 418,17	1 232,99	0,00	44 004,82	0,00
30	19/01/2054	2,60	4 651,16	3 507,04	1 144,12	0,00	40 497,58	0,00
31	19/01/2055	2,60	4 651,16	3 598,22	1 052,94	0,00	36 899,36	0,00
32	19/01/2056	2,60	4 651,16	3 691,78	959,38	0,00	33 207,58	0,00
33	19/01/2057	2,60	4 651,16	3 787,76	863,40	0,00	29 419,82	0,00
34	19/01/2058	2,60	4 651,16	3 886,24	764,92	0,00	25 533,58	0,00
35	19/01/2059	2,60	4 651,16	3 987,29	663,87	0,00	21 546,29	0,00
36	19/01/2060	2,60	4 651,16	4 090,96	560,20	0,00	17 455,33	0,00
37	19/01/2061	2,60	4 651,16	4 197,32	453,84	0,00	13 258,01	0,00
38	19/01/2062	2,60	4 651,16	4 306,45	344,71	0,00	8 951,56	0,00
39	19/01/2063	2,60	4 651,16	4 418,42	232,74	0,00	4 533,14	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/01/2064	2,60	4 651,00	4 533,14	117,86	0,00	0,00	0,00
Total			186 046,24	114 815,00	71 231,24	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).



Edité le : 19/01/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT				Capital prêté : 25 432 €	
N° du Contrat de Prêt : 156297 / N° de la Ligne du Prêt : 5552683				Taux actuariel théorique : 2,60 %	
Opération : Construction				Taux effectif global : 2,60 %	
Produit : PLAI Foncier					

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/01/2025	2,60	914,69	253,46	661,23	0,00	25 178,54	0,00
2	19/01/2026	2,60	914,69	260,05	654,64	0,00	24 918,49	0,00
3	19/01/2027	2,60	914,69	266,81	647,88	0,00	24 651,68	0,00
4	19/01/2028	2,60	914,69	273,75	640,94	0,00	24 377,93	0,00
5	19/01/2029	2,60	914,69	280,86	633,83	0,00	24 097,07	0,00
6	19/01/2030	2,60	914,69	288,17	626,52	0,00	23 808,90	0,00
7	19/01/2031	2,60	914,69	295,66	619,03	0,00	23 513,24	0,00
8	19/01/2032	2,60	914,69	303,35	611,34	0,00	23 209,89	0,00
9	19/01/2033	2,60	914,69	311,23	603,46	0,00	22 898,66	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedesterritoires.fr](https://www.banquedesterritoires.fr) @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/01/2034	2,60	914,69	319,32	595,37	0,00	22 579,34	0,00
11	19/01/2035	2,60	914,69	327,63	587,06	0,00	22 251,71	0,00
12	19/01/2036	2,60	914,69	336,15	578,54	0,00	21 915,56	0,00
13	19/01/2037	2,60	914,69	344,89	569,80	0,00	21 570,67	0,00
14	19/01/2038	2,60	914,69	353,85	560,84	0,00	21 216,82	0,00
15	19/01/2039	2,60	914,69	363,05	551,64	0,00	20 853,77	0,00
16	19/01/2040	2,60	914,69	372,49	542,20	0,00	20 481,28	0,00
17	19/01/2041	2,60	914,69	382,18	532,51	0,00	20 099,10	0,00
18	19/01/2042	2,60	914,69	392,11	522,58	0,00	19 706,99	0,00
19	19/01/2043	2,60	914,69	402,31	512,38	0,00	19 304,88	0,00
20	19/01/2044	2,60	914,69	412,77	501,92	0,00	18 891,91	0,00
21	19/01/2045	2,60	914,69	423,50	491,19	0,00	18 468,41	0,00
22	19/01/2046	2,60	914,69	434,51	480,18	0,00	18 033,90	0,00
23	19/01/2047	2,60	914,69	445,81	468,88	0,00	17 588,09	0,00
24	19/01/2048	2,60	914,69	457,40	457,29	0,00	17 130,69	0,00
25	19/01/2049	2,60	914,69	469,29	445,40	0,00	16 661,40	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/01/2050	2,60	914,69	481,49	433,20	0,00	16 179,91	0,00
27	19/01/2051	2,60	914,69	494,01	420,68	0,00	15 685,90	0,00
28	19/01/2052	2,60	914,69	506,86	407,63	0,00	15 179,04	0,00
29	19/01/2053	2,60	914,69	520,03	394,66	0,00	14 659,01	0,00
30	19/01/2054	2,60	914,69	533,56	381,13	0,00	14 125,45	0,00
31	19/01/2055	2,60	914,69	547,43	367,26	0,00	13 578,02	0,00
32	19/01/2056	2,60	914,69	561,66	353,03	0,00	13 016,36	0,00
33	19/01/2057	2,60	914,69	576,26	338,43	0,00	12 440,10	0,00
34	19/01/2058	2,60	914,69	591,25	323,44	0,00	11 848,85	0,00
35	19/01/2059	2,60	914,69	606,62	308,07	0,00	11 242,23	0,00
36	19/01/2060	2,60	914,69	622,39	292,30	0,00	10 619,84	0,00
37	19/01/2061	2,60	914,69	638,57	276,12	0,00	9 981,27	0,00
38	19/01/2062	2,60	914,69	655,18	259,51	0,00	9 326,09	0,00
39	19/01/2063	2,60	914,69	672,21	242,48	0,00	8 653,88	0,00
40	19/01/2064	2,60	914,69	689,69	225,00	0,00	7 964,19	0,00
41	19/01/2065	2,60	914,69	707,62	207,07	0,00	7 256,57	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/01/2066	2,60	914,69	726,02	188,67	0,00	6 530,55	0,00
43	19/01/2067	2,60	914,69	744,90	169,79	0,00	5 785,65	0,00
44	19/01/2068	2,60	914,69	764,26	150,43	0,00	5 021,39	0,00
45	19/01/2069	2,60	914,69	784,13	130,56	0,00	4 237,26	0,00
46	19/01/2070	2,60	914,69	804,52	110,17	0,00	3 432,74	0,00
47	19/01/2071	2,60	914,69	825,44	89,25	0,00	2 607,30	0,00
48	19/01/2072	2,60	914,69	846,90	67,79	0,00	1 760,40	0,00
49	19/01/2073	2,60	914,69	868,92	45,77	0,00	891,48	0,00
50	19/01/2074	2,60	914,66	891,48	23,18	0,00	0,00	0,00
Total			45 734,47	25 432,00	20 302,47	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement

En Euros

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT			Capital prêté : 108 564 €	
N° du Contrat de Prêt : 156297 / N° de la Ligne du Prêt : 5552686			Taux actuariel théorique : 3,60 %	
Opération : Construction			Taux effectif global : 3,60 %	
Produit : PLUS				

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/01/2025	3,60	5 162,90	1 254,60	3 908,30	0,00	107 309,40	0,00
2	19/01/2026	3,60	5 162,90	1 299,76	3 863,14	0,00	106 009,64	0,00
3	19/01/2027	3,60	5 162,90	1 346,55	3 816,35	0,00	104 663,09	0,00
4	19/01/2028	3,60	5 162,90	1 395,03	3 767,87	0,00	103 268,06	0,00
5	19/01/2029	3,60	5 162,90	1 445,25	3 717,65	0,00	101 822,81	0,00
6	19/01/2030	3,60	5 162,90	1 497,28	3 665,62	0,00	100 325,53	0,00
7	19/01/2031	3,60	5 162,90	1 551,18	3 611,72	0,00	98 774,35	0,00
8	19/01/2032	3,60	5 162,90	1 607,02	3 555,88	0,00	97 167,33	0,00
9	19/01/2033	3,60	5 162,90	1 664,88	3 498,02	0,00	95 502,45	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/01/2034	3,60	5 162,90	1 724,81	3 438,09	0,00	93 777,64	0,00
11	19/01/2035	3,60	5 162,90	1 786,90	3 376,00	0,00	91 990,74	0,00
12	19/01/2036	3,60	5 162,90	1 851,23	3 311,67	0,00	90 139,51	0,00
13	19/01/2037	3,60	5 162,90	1 917,88	3 245,02	0,00	88 221,63	0,00
14	19/01/2038	3,60	5 162,90	1 986,92	3 175,98	0,00	86 234,71	0,00
15	19/01/2039	3,60	5 162,90	2 058,45	3 104,45	0,00	84 176,26	0,00
16	19/01/2040	3,60	5 162,90	2 132,55	3 030,35	0,00	82 043,71	0,00
17	19/01/2041	3,60	5 162,90	2 209,33	2 953,57	0,00	79 834,38	0,00
18	19/01/2042	3,60	5 162,90	2 288,86	2 874,04	0,00	77 545,52	0,00
19	19/01/2043	3,60	5 162,90	2 371,26	2 791,64	0,00	75 174,26	0,00
20	19/01/2044	3,60	5 162,90	2 458,63	2 706,27	0,00	72 717,63	0,00
21	19/01/2045	3,60	5 162,90	2 545,07	2 617,83	0,00	70 172,56	0,00
22	19/01/2046	3,60	5 162,90	2 636,69	2 526,21	0,00	67 535,87	0,00
23	19/01/2047	3,60	5 162,90	2 731,61	2 431,29	0,00	64 804,26	0,00
24	19/01/2048	3,60	5 162,90	2 829,95	2 332,95	0,00	61 974,31	0,00
25	19/01/2049	3,60	5 162,90	2 931,82	2 231,08	0,00	59 042,49	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/01/2050	3,60	5 162,90	3 037,37	2 125,53	0,00	56 005,12	0,00
27	19/01/2051	3,60	5 162,90	3 146,72	2 016,18	0,00	52 858,40	0,00
28	19/01/2052	3,60	5 162,90	3 260,00	1 902,90	0,00	49 598,40	0,00
29	19/01/2053	3,60	5 162,90	3 377,36	1 785,54	0,00	46 221,04	0,00
30	19/01/2054	3,60	5 162,90	3 498,94	1 663,96	0,00	42 722,10	0,00
31	19/01/2055	3,60	5 162,90	3 624,90	1 538,00	0,00	39 097,20	0,00
32	19/01/2056	3,60	5 162,90	3 755,40	1 407,50	0,00	35 341,80	0,00
33	19/01/2057	3,60	5 162,90	3 890,60	1 272,30	0,00	31 451,20	0,00
34	19/01/2058	3,60	5 162,90	4 030,66	1 132,24	0,00	27 420,54	0,00
35	19/01/2059	3,60	5 162,90	4 175,76	987,14	0,00	23 244,78	0,00
36	19/01/2060	3,60	5 162,90	4 326,09	836,81	0,00	18 918,69	0,00
37	19/01/2061	3,60	5 162,90	4 481,83	681,07	0,00	14 436,86	0,00
38	19/01/2062	3,60	5 162,90	4 643,17	519,73	0,00	9 793,69	0,00
39	19/01/2063	3,60	5 162,90	4 810,33	352,57	0,00	4 983,36	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/01/2064	3,60	5 162,76	4 983,36	179,40	0,00	0,00	0,00
Total			206 515,86	108 564,00	97 951,86	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/01/2034	3,60	1 103,89	258,93	844,96	0,00	23 212,29	0,00
11	19/01/2035	3,60	1 103,89	268,25	835,64	0,00	22 944,04	0,00
12	19/01/2036	3,60	1 103,89	277,90	825,99	0,00	22 666,14	0,00
13	19/01/2037	3,60	1 103,89	287,91	815,98	0,00	22 378,23	0,00
14	19/01/2038	3,60	1 103,89	298,27	805,62	0,00	22 079,96	0,00
15	19/01/2039	3,60	1 103,89	309,01	794,88	0,00	21 770,95	0,00
16	19/01/2040	3,60	1 103,89	320,14	783,75	0,00	21 450,81	0,00
17	19/01/2041	3,60	1 103,89	331,66	772,23	0,00	21 119,15	0,00
18	19/01/2042	3,60	1 103,89	343,60	760,29	0,00	20 775,55	0,00
19	19/01/2043	3,60	1 103,89	355,97	747,92	0,00	20 419,58	0,00
20	19/01/2044	3,60	1 103,89	368,79	735,10	0,00	20 050,79	0,00
21	19/01/2045	3,60	1 103,89	382,06	721,83	0,00	19 668,73	0,00
22	19/01/2046	3,60	1 103,89	395,82	708,07	0,00	19 272,91	0,00
23	19/01/2047	3,60	1 103,89	410,07	693,82	0,00	18 862,84	0,00
24	19/01/2048	3,60	1 103,89	424,83	679,06	0,00	18 438,01	0,00
25	19/01/2049	3,60	1 103,89	440,12	663,77	0,00	17 997,89	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

[banquedes
territoires.fr](https://banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/01/2050	3,60	1 103,89	455,97	647,92	0,00	17 541,92	0,00
27	19/01/2051	3,60	1 103,89	472,38	631,51	0,00	17 069,54	0,00
28	19/01/2052	3,60	1 103,89	489,39	614,50	0,00	16 580,15	0,00
29	19/01/2053	3,60	1 103,89	507,00	596,89	0,00	16 073,15	0,00
30	19/01/2054	3,60	1 103,89	525,26	578,63	0,00	15 547,89	0,00
31	19/01/2055	3,60	1 103,89	544,17	559,72	0,00	15 003,72	0,00
32	19/01/2056	3,60	1 103,89	563,76	540,13	0,00	14 439,96	0,00
33	19/01/2057	3,60	1 103,89	584,05	519,84	0,00	13 855,91	0,00
34	19/01/2058	3,60	1 103,89	605,08	498,81	0,00	13 250,83	0,00
35	19/01/2059	3,60	1 103,89	626,86	477,03	0,00	12 623,97	0,00
36	19/01/2060	3,60	1 103,89	649,43	454,46	0,00	11 974,54	0,00
37	19/01/2061	3,60	1 103,89	672,81	431,08	0,00	11 301,73	0,00
38	19/01/2062	3,60	1 103,89	697,03	406,66	0,00	10 604,70	0,00
39	19/01/2063	3,60	1 103,89	722,12	381,77	0,00	9 882,58	0,00
40	19/01/2064	3,60	1 103,89	748,12	355,77	0,00	9 134,46	0,00
41	19/01/2065	3,60	1 103,89	775,05	328,84	0,00	8 359,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/01/2066	3,60	1 103,89	802,95	300,94	0,00	7 556,46	0,00
43	19/01/2067	3,60	1 103,89	831,86	272,03	0,00	6 724,60	0,00
44	19/01/2068	3,60	1 103,89	861,80	242,09	0,00	5 862,80	0,00
45	19/01/2069	3,60	1 103,89	892,83	211,06	0,00	4 969,97	0,00
46	19/01/2070	3,60	1 103,89	924,97	178,92	0,00	4 045,00	0,00
47	19/01/2071	3,60	1 103,89	958,27	145,62	0,00	3 086,73	0,00
48	19/01/2072	3,60	1 103,89	992,77	111,12	0,00	2 093,96	0,00
49	19/01/2073	3,60	1 103,89	1 028,51	75,38	0,00	1 065,45	0,00
50	19/01/2074	3,60	1 103,81	1 065,45	38,36	0,00	0,00	0,00
Total			55 194,42	25 432,00	29 762,42	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-46

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 315 911 euros -
Construction de deux logements à Naucelles**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s) Isabelle LANTUEJOUL se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 AURILLAC, par courrier en date du 5 février 2024, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 157 955,50 € pour un emprunt d'un montant total de 315 911 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de deux logements situés Le Buron à Naucelles ;

Considérant le contrat de prêt n° 156288 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 315 911 € souscrit par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n° 156288, constitué de quatre lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Emprunteur, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL CANTAL HABITAT

315 911 euros, soit un montant garanti de 157 955,50 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 février 2024,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, Cantal Habitat, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 février 2024, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 315 911 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer l'opération Le Buron à Naucelles (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°156288), soit une garantie portant sur la somme en principal de 157 955,50 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 156288

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération NAUCELLES CANTAGREL PG 540, Parc social public, Construction de 2 logements situés LE BURON 15250 NAUCELLES.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois-cent-quinze mille neuf-cent-onze euros (315 911,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-un mille quarante-quatre euros (101 044,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de quarante-sept mille neuf-cent-soixante-six euros (47 966,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-neuf mille six-cent-quarante-huit euros (109 648,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinquante-sept mille deux-cent-cinquante-trois euros (57 253,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 19/04/2024 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Justificatifs de subventions
 - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
 - Accord de principe de la banque ou d'Action Logement ou du FSH ou de tout autre financeur

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

- toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).



ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5553731	5553730	5553732	5553733
Montant de la Ligne du Prêt	101 044 €	47 966 €	109 648 €	57 253 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	- 0,4 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ²	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indicatif(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul"} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE NAUCELLES	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES**19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr |  @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U126102, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156288, Ligne du Prêt n° 5553731

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U126102, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156288, Ligne du Prêt n° 5553730

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U126102, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156288, Ligne du Prêt n° 5553732

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U126102, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156288, Ligne du Prêt n° 5553733

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Tableau d'Amortissement
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT	Capital prêté : 101 044 €
N° du Contrat de Prêt : 156288 / N° de la Ligne du Prêt : 5553731	Taux actuariel théorique : 2,60 %
Opération : Construction	Taux effectif global : 2,60 %
Produit : PLAI	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital du après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/01/2025	2,60	4 093,29	1 466,15	2 627,14	0,00	99 577,85	0,00
2	19/01/2026	2,60	4 093,29	1 504,27	2 589,02	0,00	98 073,58	0,00
3	19/01/2027	2,60	4 093,29	1 543,38	2 549,91	0,00	96 530,20	0,00
4	19/01/2028	2,60	4 093,29	1 583,50	2 509,79	0,00	94 946,70	0,00
5	19/01/2029	2,60	4 093,29	1 624,68	2 468,61	0,00	93 322,02	0,00
6	19/01/2030	2,60	4 093,29	1 666,92	2 426,37	0,00	91 655,10	0,00
7	19/01/2031	2,60	4 093,29	1 710,26	2 383,03	0,00	89 944,84	0,00
8	19/01/2032	2,60	4 093,29	1 754,72	2 338,57	0,00	88 190,12	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Edité le : 19/01/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	19/01/2033	2,60	4 093,29	1 800,35	2 292,94	0,00	86 389,77	0,00
10	19/01/2034	2,60	4 093,29	1 847,16	2 246,13	0,00	84 542,61	0,00
11	19/01/2035	2,60	4 093,29	1 895,18	2 198,11	0,00	82 647,43	0,00
12	19/01/2036	2,60	4 093,29	1 944,46	2 148,83	0,00	80 702,97	0,00
13	19/01/2037	2,60	4 093,29	1 995,01	2 098,28	0,00	78 707,96	0,00
14	19/01/2038	2,60	4 093,29	2 046,88	2 046,41	0,00	76 661,98	0,00
15	19/01/2039	2,60	4 093,29	2 100,10	1 993,19	0,00	74 560,98	0,00
16	19/01/2040	2,60	4 093,29	2 154,70	1 938,59	0,00	72 406,28	0,00
17	19/01/2041	2,60	4 093,29	2 210,73	1 882,56	0,00	70 195,55	0,00
18	19/01/2042	2,60	4 093,29	2 268,21	1 825,08	0,00	67 927,34	0,00
19	19/01/2043	2,60	4 093,29	2 327,18	1 766,11	0,00	65 600,16	0,00
20	19/01/2044	2,60	4 093,29	2 387,69	1 705,60	0,00	63 212,47	0,00
21	19/01/2045	2,60	4 093,29	2 449,77	1 643,52	0,00	60 762,70	0,00
22	19/01/2046	2,60	4 093,29	2 513,46	1 579,83	0,00	58 249,24	0,00
23	19/01/2047	2,60	4 093,29	2 578,81	1 514,48	0,00	55 670,43	0,00
24	19/01/2048	2,60	4 093,29	2 645,86	1 447,43	0,00	53 024,57	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr


[banquedes
territoires.fr](http://banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	19/01/2049	2,60	4 093,29	2 714,65	1 378,64	0,00	50 309,92	0,00
26	19/01/2050	2,60	4 093,29	2 785,23	1 308,06	0,00	47 524,69	0,00
27	19/01/2051	2,60	4 093,29	2 857,65	1 235,64	0,00	44 667,04	0,00
28	19/01/2052	2,60	4 093,29	2 931,95	1 161,34	0,00	41 735,09	0,00
29	19/01/2053	2,60	4 093,29	3 008,18	1 085,11	0,00	38 726,91	0,00
30	19/01/2054	2,60	4 093,29	3 086,39	1 006,90	0,00	35 640,52	0,00
31	19/01/2055	2,60	4 093,29	3 166,64	926,65	0,00	32 473,88	0,00
32	19/01/2056	2,60	4 093,29	3 248,97	844,32	0,00	29 224,91	0,00
33	19/01/2057	2,60	4 093,29	3 333,44	759,85	0,00	25 891,47	0,00
34	19/01/2058	2,60	4 093,29	3 420,11	673,18	0,00	22 471,36	0,00
35	19/01/2059	2,60	4 093,29	3 509,03	584,26	0,00	18 962,33	0,00
36	19/01/2060	2,60	4 093,29	3 600,27	493,02	0,00	15 362,06	0,00
37	19/01/2061	2,60	4 093,29	3 693,88	399,41	0,00	11 668,18	0,00
38	19/01/2062	2,60	4 093,29	3 789,92	303,37	0,00	7 878,26	0,00
39	19/01/2063	2,60	4 093,29	3 888,46	204,83	0,00	3 989,80	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

[banquedes
territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

Édité le : 19/01/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/01/2064	2,60	4 093,53	3 989,80	103,73	0,00	0,00	0,00
Total			163 731,84	101 044,00	62 687,84	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT	Capital prêté : 47 966 € Taux actuariel théorique : 2,60 % Taux effectif global : 2,60 %
N° du Contrat de Prêt : 156288 / N° de la Ligne du Prêt : 5553730	
Opération : Construction	
Produit : PLAI foncier	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/01/2025	2,60	1 725,15	478,03	1 247,12	0,00	47 487,97	0,00
2	19/01/2026	2,60	1 725,15	490,46	1 234,69	0,00	46 997,51	0,00
3	19/01/2027	2,60	1 725,15	503,21	1 221,94	0,00	46 494,30	0,00
4	19/01/2028	2,60	1 725,15	516,30	1 208,85	0,00	45 978,00	0,00
5	19/01/2029	2,60	1 725,15	529,72	1 195,43	0,00	45 448,28	0,00
6	19/01/2030	2,60	1 725,15	543,49	1 181,66	0,00	44 904,79	0,00
7	19/01/2031	2,60	1 725,15	557,63	1 167,52	0,00	44 347,16	0,00
8	19/01/2032	2,60	1 725,15	572,12	1 153,03	0,00	43 775,04	0,00
9	19/01/2033	2,60	1 725,15	587,00	1 138,15	0,00	43 188,04	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/01/2034	2,60	1 725,15	602,26	1 122,89	0,00	42 585,78	0,00
11	19/01/2035	2,60	1 725,15	617,92	1 107,23	0,00	41 967,86	0,00
12	19/01/2036	2,60	1 725,15	633,99	1 091,16	0,00	41 333,87	0,00
13	19/01/2037	2,60	1 725,15	650,47	1 074,68	0,00	40 683,40	0,00
14	19/01/2038	2,60	1 725,15	667,38	1 057,77	0,00	40 016,02	0,00
15	19/01/2039	2,60	1 725,15	684,73	1 040,42	0,00	39 331,29	0,00
16	19/01/2040	2,60	1 725,15	702,54	1 022,61	0,00	38 628,75	0,00
17	19/01/2041	2,60	1 725,15	720,80	1 004,35	0,00	37 907,95	0,00
18	19/01/2042	2,60	1 725,15	739,54	985,61	0,00	37 168,41	0,00
19	19/01/2043	2,60	1 725,15	758,77	966,38	0,00	36 409,64	0,00
20	19/01/2044	2,60	1 725,15	778,50	946,65	0,00	35 631,14	0,00
21	19/01/2045	2,60	1 725,15	798,74	926,41	0,00	34 832,40	0,00
22	19/01/2046	2,60	1 725,15	819,51	905,64	0,00	34 012,89	0,00
23	19/01/2047	2,60	1 725,15	840,81	884,34	0,00	33 172,08	0,00
24	19/01/2048	2,60	1 725,15	862,68	862,47	0,00	32 309,40	0,00
25	19/01/2049	2,60	1 725,15	885,11	840,04	0,00	31 424,29	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/01/2050	2,60	1 725,15	906,12	817,03	0,00	30 516,17	0,00
27	19/01/2051	2,60	1 725,15	931,73	793,42	0,00	29 584,44	0,00
28	19/01/2052	2,60	1 725,15	955,95	769,20	0,00	28 628,49	0,00
29	19/01/2053	2,60	1 725,15	980,81	744,34	0,00	27 647,68	0,00
30	19/01/2054	2,60	1 725,15	1 006,31	718,84	0,00	26 641,37	0,00
31	19/01/2055	2,60	1 725,15	1 032,47	692,68	0,00	25 608,90	0,00
32	19/01/2056	2,60	1 725,15	1 059,32	665,83	0,00	24 549,58	0,00
33	19/01/2057	2,60	1 725,15	1 086,86	638,29	0,00	23 462,72	0,00
34	19/01/2058	2,60	1 725,15	1 115,12	610,03	0,00	22 347,60	0,00
35	19/01/2059	2,60	1 725,15	1 144,11	581,04	0,00	21 203,49	0,00
36	19/01/2060	2,60	1 725,15	1 173,86	551,29	0,00	20 029,63	0,00
37	19/01/2061	2,60	1 725,15	1 204,38	520,77	0,00	18 825,25	0,00
38	19/01/2062	2,60	1 725,15	1 235,69	489,46	0,00	17 589,56	0,00
39	19/01/2063	2,60	1 725,15	1 267,82	457,33	0,00	16 321,74	0,00
40	19/01/2064	2,60	1 725,15	1 300,78	424,37	0,00	15 020,96	0,00
41	19/01/2065	2,60	1 725,15	1 334,61	390,54	0,00	13 686,35	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/01/2066	2,60	1 725,15	1 369,30	355,85	0,00	12 317,05	0,00
43	19/01/2067	2,60	1 725,15	1 404,91	320,24	0,00	10 912,14	0,00
44	19/01/2068	2,60	1 725,15	1 441,43	283,72	0,00	9 470,71	0,00
45	19/01/2069	2,60	1 725,15	1 478,91	246,24	0,00	7 991,80	0,00
46	19/01/2070	2,60	1 725,15	1 517,36	207,79	0,00	6 474,44	0,00
47	19/01/2071	2,60	1 725,15	1 556,81	168,34	0,00	4 917,63	0,00
48	19/01/2072	2,60	1 725,15	1 597,29	127,86	0,00	3 320,34	0,00
49	19/01/2073	2,60	1 725,15	1 638,82	86,33	0,00	1 681,52	0,00
50	19/01/2074	2,60	1 725,24	1 681,52	43,72	0,00	0,00	0,00
Total			86 257,59	47 966,00	38 291,59	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/01/2034	3,60	5 214,45	1 742,03	3 472,42	0,00	94 714,00	0,00
11	19/01/2035	3,60	5 214,45	1 804,75	3 409,70	0,00	92 909,25	0,00
12	19/01/2036	3,60	5 214,45	1 869,72	3 344,73	0,00	91 039,53	0,00
13	19/01/2037	3,60	5 214,45	1 937,03	3 277,42	0,00	89 102,50	0,00
14	19/01/2038	3,60	5 214,45	2 006,76	3 207,69	0,00	87 095,74	0,00
15	19/01/2039	3,60	5 214,45	2 079,00	3 135,45	0,00	85 016,74	0,00
16	19/01/2040	3,60	5 214,45	2 153,85	3 060,60	0,00	82 862,89	0,00
17	19/01/2041	3,60	5 214,45	2 231,39	2 983,06	0,00	80 631,50	0,00
18	19/01/2042	3,60	5 214,45	2 311,72	2 902,73	0,00	78 319,78	0,00
19	19/01/2043	3,60	5 214,45	2 394,94	2 819,51	0,00	75 924,84	0,00
20	19/01/2044	3,60	5 214,45	2 481,16	2 733,29	0,00	73 443,68	0,00
21	19/01/2045	3,60	5 214,45	2 570,48	2 643,97	0,00	70 873,20	0,00
22	19/01/2046	3,60	5 214,45	2 663,01	2 551,44	0,00	68 210,19	0,00
23	19/01/2047	3,60	5 214,45	2 758,88	2 455,57	0,00	65 451,31	0,00
24	19/01/2048	3,60	5 214,45	2 858,20	2 356,25	0,00	62 593,11	0,00
25	19/01/2049	3,60	5 214,45	2 961,10	2 253,35	0,00	59 632,01	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr



Edité le : 19/01/2024

Tableau d'Amortissement
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/01/2050	3,60	5 214,45	3 067,70	2 146,75	0,00	56 564,31	0,00
27	19/01/2051	3,60	5 214,45	3 178,13	2 036,32	0,00	53 386,18	0,00
28	19/01/2052	3,60	5 214,45	3 292,55	1 921,90	0,00	50 093,63	0,00
29	19/01/2053	3,60	5 214,45	3 411,08	1 803,37	0,00	46 682,55	0,00
30	19/01/2054	3,60	5 214,45	3 533,88	1 680,57	0,00	43 148,67	0,00
31	19/01/2055	3,60	5 214,45	3 661,10	1 553,35	0,00	39 487,57	0,00
32	19/01/2056	3,60	5 214,45	3 792,90	1 421,55	0,00	35 694,67	0,00
33	19/01/2057	3,60	5 214,45	3 929,44	1 285,01	0,00	31 765,23	0,00
34	19/01/2058	3,60	5 214,45	4 070,90	1 143,55	0,00	27 694,33	0,00
35	19/01/2059	3,60	5 214,45	4 217,45	997,00	0,00	23 476,88	0,00
36	19/01/2060	3,60	5 214,45	4 369,28	845,17	0,00	19 107,60	0,00
37	19/01/2061	3,60	5 214,45	4 526,58	687,87	0,00	14 581,02	0,00
38	19/01/2062	3,60	5 214,45	4 689,53	524,92	0,00	9 891,49	0,00
39	19/01/2063	3,60	5 214,45	4 858,36	356,09	0,00	5 033,13	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Edité le : 19/01/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/01/2064	3,60	5 214,32	5 033,13	181,19	0,00	0,00	0,00
Total			208 577,87	109 648,00	98 929,87	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Edité le : 19/01/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 156288 / N° de la Ligne du Prêt : 5553733
Opération : Construction
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 57 253 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/01/2025	3,60	2 485,10	423,99	2 061,11	0,00	56 829,01	0,00
2	19/01/2026	3,60	2 485,10	439,26	2 045,84	0,00	56 389,75	0,00
3	19/01/2027	3,60	2 485,10	455,07	2 030,03	0,00	55 934,68	0,00
4	19/01/2028	3,60	2 485,10	471,45	2 013,65	0,00	55 463,23	0,00
5	19/01/2029	3,60	2 485,10	488,42	1 996,68	0,00	54 974,81	0,00
6	19/01/2030	3,60	2 485,10	506,01	1 979,09	0,00	54 468,80	0,00
7	19/01/2031	3,60	2 485,10	524,22	1 960,88	0,00	53 944,58	0,00
8	19/01/2032	3,60	2 485,10	543,10	1 942,00	0,00	53 401,48	0,00
9	19/01/2033	3,60	2 485,10	562,65	1 922,45	0,00	52 838,83	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros


CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/01/2034	3,60	2 485,10	582,90	1 902,20	0,00	52 255,93	0,00
11	19/01/2035	3,60	2 485,10	603,89	1 881,21	0,00	51 652,04	0,00
12	19/01/2036	3,60	2 485,10	625,63	1 859,47	0,00	51 026,41	0,00
13	19/01/2037	3,60	2 485,10	648,15	1 836,95	0,00	50 378,26	0,00
14	19/01/2038	3,60	2 485,10	671,48	1 813,62	0,00	49 706,78	0,00
15	19/01/2039	3,60	2 485,10	695,66	1 789,44	0,00	49 011,12	0,00
16	19/01/2040	3,60	2 485,10	720,70	1 764,40	0,00	48 290,42	0,00
17	19/01/2041	3,60	2 485,10	746,64	1 738,46	0,00	47 543,78	0,00
18	19/01/2042	3,60	2 485,10	773,52	1 711,58	0,00	46 770,26	0,00
19	19/01/2043	3,60	2 485,10	801,37	1 683,73	0,00	45 968,89	0,00
20	19/01/2044	3,60	2 485,10	830,22	1 654,88	0,00	45 138,67	0,00
21	19/01/2045	3,60	2 485,10	860,11	1 624,99	0,00	44 278,56	0,00
22	19/01/2046	3,60	2 485,10	891,07	1 594,03	0,00	43 387,49	0,00
23	19/01/2047	3,60	2 485,10	923,15	1 561,95	0,00	42 464,34	0,00
24	19/01/2048	3,60	2 485,10	956,38	1 528,72	0,00	41 507,96	0,00
25	19/01/2049	3,60	2 485,10	990,81	1 494,29	0,00	40 517,15	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

[banquedes
territoires.fr](https://banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr



Edité le : 19/01/2024

Tableau d'Amortissement
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/01/2050	3,60	2 485,10	1 026,48	1 458,62	0,00	39 490,67	0,00
27	19/01/2051	3,60	2 485,10	1 063,44	1 421,66	0,00	38 427,23	0,00
28	19/01/2052	3,60	2 485,10	1 101,72	1 383,38	0,00	37 325,51	0,00
29	19/01/2053	3,60	2 485,10	1 141,38	1 343,72	0,00	36 184,13	0,00
30	19/01/2054	3,60	2 485,10	1 182,47	1 302,63	0,00	35 001,66	0,00
31	19/01/2055	3,60	2 485,10	1 225,04	1 260,06	0,00	33 776,62	0,00
32	19/01/2056	3,60	2 485,10	1 269,14	1 215,96	0,00	32 507,48	0,00
33	19/01/2057	3,60	2 485,10	1 314,83	1 170,27	0,00	31 192,65	0,00
34	19/01/2058	3,60	2 485,10	1 362,16	1 122,94	0,00	29 830,49	0,00
35	19/01/2059	3,60	2 485,10	1 411,20	1 073,90	0,00	28 419,29	0,00
36	19/01/2060	3,60	2 485,10	1 462,01	1 023,09	0,00	26 957,28	0,00
37	19/01/2061	3,60	2 485,10	1 514,64	970,46	0,00	25 442,64	0,00
38	19/01/2062	3,60	2 485,10	1 569,16	915,94	0,00	23 873,48	0,00
39	19/01/2063	3,60	2 485,10	1 625,65	859,45	0,00	22 247,83	0,00
40	19/01/2064	3,60	2 485,10	1 684,18	800,92	0,00	20 563,65	0,00
41	19/01/2065	3,60	2 485,10	1 744,81	740,29	0,00	18 818,84	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

Edité le : 19/01/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/01/2066	3,60	2 485,10	1 807,62	677,48	0,00	17 011,22	0,00
43	19/01/2067	3,60	2 485,10	1 872,70	612,40	0,00	15 138,52	0,00
44	19/01/2068	3,60	2 485,10	1 940,11	544,99	0,00	13 198,41	0,00
45	19/01/2069	3,60	2 485,10	2 009,96	475,14	0,00	11 188,45	0,00
46	19/01/2070	3,60	2 485,10	2 082,32	402,78	0,00	9 106,13	0,00
47	19/01/2071	3,60	2 485,10	2 157,28	327,82	0,00	6 948,85	0,00
48	19/01/2072	3,60	2 485,10	2 234,94	250,16	0,00	4 713,91	0,00
49	19/01/2073	3,60	2 485,10	2 315,40	169,70	0,00	2 398,51	0,00
50	19/01/2074	3,60	2 484,86	2 398,51	86,35	0,00	0,00	0,00
Total			124 254,76	57 253,00	67 001,76	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-47

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 350 309 euros -
Construction de quatre logements à Saignes**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s) Isabelle LANTUEJOL se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 Aurillac, par courrier en date du 05 février 2024, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 175 154,50 € pour un emprunt d'un montant total de 350 309 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de quatre logements situés rue des Gentianes à Saignes ;

Considérant le contrat de prêt n° 156278 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 350 309 € souscrit par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n° 156278, constitué de deux lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Emprunteur, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL CANTAL HABITAT

350 309 euros, soit un montant garanti de 175 154,50 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 février 2024,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, Cantal Habitat, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 février 2024, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 350 309 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer l'opération rue des Gentianes à Saignes (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°156278), soit une garantie portant sur la somme en principal de 175 154,50 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 156278

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Rue des Gentiannes SAIGNES, Parc social public, Construction de 4 logements situés RUE DES GENTIANES 15240 SAIGNES.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois-cent-cinquante mille trois-cent-neuf euros (350 309,00 euros) constituée de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-vingt-six mille trois-cent-cinquante euros (86 350,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux-cent-soixante-trois mille neuf-cent-cinquante-neuf euros (263 959,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 24/04/2024 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Attestation du caractère définitif du permis de construire
 - Garantie(s) conforme(s).
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).



ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5544241	5544242		
Montant de la Ligne du Prêt	86 350 €	263 959 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,6 %	3,6 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	3,6 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ²	2,6 %	3,6 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indicatif(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul"} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE SAIGNES (15)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES**17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire**

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U123292, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156278, Ligne du Prêt n° 5544241

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U123292, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156278, Ligne du Prêt n° 5544242

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Edité le : 24/01/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Capital prêté : 86 350 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 156278 / N° de la Ligne du Prêt : 5544241
Opération : Construction
Produit : PLAI

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital du après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/01/2025	2,60	3 498,04	1 252,94	2 245,10	0,00	85 097,06	0,00
2	24/01/2026	2,60	3 498,04	1 285,52	2 212,52	0,00	83 811,54	0,00
3	24/01/2027	2,60	3 498,04	1 318,94	2 179,10	0,00	82 492,60	0,00
4	24/01/2028	2,60	3 498,04	1 353,23	2 144,81	0,00	81 139,37	0,00
5	24/01/2029	2,60	3 498,04	1 388,42	2 109,62	0,00	79 750,95	0,00
6	24/01/2030	2,60	3 498,04	1 424,52	2 073,52	0,00	78 326,43	0,00
7	24/01/2031	2,60	3 498,04	1 461,55	2 036,49	0,00	76 864,88	0,00
8	24/01/2032	2,60	3 498,04	1 499,55	1 998,49	0,00	75 365,33	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr


banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	24/01/2033	2,60	3 498,04	1 538,54	1 959,50	0,00	73 826,79	0,00
10	24/01/2034	2,60	3 498,04	1 578,54	1 919,50	0,00	72 248,25	0,00
11	24/01/2035	2,60	3 498,04	1 619,59	1 878,45	0,00	70 628,66	0,00
12	24/01/2036	2,60	3 498,04	1 661,69	1 836,35	0,00	68 966,97	0,00
13	24/01/2037	2,60	3 498,04	1 704,90	1 793,14	0,00	67 262,07	0,00
14	24/01/2038	2,60	3 498,04	1 749,23	1 748,81	0,00	65 512,84	0,00
15	24/01/2039	2,60	3 498,04	1 794,71	1 703,33	0,00	63 718,13	0,00
16	24/01/2040	2,60	3 498,04	1 841,37	1 656,67	0,00	61 876,76	0,00
17	24/01/2041	2,60	3 498,04	1 889,24	1 608,80	0,00	59 987,52	0,00
18	24/01/2042	2,60	3 498,04	1 938,36	1 559,68	0,00	58 049,16	0,00
19	24/01/2043	2,60	3 498,04	1 988,76	1 509,28	0,00	56 060,40	0,00
20	24/01/2044	2,60	3 498,04	2 040,47	1 457,57	0,00	54 019,93	0,00
21	24/01/2045	2,60	3 498,04	2 093,52	1 404,52	0,00	51 926,41	0,00
22	24/01/2046	2,60	3 498,04	2 147,95	1 350,09	0,00	49 778,46	0,00
23	24/01/2047	2,60	3 498,04	2 203,80	1 294,24	0,00	47 574,66	0,00
24	24/01/2048	2,60	3 498,04	2 261,10	1 236,94	0,00	45 313,56	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

[banquedes
territoires.fr](http://banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	24/01/2049	2,60	3 498,04	2 319,89	1 178,15	0,00	42 993,67	0,00
26	24/01/2050	2,60	3 498,04	2 380,20	1 117,84	0,00	40 613,47	0,00
27	24/01/2051	2,60	3 498,04	2 442,09	1 055,95	0,00	38 171,38	0,00
28	24/01/2052	2,60	3 498,04	2 505,58	992,46	0,00	35 665,80	0,00
29	24/01/2053	2,60	3 498,04	2 570,73	927,31	0,00	33 095,07	0,00
30	24/01/2054	2,60	3 498,04	2 637,57	860,47	0,00	30 457,50	0,00
31	24/01/2055	2,60	3 498,04	2 706,15	791,89	0,00	27 751,35	0,00
32	24/01/2056	2,60	3 498,04	2 776,50	721,54	0,00	24 974,85	0,00
33	24/01/2057	2,60	3 498,04	2 848,69	649,35	0,00	22 126,16	0,00
34	24/01/2058	2,60	3 498,04	2 922,76	575,28	0,00	19 203,40	0,00
35	24/01/2059	2,60	3 498,04	2 998,75	499,29	0,00	16 204,65	0,00
36	24/01/2060	2,60	3 498,04	3 076,72	421,32	0,00	13 127,93	0,00
37	24/01/2061	2,60	3 498,04	3 156,71	341,33	0,00	9 971,22	0,00
38	24/01/2062	2,60	3 498,04	3 238,79	259,25	0,00	6 732,43	0,00
39	24/01/2063	2,60	3 498,04	3 323,00	175,04	0,00	3 409,43	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr


banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	24/01/2064	2,60	3 498,08	3 409,43	88,65	0,00	0,00	0,00
Total			139 921,64	86 350,00	53 571,64	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement

En Euros

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT								
N° du Contrat de Prêt : 156278 / N° de la Ligne du Prêt : 5544242								
Opération : Construction								
Produit : PLUS								
Capital prêté : 263 959 €								
Taux actuariel théorique : 3,60 %								
Taux effectif global : 3,60 %								
N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/01/2025	3,60	12 552,90	3 050,38	9 502,52	0,00	260 908,62	0,00
2	24/01/2026	3,60	12 552,90	3 160,19	9 392,71	0,00	257 748,43	0,00
3	24/01/2027	3,60	12 552,90	3 273,96	9 278,94	0,00	254 474,47	0,00
4	24/01/2028	3,60	12 552,90	3 391,82	9 161,08	0,00	251 082,65	0,00
5	24/01/2029	3,60	12 552,90	3 513,92	9 038,98	0,00	247 568,73	0,00
6	24/01/2030	3,60	12 552,90	3 640,43	8 912,47	0,00	243 928,30	0,00
7	24/01/2031	3,60	12 552,90	3 771,48	8 781,42	0,00	240 156,82	0,00
8	24/01/2032	3,60	12 552,90	3 907,25	8 645,65	0,00	236 249,57	0,00
9	24/01/2033	3,60	12 552,90	4 047,92	8 504,98	0,00	232 201,65	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

Édité le : 24/01/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	24/01/2034	3,60	12 552,90	4 193,64	8 359,26	0,00	228 008,01	0,00
11	24/01/2035	3,60	12 552,90	4 344,61	8 208,29	0,00	223 663,40	0,00
12	24/01/2036	3,60	12 552,90	4 501,02	8 051,88	0,00	219 162,38	0,00
13	24/01/2037	3,60	12 552,90	4 663,05	7 889,85	0,00	214 499,33	0,00
14	24/01/2038	3,60	12 552,90	4 830,92	7 721,98	0,00	209 668,41	0,00
15	24/01/2039	3,60	12 552,90	5 004,84	7 548,06	0,00	204 663,57	0,00
16	24/01/2040	3,60	12 552,90	5 185,01	7 367,89	0,00	199 478,56	0,00
17	24/01/2041	3,60	12 552,90	5 371,67	7 181,23	0,00	194 106,89	0,00
18	24/01/2042	3,60	12 552,90	5 565,05	6 987,85	0,00	188 541,84	0,00
19	24/01/2043	3,60	12 552,90	5 765,39	6 787,51	0,00	182 776,45	0,00
20	24/01/2044	3,60	12 552,90	5 972,95	6 579,95	0,00	176 803,50	0,00
21	24/01/2045	3,60	12 552,90	6 187,97	6 364,93	0,00	170 615,53	0,00
22	24/01/2046	3,60	12 552,90	6 410,74	6 142,16	0,00	164 204,79	0,00
23	24/01/2047	3,60	12 552,90	6 641,53	5 911,37	0,00	157 563,26	0,00
24	24/01/2048	3,60	12 552,90	6 880,62	5 672,28	0,00	150 682,64	0,00
25	24/01/2049	3,60	12 552,90	7 128,32	5 424,58	0,00	143 554,32	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Edité le : 24/01/2024

Tableau d'Amortissement
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	24/01/2050	3,60	12 552,90	7 384,94	5 167,96	0,00	136 169,38	0,00
27	24/01/2051	3,60	12 552,90	7 650,80	4 902,10	0,00	128 518,58	0,00
28	24/01/2052	3,60	12 552,90	7 926,23	4 626,67	0,00	120 592,35	0,00
29	24/01/2053	3,60	12 552,90	8 211,58	4 341,32	0,00	112 380,77	0,00
30	24/01/2054	3,60	12 552,90	8 507,19	4 045,71	0,00	103 873,58	0,00
31	24/01/2055	3,60	12 552,90	8 813,45	3 739,45	0,00	95 060,13	0,00
32	24/01/2056	3,60	12 552,90	9 130,74	3 422,16	0,00	85 929,39	0,00
33	24/01/2057	3,60	12 552,90	9 459,44	3 093,46	0,00	76 469,95	0,00
34	24/01/2058	3,60	12 552,90	9 799,98	2 752,92	0,00	66 669,97	0,00
35	24/01/2059	3,60	12 552,90	10 152,78	2 400,12	0,00	56 517,19	0,00
36	24/01/2060	3,60	12 552,90	10 518,28	2 034,62	0,00	45 998,91	0,00
37	24/01/2061	3,60	12 552,90	10 896,94	1 655,96	0,00	35 101,97	0,00
38	24/01/2062	3,60	12 552,90	11 289,23	1 263,67	0,00	23 812,74	0,00
39	24/01/2063	3,60	12 552,90	11 695,64	857,26	0,00	12 117,10	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	24/01/2064	3,60	12 553,32	12 117,10	436,22	0,00	0,00	0,00
Total			502 116,42	263 959,00	238 157,42	0,00	0,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

[banquedes territoires.fr](https://www.banquedes territoires.fr)  @BanqueDesTerr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 23 FÉVRIER 2024

DELIBERATION N°24CP02-48

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat - 792 059 euros -
Réhabilitation avenue Lambert à Vic-sur-Cère**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 9 février 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marina BESSE, Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne pouvoir à M. Gilles CHABRIER, Mme Annie DELRIEU donne pouvoir à M. Philippe FABRE, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s) Isabelle LANTUEJOUL se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 Aurillac, par courrier en date du 05 février 2024, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 396 029,50 € pour un emprunt d'un montant total de 792 059 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation du Parc social public situé 12 avenue Lambert à Vic-sur-Cère ;

Considérant le contrat de prêt n°156281 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 792 059 € souscrit par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n° 156281, constitué d'une ligne de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Emprunteur, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 28-02-2024

Transmission Préfecture : 28-02-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL CANTAL HABITAT

792 059 euros, soit un montant garanti de 396 029,50 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 février 2024,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, Cantal Habitat, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 février 2024, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt total de 792 059 € devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer l'opération avenue Lambert à Vic-sur-Cère (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°156281), soit une garantie portant sur la somme en principal de 396 029,50 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 156281

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VIC SUR CERE AV LAMBERT PG 538, Parc social public, Réhabilitation, située 12 Avenue Lambert 15800 VIC-SUR-CERE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-quatre-vingt-douze mille cinquante-neuf euros (792 059,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de sept-cent-quatre-vingt-douze mille cinquante-neuf euros (792 059,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction «IRSB», ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 18/04/2024 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s).
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Bail emphytéotique
 - Justificatifs de subventions

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5552383			
Montant de la Ligne du Prêt	792 059 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	3,6 %			
TEG de la Ligne du Prêt	3,6 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt ²	3,6 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indicatif(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul"} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE VIC SUR CERE (15)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES**19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en œuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U124885, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 156281, Ligne du Prêt n° 5552383

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Tableau d'Amortissement

En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT

N° du Contrat de Prêt : 156281 / N° de la Ligne du Prêt : 5552383

Opération : Réhabilitation

Produit : PAM

Capital prêté : 792 059 € Taux actuariel théorique : 3.60 % Taux effectif global : 3.60 %								
N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/01/2025	3.60	48 580.43	20 066.31	28 514.12	0.00	771 992.69	0.00
2	18/01/2026	3.60	48 580.43	20 788.69	27 791.74	0.00	751 204.00	0.00
3	18/01/2027	3.60	48 580.43	21 537.09	27 043.34	0.00	729 666.91	0.00
4	18/01/2028	3.60	48 580.43	22 312.42	26 268.01	0.00	707 354.49	0.00
5	18/01/2029	3.60	48 580.43	23 115.67	25 464.76	0.00	684 238.82	0.00
6	18/01/2030	3.60	48 580.43	23 947.83	24 632.60	0.00	660 290.99	0.00
7	18/01/2031	3.60	48 580.43	24 809.95	23 770.48	0.00	635 481.04	0.00
8	18/01/2032	3.60	48 580.43	25 703.11	22 877.32	0.00	609 777.93	0.00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	18/01/2033	3,60	48 580,43	26 628,42	21 952,01	0,00	583 149,51	0,00
10	18/01/2034	3,60	48 580,43	27 587,05	20 993,38	0,00	555 562,46	0,00
11	18/01/2035	3,60	48 580,43	28 580,18	20 000,25	0,00	526 982,28	0,00
12	18/01/2036	3,60	48 580,43	29 609,07	18 971,36	0,00	497 373,21	0,00
13	18/01/2037	3,60	48 580,43	30 674,99	17 905,44	0,00	466 698,22	0,00
14	18/01/2038	3,60	48 580,43	31 779,29	16 801,14	0,00	434 918,93	0,00
15	18/01/2039	3,60	48 580,43	32 923,35	15 657,08	0,00	401 995,58	0,00
16	18/01/2040	3,60	48 580,43	34 108,59	14 471,84	0,00	367 886,99	0,00
17	18/01/2041	3,60	48 580,43	35 336,50	13 243,93	0,00	332 550,49	0,00
18	18/01/2042	3,60	48 580,43	36 608,61	11 971,82	0,00	295 941,88	0,00
19	18/01/2043	3,60	48 580,43	37 926,52	10 653,91	0,00	258 015,36	0,00
20	18/01/2044	3,60	48 580,43	39 291,88	9 288,55	0,00	218 723,48	0,00
21	18/01/2045	3,60	48 580,43	40 706,38	7 874,05	0,00	178 017,10	0,00
22	18/01/2046	3,60	48 580,43	42 171,81	6 408,62	0,00	135 845,29	0,00
23	18/01/2047	3,60	48 580,43	43 690,00	4 890,43	0,00	92 155,29	0,00
24	18/01/2048	3,60	48 580,43	45 262,84	3 317,59	0,00	46 892,45	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	18/01/2049	3,60	48 580,58	46 892,45	1 688,13	0,00	0,00	0,00
Total			1 214 510,90	792 059,00	422 451,90	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tel : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr